

Le Monde

idées

VOYAGE

Quel regard porte sur notre planète le vacancier d'aujourd'hui ? Tahar Ben Jelloun se désolait de voir la mer confisquée, tandis qu'Yves Florenne décrit, à travers l'histoire et la culture, la fascination que le désert a exercée sur l'homme. Pour Dominique Pelassy, le voyage est maintenant trop organisé et codifié pour laisser beaucoup de place au rêve

DÉSERT

par YVES FLORENNE

JAMAIS comme aujourd'hui, grâce à l'œil sélectif de l'objectif et aux cadrages, jamais notre érotisme n'aura si bien changé les paysages en corps féminins. En extraits de corps. L'allusion plastique est parfois trop sollicitée, grossière, grossière. Tout au contraire pour cette couverture de *Traverses* où la suggestion est d'une délicatesse extrême. Mais aussi, rien plus que le sable ne peut modérer la substance des longues courbes mouvantes, et jusqu'à ces très légères vergetures comme ondes sur l'eau, près de s'effacer, inef-
féables.

De telles images, vous en retrouverez parmi celles, très belles, de ce cahier, parfois cruelles, brûlées, érodées, d'autant que la main de l'homme s'en mêle : par le dessin, la peinture, qui est, chez André Masson, « tableaux de sable ».

Le désert se déplaçant dans ses propres traces, ne s'est-il pas levé aux yeux de Baudelaire comme la grande figure, dans sa « froide majesté » (le soleil n'y fait rien), de la femme stérile ? Aussi est-ce vers elle, désert au féminin, que les désirs « partent en caravane ».

L'antique fascination du désert, mystique, métaphysique, érotique, mortelle, a nécessairement touché la poésie. Longue serait l'anthologie du désert. Et combien

révélatrice. Même abrégée, quel accompagnement deviendrait pour elle ce recueil d'études, dans le contrepoint de textes et d'images qui compose chaque *Traverses*. Une dérive au moins en donne la note d'attaque : « Ma gloire est sur les sables (...) », hémistiche redoublé du *Perse* d'Ézra. J'en vois aussitôt une autre en filigrane, d'Yves Bonnefoy : « Hier régnait le désert. Surgissent encore les riches déserts » où la Jeune Parque découvre « de ses sursauts les confins sans espoir ». Et qui, mieux qu'un serpent, y peut conter sa trace ? Déserts opposés d'Amérique et de Rome, et ces compagnons du désert, la solitude et la ruine : Chateaubriand ne pouvait être absent de ce cahier. Mais c'est peut-être ce qui n'y est pas qui l'impose le plus, et d'abord : « Dans l'orient désert... ». Or, cet Orient-là, justement, était riche, luxuriant, habité, surpeuplé. Désert, parce qu'il manquait la seule Bénédicte. Un autre, bien plus tard, retrouverait ce désert et l'isolement, moins dans ses « solitudes » que dans Paris, dans la cohue qui fait la gloire : « Un seul être vous manque... ». Et c'est aussi, d'ailleurs, ce seul désert qui manque à *Traverses* : elle ne l'avait point en vue.

Un monde fou

La Belle Époque, dans sa frivolité, n'était pas incapable d'anticipation. Un mot d'auteur de vaudeville est resté célèbre : « Je rendrai du désert, il y avait un monde fou ». Ce n'était encore que la fourmi effrénée de masse. On rêvait plutôt aujourd'hui à une tragédie désolée : cette boule de sable, la terre, où un monde devenu fou se presse et s'écrase avant de s'annuler. Ou bien, vision opposée, l'âge d'or : la sagesse, la technologie et l'écologie auront fait de nos déserts des jardins. Alors, retourneront vers ce qu'ils furent, toutes les nostalgies des masses humaines agglomérées (on ne pèse pas assez ce mot d'agglomération qui définit nos villes et même nos bourgades) : vers cet espace idéal défendu de l'homme, défendu de l'homme, mais où l'homme pouvait s'agrandir.

On vient sans y songer d'esquisser trois variations possibles sur le désert. C'est précisément par trois variations aussi, un peu différentes, qu'Alto Calvino ouvre *Traverses* : la seconde, sur la tragédie solitaire de l'homme dans la ville et la dernière, sur la solitude interdite ; mais la première ne veut être qu'une « observation d'après nature ». Elle dément d'ailleurs aussitôt, sinon la nature, du moins l'analogie pourtant si évidente, si cultivée, avec les formes féminines. « Univers abstrait », formes spécifiques ne suggérant rien d'autre ? C'est tout le contraire que voit Marc Le Bot, historien de l'art, esthéticien : des « effets analogues à ceux de l'art (qui) en ont strictement la forme : quelque chose apparaît et ça ne finit pas ». Le désert est ce qui n'a pas de fin, « le sable fait de sa tige une image de l'infini ». C'est pourquoi le désert appelle Dieu.

Jacques Le Goff a-t-il raison ou tort de voir, dans la formule de Renan, « le désert est monothéisme », un déterminisme étonnamment inacceptable pour le scientifique ? N'est-ce pas simple façon de parler ou plutôt d'écarter ? Avant d'être savant, Renan est écrivain. Et puis, si les trois grandes religions monothéistes ont été bercées aux portes du désert, n'est-ce qu'une coïncidence ? Du reste, l'auteur ne considère ici que le berceau, que pour mieux saisir l'hérésie médiévale en Occident, ainsi est-il amené — à bon droit, dans sa perspective — à identifier au désert la forêt, ce que des géographes font aussi, mais, eux, par une extension peu scientifique.

Toutes ces pages recueillent et concentrent diverses sources de

clarités sur cela que suscitent en nous, plus ou moins consciemment, le mirage du désert et toutes les métaphores qu'il engendre (elles ne sont pas que littéraires : géodémographiques, socio-économiques, comme le « désert français » ; désert de l'homme, désert de l'homme, désert spirituel. Paradoxe : c'est précisément par la retraite au désert que la spiritualité s'érige et se fertilise. De sorte que, par un autre paradoxe, on a nommé « désert » ces retraites souvent voyantes, gloses, toujours abondantes en eau, dont l'espace est étroitement délimité, l'horizon volontairement borné, et qui recréent des constructions généralement vastes, rigoureusement belles, parfois utopiques. Bref : la nature la mieux conquise, ordonnée, et la plus habitée en nombre et en esprit. Dernier paradoxe : le désert, ou du moins le sable dont le vrai désert est fait, est la plus voluptueuse substance : elle appelle le désir de la pénétrer, de s'y fondre, plus moelleuse que l'eau, non pas froide ou tiède mais brillante, plus captivante : le corps s'y empreint. Même l'image de la mort que livre le désert à quelques choses de pur, d'indéchiffrable : ces squelettes blancs de soleil, l'humus et l'humide leur ont été épargnés, avec le pulvérisement souterrain de vie et de pourriture ; ici, le minéral retourne au minéral, le corps n'est plus cendre, mais sable.

Il est temps d'indiquer que ce recueil, autant qu'une métaphysique, est une physique du désert. Sa géographie et sa science, qu'on y retrouve un peu partout, sont concentrées dans l'épave d'Yves Lacoste.

Une création de la culture

Celui-ci n'est montre pas moins comment le désert peut être une création de la culture : s'il fascine les fables d'aujourd'hui, c'est à travers le western. On trouve, dans cet ensemble, bien d'autres références, par le texte et l'image, au film. Ce n'est qu'un aspect de l'essai d'Yves Lacoste, mais qui nous ramène au cinéma par le biais inattendu des déserts naturels changés en zones de surpeuplement : Los Angeles, Hollywood, suréchantillant sur l'Alphonsine Allais, sont les deux villes habitées à la campagne, mais en plein désert, quelles englobent. Et que sont devenues ces petites déserts, les plages, sinon leur contraire : le lieu même du surpeuplement par le corps étendu submergeant le sable ? Corps, couples : autant d'empreintes qu'effacent la mer, le vent ou le triste platement humain.

Revenons, pour le quitter, au vrai désert. Horizons toujours recouverts du sable et l'infini de ses grains, l'infini est dans la substance autant que dans l'étendue. Ce cahier est un petit traité et un poème du double infini des sables. Et si, lassé de pluie, écoutant Pascal, vous êtes descendu dans votre chambre, vous ne manquerez pas cette traversée pour une traversée immobile du désert réel et imaginaire.

Traverses, n° 19, deuxième trimestre 1980, 40 p., 100 F., G. Pompidou, 75131 Paris Cedex 04.

LE RÊVE EN BOÎTE

par DOMINIQUE PELASSY (*)

ILS étaient joyeux et pleins d'idées. Quand venait l'été et les migrations, on les voyait sortir des tanières et se répandre en longues troupes. Rien ne les arrêtait. Ils dévalaient vers la mer ou dévalaient les frontières, escaladaient le flanc raide des montagnes ou s'enfonçaient dans les tourées obscures. Leur imagination n'avait pas de bornes. Et comme la santé de leur système dépassait encore la leur, il n'y avait point d'idées au jour germées dans leurs cerveaux qui ne soit finalement reprise, exploitée, orchestrée aux dimensions d'une symphonie. Chaque saison les rapprochait davantage de ces phares qu'ils avaient allumés aux quatre coins de leur horizon : la liberté, la communion, la nature, l'authenticité...

Mais les structures du loisir organisé pulvérisent le tissu vivant de l'espace — c'est un écouil fâcheux sur la voie de l'exploitation commerciale du rêve. Pas de paradis sans circonscription ni barbelés ; pas de station verte sans salle de bains ni tennis. Aux frontières de l'absurde, les hôtels rivalisent pour offrir un dépaysement d'une rare qualité. Les bouts du monde se font décor. Les exigences du confort en repoussent les frontières jusqu'à n'en

conserver que l'évocation stylisée — toit de chaume ou méchoui, spectacle folklorique ou déguisement d'un lillipésien. Une contagion inévitable réduit bientôt à des éléments d'ambiance les bonzes himalayens, comme les temples de Pagan. Pris dans les mailles de l'organisation, le consommateur de loisir ne peut guère qu'apercevoir son rêve.

Il est possible en même temps que cet artifice constitue une réponse logique à ses désirs contradictoires. Car il veut bien l'authenticité, à la condition que celui-ci soit directement consommable. Il veut l'insolite avec le confort, l'aventure avec la sécurité, la découverte avec la détente ou la vacance. Si le monde se met en vitrine le temps de son congé, c'est aussi parce qu'il en a fait le lieu de son repos ; qu'il se refuse à y lire, profondément, autre chose qu'une image éphémère. Seul le signe peut concilier ses désirs. Le village typique, la ferme pittoresque. La parole, surtout, qui promet l'aventure avec un autocar et le risque avec une roulotte. Fantastique expérience, parfaitement organisée jusqu'à ses moindres détails ! Par la magie du verbe, le touriste trouvera la nature et le silence dans son H.L.M. des montagnes.

L'avilissement de l'aspiration libertaire

Cet investissement des concepts est au centre de tous les processus de « récupération », volontaires ou non. Le système déglutit ce qui apparaît comme utile, mais l'exploitation commerciale de la rupture signifie forcément l'avilissement de l'aspiration libertaire. En l'institutionnalisant, l'organisation codifie la révolte. Le Jean et le sac à dos se constituent en un langage imposé aussi absurde que les Semailles ; faire la bicyclette devient une obligation morale au même titre que faire l'amour par hygiène. « Ne bronchez

pas idiot ! Sortez des sentiers battus ». Le consommateur retrouve sans peine dans les publicités du loisir la parole effrontée et moralisatrice de son univers quotidien. En même temps, il y puise à quoi calmer son trouble. « Ne tourez pas, voyagez ». Toute aliénation a son remède. Comme il y a des agences pour nous cultiver, il y en a pour assurer notre épanouissement. En nous disant nos limites, le système les gomme, puisqu'il suffit de s'inscrire au Club ou à l'Anticub pour redevenir un homme libre.

La récupération commerciale

Le vendeur prend en charge la tranquillisation du client. Il lui apprend tout ce qu'il espère secrètement : qu'il n'y a pas d'errance sans chemin balisé, de découverte sans chaperon, d'évasion sans ancre ni complices. Le vacancier écoute les canaux de France dans sa maison flottante, son matériel de camping se pétrir en caravane — lourd donjon à l'abri duquel il peut affronter autoroutes et terrains homologués. C'est en se popularisant que le camping se transforme, mutation de sens due autant aux contraintes du nombre qu'à l'aspiration par le système commercial. Il passe du dynamique au statique, ne gardant de l'errance que le symbolisme. Prise dans le même étau, la récréation sportive s'organise et se codifie. La détente s'alourdit en sport, et le sportif, de tout un attirail qui serait fatal si le ridicule tuait. A la limite il s'y résigne, l'achat de matériel pouvant se substituer totalement à l'activité déployée. On emmagasine canoës et caméras comme on stocke les livres — signes précieux d'une culture ou d'un délabrement que l'on ne s'appréhende que symboliquement.

La récupération commerciale établit l'équation entre le vécu et l'objet, le signe. Mais parce qu'elle ne satisfait pas les aspirations du vacancier que sur le mode symbolique, justement, elle établit aussi l'équation entre le non-quotidien et le quotidien, résultat paradoxal de cette aspiration totale du loisir par le système. Parce que les deux expériences du temps perdent en fait le même langage, elles se dissolvent l'une dans l'autre, plongeant dans le même univers totalement artificiel. C'est la ca- lèche, le rêve insensé, le rythme oublié qui sont réalité, c'est au club que les âtres comme les choses retrouvent leur vérité. Dans ce monde où un pantalon estari est gage de prouesse, où tout objet ne vaut que par l'image qu'il lui sont accolées, il n'y a pas non plus d'évasion sans signe.

Véritable tyrannie, puisque l'homme n'est plus satisfait qu'au niveau de l'imaginaire. Parce qu'il faut au moins, une fois dans sa vie, faire un voyage total, rompre les amarres, fonder droit sur l'horizon, vivre autrement, quoi ! Comment ? Il faut que les routes s'arrêtent pour que le fugitif respire : sa liberté ne commence qu'avec l'évidence matérielle d'un océan ou d'un désert. Il faut un bournin et les cahots de la piste pour que tout devienne

enchâtement de l'esprit. Il faut se dévêtir, et collectivement, pour que renaissent ces relations humaines imprégnées d'une authenticité que le vêtement ne permet pas.

Parenté dans la vie quotidienne, le loisir lui-même devient symbole. Doublement enraciné dans une trêve et dans un ghetto, il signifie la libération de la quotidienneté. Mais les mots, dans cet univers, n'ont plus guère de sens.

(*) Sociologue au C.N.R.S.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature, en France ou à l'étranger, puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux, d'être dérangés d'une façon quelconque, nous acceptons d'envoyer gratuitement de deux semaines, sous conditions relatives :

FRANCE :	
Quinze jours	46 F
Trois semaines	69 F
Un mois	71 F
Un mois et demi	106 F
Deux mois	140 F
Deux mois et demi	174 F
Trois mois	208 F
ÉTRANGER (voir tableau) :	
Quinze jours	73 F
Trois semaines	109 F
Un mois	132 F
Un mois et demi	191 F
Deux mois	250 F
Deux mois et demi	309 F
Trois mois	367 F
EUROPE (autres) :	
Quinze jours	59 F
Trois semaines	85 F
Un mois	103 F
Un mois et demi	141 F
Deux mois	185 F
Deux mois et demi	229 F
Trois mois	273 F

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'expédition des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant des journaux ou mois avant leur départ, en indiquant le nom et l'adresse en lettres majuscules.

« LA MER EN NOUS TISSÉE »

NOUS ne portons plus la mer en nous comme un coque d'enfant étonné, émerveillé par le mystère et l'étendue de la légende.

La mer, lisse d'être souillée, lisse d'être vendue et achetée, se retire lentement de nos rêves. Valeur marchande, terriblement convoitée quand elle est associée au soleil et aux églises d'un passé riche, elle perd ses couleurs et étend ses lumières.

Certains pays pauvres du bassin méditerranéen pouvaient toujours se reporter à la mer pour oublier la misère et tourner le dos au manque. Ils pouvaient lire sur l'écluse des péniches d'espoir, les traces d'une culture et le regard du temps. La mer était leur bien, leur origine, leurs racines. Aujourd'hui, elle leur a été confisquée. Amers, ils regardent ce qu'elle est devenue, ce qu'on en a fait : sa robe est entachée de goudron, sa chevelure est sale, ses algues mutilées et son humeur est grin. Son âme s'est-elle perdue ?

A cause de l'argent. A cause de la guerre. A cause du pétrole. Au large, elle appartient aux pétroliers et aux étrangers. Sur les côtes, elle se donne aux marchands de soleil et de vent.

Une jeune fiancée

« La mer en nous tissée... », écrit Saint-John Perse. Mais en sommes-nous encore dignes, tant nous nous sommes éloignés de sa source, de son mystère et de sa marche toujours reconstruite vers la nuit ? Quand l'assommoir nous la mer revient à nous comme une jeune fiancée, lumineuse et nonchalante, saisie par la grâce, guidée par les nomades de l'oubli ? Car, comme dit Saint-John Perse : « Et de la mer elle-même il ne sera question, mais de son règne au cœur de l'homme (1) ».

La mer, tout écumée, est en quête de l'homme qui saura en faire une fête et l'aimer sans la vendre.

TAHAR BEN JELLOUN.

(1) Invoications. Œuvres complètes, la Pléiade.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Écoles
75001 PARIS - Cédex 09
C.C.P. Paris 4297-33

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
252 F 331 F 451 F 590 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
367 F 611 F 856 F 1 250 F

ÉTRANGER
(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
234 F 356 F 538 F 720 F

II - SUISSE - TUNISIE
285 F 356 F 721 F 940 F

Par voie aérienne
Facteur sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines en plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les numéros parvenus à destination.

Le Monde
doctes et documents

Numéro de juillet-août-septembre

LES RÉFUGIÉS

LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Le numéro : 1,50 F

Abonnement un an (dix numéros) : 35 F

Guizot et la lutte des classes

Un de nos auteurs, M. Filatre, ayant attribué à Karl Marx la paternité de la découverte de la lutte des classes (le *Monde* du 30 juillet), M. Marcel Conche, professeur de philosophie à l'université de Paris-I, nous écrit :

Qu'il me soit permis de mettre sous les yeux de vos lecteurs ce texte tiré d'une leçon de Guizot prononcée en 1828 (*Éléments de la civilisation en Europe*, septième leçon) :

« L'Europe moderne est née de la lutte des diverses classes de la société. Aujourd'hui, cette lutte a amené des résultats bien différents : en Asie, par exemple, une classe a complètement triomphé, le régime des castes a succédé à celui des classes, et la société est tombée dans l'immobilité. Rien de tel, grâce à Dieu,

n'est arrivé en Europe. Aucune des classes n'a pu vaincre ni assujettir les autres ; la lutte, au lieu de devenir un principe d'immobilité, a été une cause de progrès ; les rapports des diverses classes entre elles, la nécessité où elles se sont trouvées de se combattre et de se céder tour à tour ; la variété de leurs intérêts, de leurs passions, le besoin de se vaincre, sans pouvoir en venir à bout ; de là est sorti peut-être le plus énergique, le plus fécond principe de développement de la civilisation européenne. »

Après la Révolution française, la bourgeoisie a pris conscience d'avoir enfin remporté cette longue lutte qui l'avait opposée aux ordres privilégiés durant des siècles. De là cette notion de « lutte des classes » que Marx, comme il en convenait, a empruntée aux historiens bourgeois.

سكزا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

AFRIQUE

Chili

UN RÉFÉRENDUM
CONSTITUTIONNEL
AURA LIEU LE 11 SEPTEMBRE

Santiago (A.F.P., Reuters). — Le président chilien, le général Pinochet, a annoncé dimanche 10 août l'organisation d'un référendum constitutionnel le 11 septembre, date anniversaire du coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir en 1973. Dans une allocution radio-télévisée, il a précisé que la Constitution, dont le projet a été approuvé par la junte de gouvernement, entrera en vigueur six mois après son éventuelle approbation par référendum.

Cette Constitution sera un « instrument juridique de combat contre le terrorisme », a souligné le général. Elle renforcera, a-t-il ajouté, la sécurité des personnes et du pays par l'intermédiaire de moyens d'exception efficaces tout en offrant des garanties contre d'éventuels abus, accroissant le pouvoir des tribunaux et instituant un tribunal constitutionnel. Elle garantira enfin à l'armée une participation au développement du pays par le biais d'un conseil national de sécurité.

Aux termes de ce projet, le général nommera les membres de l'Assemblée nationale pendant la période transitoire. Le président sera élu au suffrage direct, avec un deuxième tour entre les deux candidats les mieux placés si nécessaire. Le mandat serait de six ans, non renouvelable. Cette dernière mesure ne s'appliquerait cependant pas à la première élection, ce qui signifie que le général Pinochet pourrait, s'il était élu, rester encore une année à la tête du pays, à partir de l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution.

On apprend d'autre part à Santiago qu'une vingtaine de la jeunesse catholique, dont Mme Albana Aravena Garrido a été enlevée dans un faubourg de la capitale chilienne par un groupe d'hommes armés de miliciens, vraisemblablement un commando d'extrême droite qui a déjà procédé à de telles actions en représailles de l'assassinat du lieutenant-colonel Roger Vergara le 15 juillet dernier.

Une réunion pour la création de l'Association d'Amérique latine pour les droits de l'homme se tiendra à Quito au 11 et 12 août sous les auspices du gouvernement équatorien. Parmi les personnalités attendues figurent le Père Ernesto Cardenal (Nicaragua), Mme Jaime Paz, vice-président élu de Bolivie, Daniel Oñiver, ancien président du Costa Rica, Carlos Andrés Bello, ancien président du Venezuela, Mgr Leonidas Proenza, archevêque de Rio de Janeiro (Brésil), M. Alfredo Vasquez Carrion, ancien ministre colombien des affaires étrangères. — (A.F.P.)

Bolivie

L'ancienne présidente n'a toujours pas quitté le pays

La Paz (A.F.P., A.P., U.P.I.). — Mme Lilia Gueiler, présidente en exercice de la Bolivie au moment du coup d'Etat militaire du 17 juillet, n'a pu prendre l'avion prévu le 9 août à destination de l'Europe comme elle le souhaitait, a-t-on appris à La Paz.

Des versions contradictoires circulent sur le retard apporté à son départ pour un exil politique. L'agence Associated Press évoque une alerte à la bombe dans l'avion qui devait l'embarquer, tandis que des sources proches de la candidature apostolique, où s'est réfugiée Mme Gueiler et que cite l'A.F.P., indiquent que les démarches administratives

nécessaires à la sortie du pays de l'ancienne présidente ne sont pas terminées.

Le correspondant de l'A.F.P. à La Paz, M. Eduardo Perez Tribarne, a trouvé peigne aux bureaux du régime le ministre des affaires étrangères, M. Carlos Mesa, qui a indiqué que Mme Helen Spooner, journaliste américaine indépendante, arrêtée le 6 août, serait transférée devant un tribunal pour « diffusion de fausses nouvelles ». Selon un représentant de l'ambassade des Etats-Unis qui a rendu visite à Mme Spooner, cette dernière n'a subi de mauvais traitements.

Les autorités ont annoncé que deux prêtres nord-américains, qui avaient été arrêtés le 5 août et accusés d'activités pro-communistes, ont été relâchés et remis à la nonciature. Le gouvernement a également indiqué qu'il autoriserait la venue en Bolivie de représentants des organisations internationales de défense des droits de l'homme.

Le ministre de l'Intérieur a annoncé que le siège commun de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) et de la Fédération syndicale des mineurs de Bolivie sera détruit. Un nouveau bâtiment sera cependant construit, affirmant les autorités, pour remplacer l'actuel immeuble jugé vétuste.

Selon un journal clandestin, *Bolivia libre*, parvenu en Suède, trois mille mineurs auraient été tués au cours des combats qui ont eu lieu depuis le coup d'Etat. Des opposants au régime militaire estiment que plus de mille personnes ont été arrêtées depuis le 17 juillet.

Etats-Unis

LA CONVENTION DÉMOCRATE DE NEW-YORK

La rivalité entre MM. Carter et Kennedy va dominer les débats

Le président Carter a fait, dimanche 10 août, une importante concession à son rival pour l'investiture du parti démocrate en acceptant d'introduire dans le programme du parti certaines réformes économiques réclamées par le sénateur Kennedy. Il s'agit notamment de l'infériorité dans un sens plus « social » du plan anti-inflation.

New-York. — La trente-huitième convention du parti démocrate s'ouvre ce lundi 11 août à Madison Square Garden, dans une atmosphère de confusion. Les dernières déclarations des principaux candidats ne font qu'accroître l'incertitude. Selon les derniers sondages, M. Carter, qui était à égalité avec le sénateur Kennedy avec 43 % des intentions de vote des électeurs démocrates avant sa conférence de presse du 3 août sur le « Billet », a repris son avance sur le sénateur qui domine par quarante-neuf points contre trente-huit. La bonne foi du président, la probabilité que les relations de son frère aîné le gouvernement libyen n'ont pas eu de conséquences sur la politique américaine, ont apparemment impressionné l'opinion.

Les deux moments les plus attendus de la convention sont le scrutin de lundi soir sur la procédure (résolution dite F-3 C) qui pourrait forcer les délégués à voter pour le candidat, au nom duquel ils ont été élus lors des primaires de leur Etat ; et le discours que M. Kennedy doit prononcer mardi soir et qui jouera un rôle important dans l'adoption du programme électoral du parti.

La résolution F-3 C est la clé de la fameuse querelle entre partisans d'une « convention ouverte » et ceux d'une « convention fermée ». Jusqu'en 1968, les délégués démocrates étaient libres de voter pour le candidat de leur choix. Mais les réformes qui avaient accompagné la nomination de M. Humphrey avaient conduit l'appareil du parti à voter une série de mesures destinées à donner plus de pouvoir à la « base » en développant le système des primaires.

Jusqu'à la, le candidat désigné dans les « salles enfumées » des conventions, après de laborieuses tractations entre les délégués. En 1978, la direction du parti adopta la résolution F-3 C qui lie les délégués au candidat au nom duquel ils ont été élus. Cette loi, bien que la cour suprême l'ait déclarée inconstitutionnelle, l'adoption de la résolution F-3 C est sans doute pour beau-

La « Pravda » estime que la convention nationale du parti démocrate s'ouvre ce lundi à New-York dans un climat de « vive discord » aggravée par l'impopularité du président Carter, et que les divisions des démocrates reflètent la « crise du système bipartite » aux Etats-Unis.

De notre correspondante

coup dans la confusion qui accompagne la campagne de 1980. La multiplication des primaires, l'importance souvent disproportionnée que leur a donnée la télévision ont allongé la campagne. Alors que des événements spectaculaires et retentissants rendaient de plus en plus discutables certains choix faits par les sept mois avant la convention.

Consentants de l'ambiguïté de leurs positions, nombre de délégués hésitent encore. Près de deux mille d'entre eux sont officiellement inscrits, à soutenir M. Carter alors que le sénateur Kennedy peut compter sur un peu moins de mille trois cents personnes. Le dernier sondage du *New-York Times* et de la C.B.R. indiquait dimanche que deux électeurs démocrates entre un étaient favorables à une convention « ouverte ».

Une antipathie personnelle

M. Kennedy est arrivé samedi à New-York décidé à poursuivre la lutte. On a trouvé le sénateur devant son quartier général de l'hôtel Waldorf Astoria et a été accablé par trois mille supporters enthousiastes. Dans la soirée, il a publié une liste de personnalités parmi lesquelles il compte choisir son vice-président. M. Kennedy a déclaré au *New-York Times* que le sénateur Henry Jackson de l'Etat de Washington, qui représente l'aile conservatrice du parti, le sénateur M. Edward Brooke de l'Illinois, Mme Shirley Chisholm, secrétaire à l'éducation du président Carter, et M. Tom Bradley, le maire noir de Los Angeles.

M. Kennedy a multiplié ses apparitions publiques et les interviews télévisées pendant tout le week-end. A la question qu'on lui pose depuis plusieurs mois : « Êtes-vous prêt à soutenir M. Carter si celui-ci obtient de nouveau la nomination de son parti ? », le sénateur s'est contenté de répondre par l'affirmative. M. Carter, lui, a refusé de répondre à la question de la « tradition démocratique ».

L'antipathie personnelle entre les deux hommes est de plus en plus évidente. Pour le sénateur, l'Etat de la Maison Blanche n'est qu'un petit politicien de province qui n'a réussi une ascension insensée qu'à la faveur des deux grandes crises qui ont secoué les Etats-Unis : la guerre du Vietnam et le scandale du Watergate. Pour M. Carter, la famille Kennedy représente ce que nomme de « socialistes » basistes le « régime » d'établissement de la nouvelle Angleterre, opulent, libéral, formé dans les universités catholiques et de surcroît, catholique.

M. Muskie a « appris par la presse »

le changement de la doctrine stratégique

Washington (A.F.P.). — Le secrétaire d'Etat américain, M. Muskie, a révélé qu'il avait en connaissance par la presse seulement de la directive présidentielle n° 59 modifiant la doctrine d'emploi des armes stratégiques américaines au profit des objectifs militaires (le *Monde* du 8 août).

Parlant à des journalistes dans l'avion qui le ramenait vendredi 8 août vers Washington à l'issue d'un voyage en Californie, il s'est étonné qu'un sujet de cette importance n'ait pas été discuté avec lui avant la décision de M. Carter. Sans mettre en cause M. Brezinski, conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale, ni M. Brown, son collègue de la défense, il a souligné que soit instaurée une meilleure coopération entre le département d'Etat et le Pentagone.

Depuis lors, précise le *New-York Times*, M. Brown a rassuré par téléphone le secrétaire d'Etat et lui a promis de plus amples

NICOLE BERNHEIM.

Selon le colonel Kadhafi

L'ARGENT VERSÉ À M. BILLY CARTER EST UN PRÊT QUI SERA REMBOURSÉ.

Le colonel Kadhafi affirme que les 220 000 dollars versés par la Libye à M. Billy Carter étaient un prêt et non un cadeau. Il rapporte le *New-York Times* du dimanche 10 août. Le chef de l'Etat libyen a déclaré au cours d'une interview accordée au *Washington Post* que ces 220 000 dollars, c'est un prêt et non un cadeau. C'est un prêt en rapport avec des affaires. Est-ce qu'il est interdit de faire des affaires avec des Américains ?

Comme on lui demandait si les affaires conclues par M. Billy Carter impliquaient des achats de pétrole, le colonel répondit : « Peut-être, probablement, tous les détails sur ce point sont au bureau des relations avec l'étranger ».

Le *New-York Times* cite d'autre part une source proche de M. Billy Carter, selon laquelle le remboursement du prêt devait s'effectuer avec des commissions versées par la société pétrolière Charter Oil. Cette firme a reconnu avoir accepté de verser de l'argent à M. Billy Carter pour pouvoir obtenir du pétrole libyen en supplément de ce qu'elle reçoit normalement. Mais elle a précisé qu'elle n'avait obtenu aucun pétrole ni aucune commission.

Par ailleurs, la Maison-Blanche a reconnu samedi que Mme Ruth Carter Stapleton, la sœur du président, avait accepté de faire des affaires avec des Américains.

M. Muskie a « appris par la presse » le changement de la doctrine stratégique

Tchad

DES NÉGOCIATIONS POUR L'INSTAURATION D'UN CESSÉ-LE-FEU POURRAIENT S'OUVRIR LE 20 AOUT A LAGOS.

Lomé (A.F.P.). — Des négociations directes pour l'instauration d'un cessez-le-feu au Tchad pourraient s'ouvrir le 20 août à Lagos entre les différentes parties en conflit, a annoncé dimanche 10 août à Lomé, M. Ahlanyo, chef de la coopération. M. Ahlanyo s'était rendu vendredi à Ndjamena en compagnie de son homologue guinéen, M. Touré, dans le cadre des résolutions du sommet de l'OUA sur le Tchad. Le ministre précise que les parties en présence dirigées par M. Moukoko Ouédrao et Hussein Habré n'avaient pas rejeté le principe d'une réunion autour d'une table de négociations dans la capitale nigérienne. Cette réunion « de la dernière chance » aura pour but l'application du cessez-le-feu prévu par les accords de Lagos.

En ce qui concerne la situation sur le terrain, les ministres guinéen et togolais ont affirmé qu'il n'y avait pas de réelle accalmie.

Ethiopie

ADDIS-ABEBA DÉNONCE LA « COLLUSION ENTRE LA SOMALIE ET LES FORCES IMPÉRIALISTES »

Addis-Abeba (A.F.P.). — L'Ethiopie a déposé le samedi 9 août une plainte officielle auprès des Nations unies, de l'O.U.A. et du Mouvement des non-alignés, après la « collusion » de son territoire par la Somalie. Dans un télégramme envoyé aux trois organisations, le ministre éthiopien des affaires étrangères, M. Fekile Gedle Giorgis, a dénoncé l'utilisation par la Somalie d'armes meurtrières lors d'attaques perpétrées dans la région de l'opécide, entre le 27 mai et le 17 juillet (le *Monde* du 9 août).

Selon le ministre, ces armes seraient des fournies par les Etats-Unis, l'Italie et d'autres Etats membres de l'OTAN, ce qui démontre la « collusion existant entre Mogadiscio et les forces impérialistes qui encouragent ouvertement (...) les ambitions expansionnistes de la Somalie pour servir leurs propres intérêts stratégiques dans la région ».

D'autre part, l'agence Tass a déclaré samedi que l'octroi par la Somalie de bases militaires aux Etats-Unis « suscitait une aggravation de la situation dans la corne de l'Afrique ».

Zimbabwe

Selon le général Walls

LA VICTOIRE DE M. MUGABE A ÉTÉ LE FRUIT DE L'INTIMIDATION

Le général Walls, qui a donné, en juillet, sa démission du poste de commandant en chef des forces armées du Zimbabwe, a révisé, dans une interview diffusée ce lundi 11 août par la B.B.C., qu'il avait demandé à la Grande-Bretagne d'annuler les élections de février qui ont porté M. Mugabe au pouvoir à Salisbury. Il a précisé qu'il avait formulé sa requête avant l'annonce du résultat du scrutin et que Mme Thatcher l'avait ignorée. « Je ne le lui pardonnerai jamais, j'aurais aimé avoir droit au moins à une réponse de courtoisie », a-t-il dit. Il a soutenu que la victoire de M. Mugabe avait été le fruit de l'intimidation.

Interrogé sur sa démission et celle de 60 % des officiers blancs de l'armée du Zimbabwe, le général, qui vit toujours au Zimbabwe, a déclaré qu'aucun d'entre eux ne voulait servir « dans les conditions politiques actuelles ». Il a indiqué que ses relations avec l'ancien premier ministre, M. Smith, avaient été difficiles et l'avaient presque conduit à organiser un coup d'Etat « blanc ». Évoquant l'évolution récente du pays, il a dit, enfin, qu'une guerre civile lui paraissait non une « probabilité » mais une « possibilité réelle ».

Le général, qui avait commandé les forces de sécurité rhodésiennes à l'époque de la guerre contre les mouvements de libération africains, avait accepté le commandement des forces armées du Zimbabwe, après l'indépendance, afin de superviser la fusion de ses anciennes forces avec celles des maquisards qui ont combattu pendant sept ans. Sa démission, en juillet, avait surpris. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

Ouganda

TRENTE-SEPT DÉTENUÉS SONT MORTS DE FAIM

Trente-sept détenus civils sont morts de faim ou de maladies causées par la malnutrition à la prison de Ray, sur la rive ougandaise du lac Victoria, a-t-on appris samedi 9 août de source informée à Kampala.

Dans cette prison, deux mille détenus, qui attendent l'ouverture de leur procès, sont regroupés dans des locaux préfabriqués pour cinq cent vingt-cinq prisonniers. Ils sont gardés par des militaires tanzaniens. — (Reuters.)

Pascal Jardin.
La bête à bon Dieu.
Suite et fin du Nain Jaune.
Un extraordinaire souffle de vie.
200 pages.
FLAMMARIION

EUROPE

ASIE

Grande-Bretagne

AVANT LES VACANCES PARLEMENTAIRES Mme Thatcher a subi plusieurs échecs

De notre correspondant

Londres. — Le mythe de la « dame de fer » a été sérieusement ébranlé ces derniers jours. Durant la dernière semaine de la session parlementaire d'été, qui a pris fin vendredi 8 août, Mme Thatcher a subi trois défaites. Comme si, fatiguée par quinze mois de lutte, elle avait subitement baissé sa garde, face à ses adversaires travaillistes et aux éléments modérés de son cabinet. La question du salaire des enseignants a été la première de ces pierres d'achoppement. Le premier ministre était désemparée à empêcher que les cinq cent mille professeurs d'Angleterre et du Pays de Galles ne bénéficient d'une augmentation supérieure à 10 %, ce qui, à l'origine, était de 14,2 % recommandé par un organisme de conciliation. Soutenu par les ténors modérés du cabinet, M. Carlielle, ministre de l'éducation, est parvenu à arracher une hausse de 13,5 % au cours d'une réunion très agitée.

Le passage aux Communes du projet de loi sur le logement a fourni l'occasion aux députés travaillistes d'insulter à leur tour une défaitiste Mme Thatcher. Dans leur programme

électoral, les conservateurs avaient promis de donner la possibilité aux locataires d'habitations à loyer modéré appartenant à l'Etat de devenir propriétaires de leur appartement. Après avoir menacé, grâce à diverses manœuvres, d'empêcher le vote de ce projet avant l'ajournement des chambres, les députés travaillistes ont imposé une humillante retraite au ministre concerné, qui a dû accepter d'exclure de son projet les logements construits pour les personnes âgées.

Pas de dénationalisation des chantiers navals

Enfin, le 7 août, les « wets » (modérés) du cabinet remportent une autre victoire sur l'aile dure en obligeant le gouvernement à renoncer momentanément à l'une de ses promesses électorales, à savoir la dénationalisation des chantiers navals spécialisés dans la construction de bâtiments de guerre. Le ministre de l'Industrie, Sir Keith Joseph, précisait que la privatisation n'interviendrait pas avant que la société nationale des chantiers navals ne soit en mesure de résorber son déficit et de supporter la perte de son secteur de construction militaire, le seul qui soit véritablement rentable. Comme pour ajouter à la déception des députés conservateurs, Sir Keith déclarait, en outre, qu'il était impossible de modifier le système d'indemnités au profit des trois sociétés désemparées de leurs chantiers de construction militaire par le gouvernement Callaghan.

Cette série de revers, pour surprendre qu'elle soit, ne doit pas faire oublier que Mme Thatcher a réalisé la plus grande partie de son programme au cours des quinze premiers mois de son mandat : réduction des impôts directs, suppression des contrôles des changes et des prix, limitation du pouvoir syndical, compression des dépenses publiques, réduction de la contribution de la Grande-Bretagne au budget de la C.E.E., dénationalisation partielle des postes, suppression du monopole d'Etat sur la production d'électricité et privatisation de trois sociétés contrôlées par la compagnie des chemins de fer.

Mais il est une promesse, capitale, que Mme Thatcher n'est pas encore parvenue à tenir, bien qu'elle soit le pivot de toute sa politique : la réduction de l'inflation. Depuis son arrivée à la tête de l'Etat en mai 1979, le niveau général des prix a pratiquement doublé et la forte augmentation de la masse monétaire enregistrée en juillet (5 1/4 %) n'incite guère à l'optimisme. Le niveau très élevé du chômage (un million neuf cent mille personnes sans emploi) reste l'un des points noirs de l'économie britannique, mais ni Mme Thatcher ni les « modérés » du gouvernement n'ont jamais fait du plein-emploi leur objectif majeur.

(Interim.)

Union soviétique

DEUX DIPLOMATES AMERICAINS SONT CRITIQUÉS PAR LA PRESSE SOVIÉTIQUE

(De notre correspondant.)

Moscou. — Deux diplomates américains viennent d'être mis en cause par la presse soviétique pour des activités contraires à leur statut. L'ambassadeur américain à Moscou, M. James M. M. Mandel et sa femme Judith d'avoir, au cours d'un voyage en Ouzbékistan aux mois d'avril et de mai, incité un citoyen soviétique à écrire une lettre antisoviétique, en lui promettant leur aide et une « montagne d'argent ». De lui seraient, d'autre part, parvenus des « questions provocatrices ».

Un porte-parole de l'ambassade américaine a qualifié ces accusations de « mensonges et demi-vérités ». « Nous ne voulons pas, par un démenti, donner une quelconque dignité à ces accusations pour le moins bizarres », a-t-il ajouté. Ce n'est pas la première fois que des diplomates américains en poste à Moscou sont pris à partie par la presse soviétique. Ce genre d'articles est, en général, un « baromètre » de l'état des relations entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. — D.V.

Italie

L'ATTENTAT DE BOLOGNE

L'enquête sur l'extrême droite s'étend à l'étranger

De notre correspondant

Rome. — Une semaine après le « massacre de Bologne », le dernier bilan s'élève à quatre-vingt morts, après le décès, le 10 août, d'une femme de quarante ans grièvement blessée. Les magistrats de la capitale émilienne restent toujours aussi discrets sur l'état de l'enquête et sur le rôle qu'aurait joué M. Marco Azzurro, le jeune néo-fasciste accusé à Nice le 6 août.

Les juges bolognais ont envoyé une nouvelle commission rogatoire pour « détention et transport de matériel explosif » mais précisent que cela ne signifie pas qu'il y ait une référence précise au massacre de Bologne ; ce n'est rien d'autre qu'un moyen pour les magistrats de dire ce qu'ils ont vu. Par ce biais, le prévenu pourra être interrogé directement sur Bologne et sur les milieux néo-fascistes.

Turquie

M. DEMIREL VA DÉPOSER AU PARLEMENT UN PROJET D'ELECTIONS ANTICIPÉES

Ankara (A.F.P.). — Le gouvernement de M. Demirel déposera le 18 août, devant le Parlement turc, un projet d'élections anticipées, a déclaré, le 9 août, le premier ministre. Ces élections pourraient avoir lieu entre octobre et décembre.

Un journaliste lui ayant demandé s'il croyait pouvoir obtenir le soutien des autres partis, M. Demirel a répondu : « Je n'en sais rien. » « Je lance seulement un appel à tout le monde », a-t-il poursuivi. « Si vous avez la grande solution pour sortir le pays de la situation actuelle, la grande solution, c'est les élections générales anticipées. »

Le Parti du saint national (nationalisme) s'est déclaré favorable aux élections anticipées sous certaines conditions, tandis que le Parti de l'action nationaliste (extrême droite) soutient sans conditions la proposition de M. Demirel et du Parti de la justice.

M. Demirel a déclaré que les raisons de l'opposition de M. Ecevit, président du P.R.P., étaient « simplement des excuses ». « Que le parti de l'action nationaliste, les élections anticipées, et que le parti de l'opposition se refuse, cela n'a jamais été vu dans une démocratie jusqu'à présent », a dit M. Demirel.

Les magistrats semblent désormais considérer M. Azzurro comme un témoin-clé sur le monde de l'extrême droite néo-fasciste qui a préparé l'attentat. « Il en sait long », mais rien ne prouve encore qu'il ait joué un rôle direct dans l'attentat. Le portrait-robot qui a été fait de lui grâce aux témoignages des victimes ne correspond pas à son actuelle physionomie du fait qu'il porte une barbe.

Un idéologue des FANE

Des fonctionnaires italiens sont partis pour l'Espagne, l'Allemagne fédérale et peut-être la France pour chercher des informations sur des terroristes d'extrême droite, auteurs de premier plan dans « la stratégie de la tension » qui ont fui depuis quelques années à l'étranger. Il s'agit de M. Stefano delle Chiaie, quarante-trois ans, fondateur du groupe Avanguardia nazionale, impliqué dans l'attentat de Milan du 12 décembre 1968 et considéré comme l'ancien bras droit du « prince noir » Valerio Borghese, dont la tentative de putsch en 1970 a échoué. M. delle Chiaie a été arrêté le 7 décembre 1970 ; Clemente Grazzini, cinquante-quatre ans, fondateur de Ordine Nuovo ; Sandro Saccucci, qui a fui à l'étranger après avoir tué un jeune communiste dans un meeting électoral à Latina, et Augusto Cacioli.

Un Français, M. Paul Durand, considéré en Italie comme un « idéologue » des FANE, serait aussi recherché. Parallèlement, continuent des enquêtes pour savoir quel type d'explosif a été employé, et cinq échantillons différents ont été envoyés en laboratoire. Des experts en anatomie pathologique continueront d'examiner les fiches établies par les médecins sur les blessures des victimes de l'attentat.

(Interim.)

● **Attentat dans une caserne de carabinieri.** — Trois hommes masqués ont réussi à s'introduire dans la caserne de carabinieri de Caserta, près de Naples, le 11 août dans la matinée, et y ont mis le feu.

Il se sont présentés à la porte de la caserne, ont tiré et ont tué le colonel. Lorsque la sentinelle leur a ouvert, ils l'ont neutralisée puis ont arrosé d'essence le sol du rez-de-chaussée du bâtiment et y ont mis le feu. Le feu a réussi à donner l'alerte et l'incendie a été rapidement maîtrisé. Les dégâts matériels sont peu importants mais les auteurs de l'attentat ont disparu.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● **L'UNION NATIONALE** pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) a annoncé, samedi 9 août, que les cinquante prisonniers menacés de mort à la suite de l'exécution de seize de ses partisans à Luanda seraient échangés contre la libération de 300 prisonniers de la fondation de l'UNITA. Dans un communiqué publié à Paris, le bureau politique de l'UNITA indique que cette décision répond aux appels de mouvement humanitaire en faveur des captifs. — (Reuter.)

Canada

● **UNE DELEGATION FRANÇAISE**, conduite par M. Benoit, ministre de l'éducation, se rendra au Canada le jeudi 14 août pour assister aux cérémonies marquant le 37^e anniversaire de la fondation de l'Université de la Nouvelle-France. Dans un communiqué publié à Paris, le bureau politique de l'UNITA indique que cette décision répond aux appels de mouvement humanitaire en faveur des captifs. — (Reuter.)

Corée du Sud

● **LES PROGRES CONTRE M. KIM DAE-JUNG**, le chef de l'opposition, et vingt-trois autres personnalités, s'ouvrent jeudi 14 août, selon des sources officielles à Séoul. M. Kim, qui a reçu la visite de sa femme samedi pour la première fois depuis son incarcération en juin, est accusé de complot destiné à préparer une insurrection. — (A.F.P.)

Espagne

● **DE VIOLENTS AFFRONTEMENTS** ont eu lieu samedi 9 août à Vitoria entre la police et des nationalistes basques qui manifestaient en faveur d'une amnistie pour leurs compatriotes emprisonnés. Les manifestants ont renversé des voitures et des autobus et la police a fait usage d'armes anti-aériennes pour les disperser. — (A.F.P.)

Islande

● **UN MARIN UKRAINIEN** de vingt-quatre ans, Viktor Kovalevski, qui avait abandonné le chalutier soviétique « Khabarovsk » à Reykjavik jeudi 7 août en espérant obtenir l'asile politique aux Etats-Unis, a finalement demandé aux autorités islandaises. — (A.F.P.)

Yougoslavie

● **M. DUSAN DRAGOSAVATCH**, secrétaire de la direction collégiale de la Ligue des communistes de Yougoslavie, s'est entretenu samedi 9 août, à Douvrovnik, avec M. René Andrieu, membre du comité central du parti communiste français et rédacteur en chef de l'« Humanité ». Dans le courant de la semaine, il avait eu des conversations avec M. Carillo, secrétaire général du P.C. espagnol, Mme Madeleine Ducloux, membre du bureau politique du P.C.F. et M. Paolo Buffalini, dirigeant du parti communiste italien. — (Reuter.)

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION

HEBDOMADAIRE

révisée aux lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

Le Monde des PHILATÉLISTES

revue de la philatélie

Chine

Mao Tse-toung a commis des « erreurs graves » à la fin de sa vie, affirme M. Hua Guofeng

Pékin (A.F.P., Reuter). — M. Hua Guofeng, président du P.C. chinois, a déclaré, dans un interview au journal yougoslave *Vjesnik* diffusé dimanche 10 août par Chine nouvelle, que Mao Tse-toung était responsable de certaines « erreurs graves » commises pendant les dernières années de sa vie. M. Hua, cependant, n'en a pas moins vanté les mérites de l'ancien dirigeant.

« Le camarade Mao Tse-toung est certainement le personnage le plus remarquable de l'histoire de la Chine et ses apports à la théorie et à la pratique révolutionnaires dépassent ceux de tous les autres dirigeants chinois », a dit M. Hua Guofeng. Mais il était un homme et non un Dieu et il n'était pas immunisé contre les erreurs.

Le chef du P.C. a distingué trois périodes dans la carrière de Mao : il a rendu hommage aux victoires remportées depuis que Mao prit la direction du parti en 1935 jusqu'en 1957. Entre 1958 et le début de la révolution culturelle (1966), M. Hua a estimé que les dirigeants chinois avaient été « trop ambitieux dans le domaine de l'économie et dans certains cas nous avons gravement exagéré l'importance de la lutte des classes ». « En dépit de ces erreurs cependant, la ligne du parti dans son ensemble était correcte », a-t-il remarqué.

Pendant la décennie de la révolution culturelle, enfin, le parti a fait « de graves erreurs, et en tant que président le camarade Mao porte la responsabilité de ces erreurs ». M. Hua a précisé que, du fait de sa maladie, Mao avait vu son rôle dirigeant s'affaiblir à la fin de sa vie. La « bande des quatre » en avait alors profité pour « tromper » Mao. Mais celui-ci « n'ignorait pas tout à fait

leur complot », a ajouté M. Hua, qui a indiqué que le parti ferait au cours de son XIII^e congrès, prévu d'ici la fin de l'année, l'analyse résumée de son histoire, y compris celle de la période de la révolution culturelle.

D'autre part, il se révèle que la suppression, intervenue il y a une semaine, des portraits de Mao dans un certain nombre de lieux publics a fait l'objet d'une décision du comité central. Une directive publiée lundi à Pékin souligne que le nombre élevé de portraits de Mao accrochés sur des bâtiments publics traduit « un manque de dignité politique » et que leur nombre devra donc être « progressivement réduit du façon appropriée ».

● **M. Lombardotti**, ministre ouest-allemand de l'économie, est arrivé samedi 9 août à Pékin, où il préside les travaux de la première réunion de la commission mixte entre la Chine et la R.F.A. Il est accompagné d'une délégation de banquiers et d'industriels. Les échanges sino-occidentaux ont atteint en 1979 presque 2 milliards de dollars, la R.F.A. étant le quatrième partenaire de la Chine après les Etats-Unis, Hongkong et le Japon. — (A.F.P.)

Indonésie

● **Le gouvernement de Djakarta** a pris des mesures contre les agences de presse étrangères, qui n'ont plus le droit de diffuser en Indonésie des informations en provenance de ce pays, à partir du 1^{er} septembre. Ces agences ont déjà pu la possibilité de diffuser leurs dépêches d'agences locales. Ces mesures, prises dans le cadre de la loi sur la presse, visent à empêcher les agences étrangères de diffuser des informations en provenance de ce pays, à partir du 1^{er} septembre. Ces agences ont déjà pu la possibilité de diffuser leurs dépêches d'agences locales. Ces mesures, prises dans le cadre de la loi sur la presse, visent à empêcher les agences étrangères de diffuser des informations en provenance de ce pays, à partir du 1^{er} septembre. Ces agences ont déjà pu la possibilité de diffuser leurs dépêches d'agences locales. — (A.F.P., A.P.)

[En prenant cette décision, le gouvernement indonésien entend empêcher toute nouvelle non contrôlée par ses soins d'entrer dans le pays, à un moment où se succèdent les révolutions sur les îles de Sumatra, Java et Sulawesi, où les personnalités officielles, y compris le président Suharto et son épouse, la presse étrangère était déjà soumise à une censure, les articles critiques étant découpés ou caricaturés.]

soleil ?
vos yeux
méritent
LEROY
OPTICIEN

104, Champs-Élysées
6, place des Ternes
27, bd St Michel

127, fg St Antoine
30, bd Barbès

les nouvelles littéraires

NUMERO SPECIAL

- Bayreuth ou les folies-Wagner
- Vincennes: comment meurt une université
- Eugène Sue vu par Karl Marx et François Mitterrand
- Quand l'habit fait l'homme politique
- Histoire: la fin des Romanov
- Reportage au pays du Paris-Gay
- Enquête chez les fabricants de romans roses
- L'actualité politique d'aujourd'hui vue à travers les dessins humoristiques d'hier
- Les nouvelles tendances du jazz français
- L'impact philosophique de Roman Jakobson
- Les obsédés de Marilyn Monroe
- Ecrivains en liberté: Pividal, Jules Roy, René Fallet, Jean Dutourd
- Quand le fascisme frappe à coups redoublés

ET AUSSI

Des échos sans concession, le guide des festivals d'août, des jeux, une bande dessinée, le roman de l'été, un concours.

ET SURTOUT

Un grand dossier sur l'été 1940

Un document exceptionnel:

les négociations d'armistice

enregistrées en secret par les Allemands

Un débat douloureux:

quand le P.C. a-t-il choisi la voie de la résistance?

Un récit:

ce que furent les derniers jours de la collaboration

DIPLOMATIE

M. ALBERT TRECA EST NOMMÉ AMBASSADEUR A MANILLE

Le *Journal officiel* du 10 août annonce la nomination de M. Albert Treca au poste d'ambassadeur aux Philippines, en remplacement de M. Raphaël Toure. Né en 1917, docteur en droit, M. Treca a commencé sa carrière à la résidence générale du Maroc, où il a travaillé de 1945 à 1948, intégré dans le cadre des secrétaires des cabinets de M. Bourges, secrétaire d'Etat de 1968 à 1971, ambassadeur en Belgique (1971-1973), puis à Canberra jusqu'en 1978. Depuis cette date il était conseiller pour les affaires internationales auprès du ministre de la défense.

● **M. Waldheim et l'Indochine.** — A la suite des critiques thalassées concernant la récente visite à Hanoi et à Bangkok du secrétaire général des Nations unies, dont les positions avaient été qualifiées de « pro-vietnamiennes », le porte-parole de l'ONU a publié, samedi 9 août, une mise au point. Selon ce texte, M. Waldheim a effectivement discuté à Hanoi de la question du retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge ; il a souligné la nécessité de ce retrait et le Vietnam a accepté d'examiner cette suggestion. D'autre part, Hanoi et Bangkok ont accepté les bons offices de M. Waldheim, et leurs ministères des affaires étrangères devaient se rencontrer prochainement à New-York. — (A.F.P.)

LE MONDE

est en vente à la disposition de ses lecteurs des journaux « Mondes »

VALEUR VÉRITABLE

LA MAISON

que vous recherchez

Le Monde

société

Le groupe de travail de l'ONU sur l'esclavage ouvre une session à Genève Le scandale du commerce d'enfants en Thaïlande

Genève. — Le groupe de travail de l'ONU se penchera, entre autres, sur le problème de la vente des enfants en Thaïlande. Selon les documents soumis au groupe par la Société anti-esclavagiste et le Groupe pour les droits des minorités (M.R.G.), deux organismes dont le siège est à Londres, il se fait dans ce pays, hors des circuits touristiques, un trafic considérable et clandestin d'enfants. Ce trafic s'étend ailleurs, mais il prend, en Thaïlande, des proportions alarmantes.

Durant la période annuelle de sécheresse, d'octobre à mars, une partie importante de la population rurale du Nord-Est se déplace à Bangkok et dans les provinces de Rayong et de Chantaburi pour tenter de trouver du travail. Elle revient dans ses villages pour participer, en mai, à la seule récolte de riz de l'année. La difficulté d'occuper un emploi pendant les mois de migration a pour conséquence une offre accrue de main-d'œuvre infantile. Les enfants sont rassemblés aux environs de la gare de Bangkok, puis vendus à des particuliers et

Le groupe de travail des Nations unies sur l'esclavage se réunit ce lundi 11 août à Genève pour une session de cinq jours. Il est saisi de plusieurs rapports, dont deux documents sur le trafic d'enfants en Thaïlande qu'analyse ci-dessous notre correspondant. Un autre rapport rédigé par la société anti-esclavagiste pour la protection des droits de l'homme dénonce le travail illégal imposé à des enfants en Italie. Ceux-ci seraient payés plus de dix fois moins que les adultes pour des journées de travail allant jusqu'à neuf heures. Près de cinq cent mille enfants âgés de neuf ans et plus travailleraient dans ces conditions, surtout dans les industries du cuir et des textiles.

De notre correspondant

à des propriétaires de restaurants, d'usines ou de maisons closes. Dans une rue de ce quartier, on compte plus d'une dizaine de magasins spécialisés dans le commerce d'enfants et d'adolescents, alors que seule l'embauche d'enfants au-dessus de seize ans est autorisée. Bien que ces officines soient illégales, leurs occupants parviennent à tourner la loi grâce aux pots-de-vin qu'ils peuvent offrir. Les locaux où sont parqués les enfants sont munis de fenêtres grillagées, de volets toujours baissés et d'une cuisine dans l'arrière-boutique.

Les fillettes et garçons prisonniers vivent dans le noir et sont sous-alimentés. Ils présentent un aspect pitoyable (ce qui est d'ailleurs contraire aux intérêts des tenanciers, car les prix sont notamment fixés en fonction de la beauté et de la condition physique des futurs esclaves). Le nombre d'enfants mineurs de seize ans, qui débloquent quotidiennement à Bangkok pour subir ce sort se situe entre cent et deux cents. Les « fournisseurs » surveillent l'arrivée des trains omnibus en provenance du Nord-Est et abordent les enfants, qu'ils soient seuls ou accompagnés de leurs parents. Ils les persuadent de les suivre en leur promettant de la nourriture et un endroit pour dormir. Ils appellent cela « aller à la pêche ».

Achat à domicile

L'un d'eux a reconnu que le magasin pour lequel il recrutait vendait chaque année vingt mille jeunes « travailleurs », dont cinq mille avaient moins de seize ans. Il a précisé à un enquêteur du M.R.G. : « Les enfants sont très prisés par les employeurs, car ils forment une main-d'œuvre à bon marché et sont trop craintifs ou innocents pour risquer de s'enliser et chercher ailleurs un emploi plus satisfaisant. » Cet intermédiaire a pour clients, outre le magasin en question, des propriétaires d'usines qui lui passent directement des commandes. Dans ce cas, les enfants sont directement amenés en minibus à leurs maîtres. Si, en ce qui concerne les plus jeunes, la tâche est aisée, un recruteur doit savoir se montrer convaincant pour attirer des adolescents ou de jeunes adultes suffisamment avertis de l'existence des bureaux de placement et des possibilités de choisir un emploi convenable.

Les documents mentionnent également la pratique de l'achat à domicile d'enfants de familles démunies. Les intermédiaires ne donnent le plus souvent pas le moindre sou aux parents, mais ils leur promettent de leur faire parvenir de l'argent dès que leur enfant aura été placé. Des enfants ainsi achetés sont vendus à Bangkok par contrat pour une somme allant de sept à cinquante dollars par an, toujours selon des critères de force et de beauté. L'acheteur paie la totalité du montant convenu à l'intermédiaire qui, en principe, doit l'envoyer aux parents ; il y ajoute une commission pouvant s'élever à 50 %.

Environ deux cents utilisateurs de la « citizen band » (C.B.) — postes émetteurs-récepteurs utilisés par les conducteurs de véhicules — ont manifesté à Paris, vendredi 8 août, contre la menace d'interdiction qui pèse sur la vente de ce matériel radio. Des automobilistes et des camionneurs ont ainsi formé un cortège de la porte de La Villette à la porte Maillot, empruntant les boulevards extérieurs. Les pouvoirs publics reprochent aux « citoyens » de gêner la réception des émissions de télévision et d'enfreindre le code des P.T.T.

La Drug Enforcement Administration, l'organisme américain chargé de la lutte contre la drogue, dépendant du département de la justice, a décidé de rappeler à Washington le personnel administratif du bureau des narcotiques de Paris. Dix-huit personnes sur un effectif de vingt-deux doivent rentrer aux Etats-Unis avant le 5 septembre prochain. Le bureau régional, que dirige M. Ron Warner, avait été créé en 1970 au moment où la « french connection », approvisionnement des Etats-Unis. Sa compétence s'étendait à l'Europe, l'Afrique du Nord et le Proche-Orient. Depuis, de nombreuses opérations conjuguées avec la police française ont permis l'arrestation d'importants trafiquants, notamment celle d'André Lebey, le 9 octobre 1971, qui transportait dans le coffre de sa voiture 108 kilos d'héroïne. Les policiers français de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants déplorent le « démantèlement » du bureau régional qui était un « remarquable outil d'investigation », mais les Américains invoquent, pour expliquer leur décision, des économies budgétaires. Ne resteront à Paris que trois hommes et deux à Marseille. Ils seront dirigés par M. Nicolas Panella qui se trouvait en France au moment de la « french connection ».

« C'EST UNE ERREUR DE CONSIDÉRER CERTAINES DROGUES COMME DROUES » déclare Jean-Paul II

Castelgandolfo (A.F.P.). — Jean-Paul II s'est opposé à la libéralisation des drogues douces, en s'adressant, samedi 9 août, à une centaine d'anciens drogués assistés par un centre de solidarité, fondé par l'abbé Mario Piccoli à Rome. « C'est une erreur de considérer comme drogues certaines drogues », a-t-il affirmé lors d'une messe célébrée dans la chapelle privée à Castelgandolfo. Le pape a exprimé sa préoccupation à l'égard d'un projet de loi italien visant à libéraliser l'utilisation de certaines drogues et permettre l'administration de l'héroïne dans les hôpitaux. « Comme le confirme l'expérience douloureuse de certains pays, une législation permissive de ce domaine ne sert ni à prévenir ni à guérir », a-t-il affirmé.

Pour des raisons budgétaires

LE BUREAU AMÉRICAIN DES NARCOTIQUES QUITTE PARIS

La Drug Enforcement Administration, l'organisme américain chargé de la lutte contre la drogue, dépendant du département de la justice, a décidé de rappeler à Washington le personnel administratif du bureau des narcotiques de Paris. Dix-huit personnes sur un effectif de vingt-deux doivent rentrer aux Etats-Unis avant le 5 septembre prochain. Le bureau régional, que dirige M. Ron Warner, avait été créé en 1970 au moment où la « french connection », approvisionnement des Etats-Unis. Sa compétence s'étendait à l'Europe, l'Afrique du Nord et le Proche-Orient. Depuis, de nombreuses opérations conjuguées avec la police française ont permis l'arrestation d'importants trafiquants, notamment celle d'André Lebey, le 9 octobre 1971, qui transportait dans le coffre de sa voiture 108 kilos d'héroïne. Les policiers français de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants déplorent le « démantèlement » du bureau régional qui était un « remarquable outil d'investigation », mais les Américains invoquent, pour expliquer leur décision, des économies budgétaires. Ne resteront à Paris que trois hommes et deux à Marseille. Ils seront dirigés par M. Nicolas Panella qui se trouvait en France au moment de la « french connection ».

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

S.C.P. COHEN, JEGOUREL, notaires associés, ERDEVEN, 56410 ETEL, 16 août 1980, à 15 h., en l'office, ADJUDICATION VOLONTAIRE
TRÈS BELLE VILLA (construction 1972)
sise au Couédo en LOCOAL-MENDON
bordure arrière ETEL (côte sud Morbihan), sept pièces principales, deux salles de bains, sous-sol quatre pièces, garage. Terrain 2.346 m²
MISE A PRIX : 650.000 FRANCS
Proximité CARNAC - LA TRINITE-SUR-MER - LORIENT - AURAY
Tous renseignements à l'étude, tél. 16 (97) 52-34-03.

JUSTICE

Les policiers grenoblois sont aujourd'hui « au-dessus de tout soupçon » affirme le juge chargé du dossier des proxénètes

De notre correspondant

Grenoble. — Réfugiés dans leur pays, l'Italie, les deux frères Piccaretti, Joseph et Aldo, condamnés par défaut le 8 juillet 1980 par le tribunal correctionnel de Grenoble à dix ans de prison chacun — viennent de mettre en cause les policiers et les gendarmes grenoblois dans une interview accordée à l'«*Express*» et au journal *Libération*. Ils indiquent en particulier qu'ils furent pendant plusieurs années « protégés » par des policiers qui moyennant certains avantages, tolérèrent leurs activités, notamment sur les quais de l'Isère.

Ces révélations n'ont pas, semble-t-il, ébranlé outre-mesure les magistrats grenoblois et les responsables de l'hôtel de police. Depuis plusieurs mois, en effet, on faisait entendre au palais de justice que la police avait, pendant quelques années, négligé le phénomène nouveau que constituait, à partir de 1975, le développement rapide de la prostitution et du proxénétisme sur les quais de l'Isère et le long de certaines routes conduisant à la capitale du Dauphiné.

Les policiers grenoblois ont-ils alors délibérément fermé les yeux sur ces activités en échange de renseignements ? Quelques proxénètes grenoblois ont-ils servi pendant un certain temps d'indicateurs ? Probablement. D'autres ont, probablement aussi, prêté main forte à des organisations politiques au moment des campagnes électorales récentes.

Même la préfecture de l'Isère semble avoir fait preuve d'indulgence, à l'égard de plusieurs proxénètes de nationalité italienne, actuellement détenus. Certains,

défavorablement connus des services de police et plusieurs fois condamnés, ne furent jamais expulsés. Ainsi, Joseph Piccaretti, qui quitta la France en 1970, mais il revint trois ans plus tard à Grenoble, et y resta au vu et au su de tous jusqu'en 1978. « Tout le monde fermait alors les yeux sur la mesure qui m'avait frappé », dit-il aujourd'hui.

Le remplacement, en 1977, du directeur départemental des polices urbaines à entrainé, presque aussitôt, une profonde réorganisation des services de l'hôtel de police de Grenoble, et notamment de celui de la brigade chargée du proxénétisme. Le personnel de ce service fut totalement renouvelé. Des hommes nouveaux y ont été installés. Ils forment actuellement une équipe solide et déterminée spécialisée dans la lutte contre le proxénétisme sous toutes ses formes. « Les gens de ce service sont aujourd'hui au-dessus de tout soupçon », déclare M. Paul Weisbuch, le juge qui a mené l'enquête depuis le mois d'avril 1979. « Nous n'aurions jamais pu mener à bien une affaire comme celle-ci s'il y avait eu une quelconque communication entre l'un des policiers et le milieu. La meilleure preuve c'est notre succès ».

L'affaire des proxénètes italo-grenoblois qui a déjà « éblouissé » un ecclésiastique, un ancien conseiller de la cour d'appel de Grenoble, un conseiller général de l'Isère, aujourd'hui décédé, et plusieurs membres du barreau, rappelle ces jours-ci sur la police, révélateur des « complexités » un peu trop voyantes pour ne pas être, elles aussi, troublantes.

CLAUDE FRANCILLON.

RELIGION

MALGRÉ LES MESURES DU RÉGIME EN LEUR FAVEUR

Les chrétiens d'Irak continuent d'émigrer

Bagdad. — L'un des monuments les plus hauts de la capitale irakienne est une église arménienne ; une cinquantaine de sanctuaires chrétiens, dont près de quarante catholiques, volaient à Bagdad avec les dômes verts ou bleus des mosquées à la persane. A Mossoul, les chrétiens sont inséparables du paysage de la grande ville du Nord. L'un des membres les plus en vue du gouvernement et du Conseil de la révolution est un chrétien, M. Tarik Aziz.

Pourtant, malgré les obstacles administratifs, l'émigration des chrétiens de Mésopotamie, commencée il y a un demi-siècle au village de Telkef, près de Mossoul, continue, essentiellement vers les Etats-Unis et l'Australie. Après la filière libanaise, puis grecque — 25 000 Irakiens en majorité chrétiens auraient transité par Athènes en 1979 pour obtenir un visa américain —, c'est par les pays de l'Est ou l'Egypte que passent, aujourd'hui, les émigrants venus d'entre le Tigre et l'Euphrate, qui sont aussi bien des pauvres gens du quartier Babouyne à Bagdad que des habitants de villas modernes des bords du fleuve ou des villages du Nord.

Une chrétienté divisée

Comme l'Egypte avec les coptes, le Liban avec les maronites ou la Syrie avec les grecs-orthodoxes, l'Irak a son Eglise « nationale ». Celle-ci, appelée « assyrienne » par référence à de lointains ancêtres paléens, s'échappe aux divisions et subdivisions, plaie de la chrétienté orientale. Les Assyriens se répartissent entre l'Eglise catholique « chaldéenne » (autre réminiscence de l'Antiquité), regroupant environ 70 % des chrétiens d'Irak, et l'Eglise nestorienne assyrienne. Leur langue liturgique, mais aussi maternelle (2) — alors que tous les autres chrétiens vivant en terre arabe (sauf les Arméniens, non autochtones) — est l'arabe. Les Assyriens ont une langue liturgique arabisée, — est le syriaque ultime avatar de l'araméen parlé par le Christ (3). Mais l'arabe est évidemment la langue véhiculaire des chrétiens d'Irak.

Du concile œcuménique d'Ephèse en 431, qui condamna Nestorius, patriarche de Constantinople, parce qu'il discernait deux personnes distinctes en Jésus-Christ, jusqu'en 1952, date à laquelle une bonne partie des assyriens, appelés depuis chaldéens, s'unirent à Rome, les chrétiens irakiens forment une seule communauté. Aujourd'hui les catholiques relèvent du patriarcat de Babylone résident à Bagdad tandis que les nestoriens ont leur principal centre spirituel à Chicago, aux Etats-Unis. Outre ces chrétiens autochtones, vivent en Irak des adeptes, de nationalité irakienne, des Eglises arméniennes catholiques ou grégoriennes

La plus mal connue des communautés chrétiennes du monde arabe, après avoir vécu maintes tragédies (1), a eu plus de chance que les juifs irakiens, qui ont dû pratiquement tous quitter le pays. Sous le régime baasiste actuel, qui se veut laïque, elle est de plus en plus associée à la vie de la Cité. « Depuis la révolution de 1958, nous n'avons jamais senti le respect », nous dit un prêtre, repris ailleurs en écho par une mère de famille ou un cadre hôtelier chrétien.

De notre envoyé spécial

(orthodoxe), latine (4) et syrienne catholique ou orthodoxe. L'Eglise « syrienne », elle aussi de langue liturgique araméenne (ou syriaque), est intellectuellement très active, surtout dans sa fraction catholique, qui depuis seize ans publie à Mossoul *Al-Fikr Al-Masihî* (La Pensée chrétienne), l'une des meilleures publications chrétiennes en langue arabe (3 500 exemplaires par mois).

Le nombre des fidèles du Christ est en Irak, comme partout au Proche-Orient, un secret d'Etat. Toutefois, jusqu'à une date récente, leur nombre global était généralement estimé à six cent mille. Mais, selon des experts étrangers, le premier recensement général sérieux, réalisé dans le pays il y a deux ans, a fait apparaître un million de chrétiens face à douze millions de musulmans, écramés répartis entre Arabes chiites, Arabes sunnites et Kurdes sunnites, sans parler d'autres petites minorités comme les soixante mille à cent mille paysans yézidis prônant une sorte de réhabilitation d'Iblis (Satan) — et que l'on appelle pour cela, non sans quelque exagération, les « adorateurs du diable » — ou les vingt mille à trente mille sabéens, syncrétistes des marais mésopotamiens.

Un poème

Même si subsistent des inégalités qui font, par exemple, qu'un chrétien n'a pas le droit d'acquiescer à un musulman, le Baas au pouvoir en Irak depuis 1968 pratique une politique visant à abolir les distinctions confessionnelles. Il a, aussi, multiplié les gestes pour décrier une communauté traditionnellement méfiante et racroquevillée sur elle-même. L'ambassadeur du Saint-Siège a été doyen du corps diplomatique. Les élèves chrétiens ont été dispensés d'étudier un manuel islamique contenant des phrases peu amènes pour leur religion. Le président Saddam Hussein a reçu en grande pompe certains de ses compatriotes chrétiens devenus américains, et il leur a fait remettre des fonds pour construire des églises aux Etats-Unis. Il a envoyé de nombreux dons au clergé irakien et visité inopinément, en 1979, une église bagdadienne où se disait la messe.

« Nous apprécions tout cela, mais nous voulons quand même émigrer

pour pouvoir élever nos enfants comme nous le voulons », nous confie un chef de famille, faisant allusion à la nationalisation, il y a cinq ans, de toutes les écoles confessionnelles en Irak (la mesure visait surtout les chiites iraniens, mais elle n'a pas épargné les chrétiens) et à la « baasisation » des esprits poursuivie du jardin d'enfants à l'Université. Beaucoup de chrétiens affirment néanmoins avoir adhéré au Baas — parti nationaliste panarabe et supranationaliste fondé en 1959 par le chrétien syrien Michel Aflak — par conviction ou — pour fortifier un régime ayant déposé l'application à la lettre de la loi islamique ».

L'Eglise chaldéenne, sous la tranquille houlette depuis 1958 du patriarche Paul II Chelcho, âgé aujourd'hui d'environ soixante-quinze ans, n'a ni le ressort politique des Eglises libanaise, ni le renouveau spirituel des copistes d'Egypte qui lui permettraient peut-être de braver l'émigration d'une des plus anciennes communautés chrétiennes d'Orient. En revanche, par les amitiés qu'elle a su se ménager en milieu musulman, l'Eglise chaldéenne pourrait servir de modèle à bien d'autres communautés orientales. Quel spectacle étonnant dans ce Proche-Orient où le royaume-fort de la révolution iranienne a, un peu partout, attiré la reconversionnalisation des rapports sociaux, de voir le cheikh Jalal Hanafi, prédicateur en renom à Bagdad, réclamer au patriarche de Babylone, pour son demi-siècle de sacerdoce, un poème sur « les vertus des hommes, des chrétiens et des musulmans ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Signalements des massacres d'Assyriens par les Kurdes en 1945 et 1946 et ceux commis en 1953 par certains éléments de l'armée royale irakienne, suivis de la déportation à Mossoul du patriarche nestorien.
(2) Le syriaque, araméen (ou syriaque), contemporain parlé en Irak est presque aussi différent de l'araméen (ou syriaque) liturgique que le français du latin.
(3) Quelques villages chrétiens de Syrie utilisent aussi l'araméen.
(4) L'Eglise latine, issue des croisés, a toujours été rattachée à Rome. Outre des arabophones (parfois originaires des Indes, en ce qui concerne l'Irak), elle sert en Orient les catholiques romains de langue arabe. Les latins disposent en Irak d'un archevêché (actuellement d'origine française) dont le siège est à Bagdad, comme celui du patriarcat chaldéen.

DEUX MESSAGES DES CATHOLIQUES A UX MUSULMANS POUR LA FIN DU RAMADAN.

A l'occasion de la fin du ramadan, marquée par la fête de l'« Aïd el Fitr », qui est célébrée ce lundi 11 août, deux messages ont été diffusés par l'Eglise catholique à l'intention des musulmans.

A Rome, le secrétariat pour les non-chrétiens publie une déclaration où on peut lire notamment : « Durant ce mois de jeûne, vous tous êtes entraînés à la soumission à Dieu par la prière et l'auto-discipline, pour affirmer votre foi dans le souverain domaine de Dieu, cette foi commune aux fils spirituels d'Abraham, qui est, pour nous comme pour vous, le fondement solide de la dignité humaine, de la fraternité et de la liberté. » « L'est-ce pas, ajoute le message, qui fut à l'origine du patrimoine religieux de l'Islam et de l'héritage religieux du christianisme ? (...) N'y a-t-il pas là une raison pressante pour engager musulmans et chrétiens dans la voie d'une franche collaboration en vue du progrès de la paix et de l'extension de la libre profession de la religion propre à chacun ? »

De son côté, à Paris, le secrétariat français pour les relations avec l'Islam affirme que « l'honneur est venu pour les chrétiens et les musulmans, alors qu'ils sont entrés dans une nouvelle période de l'histoire, de reconnaître et de développer les liens spirituels qui les unissent, afin de promouvoir ensemble, pour tous les hommes, la justice sociale, les valeurs morales, la paix et la liberté ».

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de Grande Instance de BOBIGNY. Par jugement en date du 25 avril 1979, aujourd'hui débouté, la 15^e Chambre du Tribunal de Grande Instance de BOBIGNY a condamné le sieur BONNET Jacques, gérant de la Société Electrique, Eclair et Chauffage, 41, av. Carnot, Le Bourget (93), à la peine de 1.000 F plus six fois 1.000 F pour INFRACTION AU CODE DU TRAVAIL.

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de Grande Instance de BOBIGNY. Par jugement en date du 25 avril 1979, aujourd'hui débouté, la 15^e Chambre du Tribunal de Grande Instance de BOBIGNY a condamné le sieur GARNIER Michel, président-directeur général de la S.A. GARNIER, 1, impasse Duvalier à Cergy-les-Cluses (95), à la peine de 2.000 F d'amende pour BLESSURES INVOLONTAIRES.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.
Voulez-vous trouver peut-être L'APPELLEMENT que vous recherchez

هكذا من الأصل

ÉDUCATION

LA NOUVELLE CARTE DES FORMATIONS UNIVERSITAIRES

Langues vivantes

Nous continuons ci-dessous la publication de la liste des universités habilitées à délivrer, à partir de la prochaine année universitaire, des diplômes nationaux. Elle comprend les habilitations qui viennent d'être décidées et celles qui, n'étant pas soumises à renouvellement cette année, se trouvent en sursis (ces universités apparaissent en italique).

Malgré l'absence d'informations officielles, nous publions, au risque de lacunes et d'erreurs, la liste des licences et maîtrises supprimées ou créées.

Nos premières listes sont parues dans nos numéros des 30, 31 juillet, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 août.

DEUXIÈME CYCLE ANGLAIS

● **Licences préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Supprimées :** Avignon, Chambéry.

ALLEMAND

● **Licences préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Supprimées :** Brest.

ESPAGNOL

● **Licences préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Supprimées :** Besançon, Bordeaux-III, Caen, Chambéry.

PORTUGAIS

● **Licences préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Supprimées :** Besançon, Bordeaux-III, Caen, Chambéry.

ITALIEN

● **Licences préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Supprimées :** Besançon, Bordeaux-III, Caen, Chambéry.

RUSSE

● **Licences préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Supprimées :** Besançon, Bordeaux-III, Caen, Chambéry.

HÉBREU

● **Licences préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Supprimées :** Besançon, Bordeaux-III, Caen, Chambéry.

ARABE

● **Licences préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Supprimées :** Besançon, Bordeaux-III, Caen, Chambéry.

ÉTUDES IRANIENNES

● **Licences préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Supprimées :** Besançon, Bordeaux-III, Caen, Chambéry.

ÉTUDES INDIENNES

● **Licences préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Supprimées :** Besançon, Bordeaux-III, Caen, Chambéry.

CHINOIS

● **Licences préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :** Aix-Marseille-I, Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux-III, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Lille-III, Limoges, Lyon-III, Lyon-III, Metz, Montpellier-III, Mulhouse, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-II, Toulouse-II, Tours, Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

● **Supprimées :** Besançon, Bordeaux-III, Caen, Chambéry.

Université et innovation technologique

(Suite de la première page.)

Le décret du 19 mars 1948 avait institué un doctorat spécifique d'ingénieur-doctorat, ouvert aux ingénieurs, délivré par les facultés des sciences des universités, et sanctionnant un travail de recherche concernant les applications de la science. Modifié plusieurs fois, le diplôme d'ingénieur-doctorat devenait, en 1963, le diplôme de docteur-ingénieur, il continuait à être délivré par les facultés des sciences des universités. C'est en 1974 que furent publiées, en application de la loi d'orientation de 1968, les arrêtés relatifs au doctorat de troisième cycle et au doctorat d'ingénieur.

Ces deux doctorats sont habilités dans une spécialité scientifique et technique. Conçus pour être de niveau comparable, ils sont accessibles respectivement aux maîtres des sciences et aux ingénieurs. Ce sont, dans les deux cas, les universités et les établissements assimilés qui délivrent les doctorats, le docteur-ingénieur pouvant aussi être délivré par les écoles publiques d'ingénieurs et les grands établissements d'enseignement supérieur après avis d'une commission nationale.

Aujourd'hui, le ministère des universités semble vouloir faire de cette dernière disposition l'unique règle et d'accorder des habilitations qu'aux écoles publiques d'ingénieurs.

lence du diplôme d'études approfondies de spécialité (D.E.A.) dont la préparation s'effectue en première année de doctorat.

En réservant aux écoles du monopole de la délivrance du doctorat-ingénieur, le ministère va d'abord priver les formations universitaires des étudiants ingénieurs qui travailleraient désormais dans les écoles alors que les maîtres des sciences seront dans les universités : cloisonnement stérilisant. Cette décision aura pour effet d'éloigner de l'université des entreprises et de l'industrie alors qu'il est prouvé que, au contraire, tout ce qui rapproche l'université, écoles, grands organismes de recherches et entreprises, favorise l'innovation. L'exemple du Japon, de l'Allemagne fédérale, et des États-Unis, pays de haute technologie dont l'enseignement supérieur n'est pas cloisonné, en fournit la preuve irréfutable. Il serait normal, en particulier, d'habilitier à délivrer le diplôme de docteur-ingénieur, les quatre-vingt formations universitaires dont la qualité est reconnue et qui viennent d'être habilitées à délivrer le doctorat de troisième cycle dans les sciences de l'ingénieur.

Les décisions envisagées tournent la dos à trente ans d'efforts pour lier la technologie dans les universités, et faire des enseignants professionnels une des composantes normales de la vie universitaire : création au sein des universités des Ecoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSI), des instituts d'administration des entreprises (IAE), et des instituts universitaires de technologie (IUT) ; mise en place de l'université de technologie de Compiègne ; habilitation donnée à des universités de délivrer le titre d'ingénieur ; création des maîtrises de sciences et techniques (M.S.T.).

Prenons garde : un refus d'habilitier les universités à délivrer le titre de docteur-ingénieur nous entraînerait dans un engrenage qui conduirait très vite à enlever entièrement la technologie de l'université, en supprimant tout d'abord tout lien organique entre les U.E.R. dérogatoires technologiques et leurs universités de rattachement, puis en éliminant les formations technologiques type M.S.T. et en enlevant l'habilitation à délivrer le titre d'ingénieur aux universités aujourd'hui habilitées. Ainsi s'opposerait une Université humiliée et dévalorisée à un secteur écoles triomphant.

Cette voie est dangereuse, à côté de nos grandes écoles qui doivent être développées, il doit exister en France, comme c'est le cas à l'étranger, des universités rassemblant en leur sein l'ensemble des disciplines universitaires, à côté de composantes plus anciennes, se développent l'enseignement et la recherche technologique. A partir de cette partition, d'autres éclatements seraient prévisibles, et en particulier le départ de l'université de toutes les disciplines professionnelles. C'est pour cette raison que le bureau de la conférence des présidents considère que l'existence même de l'institution universitaire est aujourd'hui mise en jeu.

Mise en compétition

Un autre choix est nécessaire pour privilégier en France l'innovation technologique et la recherche d'un humanisme moderne. La solution ne passe ni par le sacrifice des grandes écoles, ni par celui des universités, mais plutôt par leur mise en compétition : ce qui obligera les écoles à développer leurs activités de recherche et les universités à conforter leur compétence technique et technologique. C'est dans cette optique que doivent être envisagées les habilitations à délivrer le doctorat-ingénieur.

Il est indispensable pour les habilitations de troisième cycle que priorité soit donnée à la qualité. Mais, dans le domaine scientifique et technologique, il faut de plus :

● Continuer, conformément à l'esprit des textes de 1974, à habilitier dans les disciplines scientifiques et technologiques les formations retenues à délivrer et le doctorat de docteur-ingénieur, afin de permettre la présence continue dans les formations des maîtres des sciences et des ingénieurs ;

● Permettre aux formations de troisième cycle des écoles publiques qui ne sont pas rattachées aux universités, de délivrer le troisième cycle aux maîtres des sciences si elles sont habilitées à délivrer le doctorat-ingénieur aux ingénieurs ;

● Donner l'équivalence du diplôme d'études approfondies (D.E.A.) aux élèves des écoles d'ingénieurs qui organisent, dans leur cinquième année, un module spécifique de formation par la recherche individualisée, sur le plan du contenu scientifique et du contrôle des connaissances. Cette disposition donnerait aux ingénieurs au cours de leurs études à l'école, la formation par la recherche indispensable à l'innovation et ramènerait à une même durée, le cursus du doctorat de troisième cycle et du doctorat-ingénieur. L'argument qui consiste à justifier le peu d'engagement des ingénieurs à s'engager dans la recherche par la nécessité de refaire un D.E.A. après leur diplôme tombait, et on peut même penser que cette formation par la recherche donnée dans le cursus des écoles éveillerait l'intérêt des ingénieurs pour la recherche.

Dans tous les cas, les habilitations devraient être de durée limitée, par exemple cinq ans, et soumises à renouvellement.

MICHEL GUILLOU.

● **PRECISION.** — Le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI) nous prie de préciser que sa permanence du mois d'août (tel. 387-04-06) est réservée à l'assistance juridique des étudiants étrangers en difficulté, et non pas à l'orientation ou à l'insertion universitaire. Les étudiants étrangers qui souhaitent obtenir conseils et informations doivent s'adresser à l'UNEP (Union nationale des étudiants de France), 11, rue Godot-de-Mauray, 75009 Paris, tél. 742-59-40 (après-midi de 14 heures à 18 heures).

● **RECHERCHE.** — L'université de Bretagne occidentale nous prie de préciser que, dans la liste des D.E.A. (diplômes d'études approfondies) de géologie habilités en 1980, publiée dans nos éditions de août, nous avons omis l'université de Brest.

Métissage du recrutement

L'intérêt des dispositions de 1974 était et reste évident : pouvoir accueillir dans une même formation de troisième cycle, relevant des disciplines scientifiques et techniques, des ingénieurs et des maîtres des sciences ; métissage du recrutement des chercheurs qui a eu les meilleures conséquences tant pour la recherche, compte tenu des formations différentes reçues par les ingénieurs et les maîtres des sciences, que pour le recrutement des personnels enseignants, les universités ayant pu différencier un recrutement qui s'est largement ouvert aux docteurs-ingénieurs.

Une difficulté subsistait, la durée différente des cursus, puisque les ingénieurs sont formés en cinq années après le baccalauréat et les maîtres des sciences en quatre années ; difficulté qui pourrait être levée en donnant aux élèves des écoles d'ingénieurs, qui mettraient en œuvre dans leur cinquième année un module de formation par la recherche bien individualisé, la possibilité d'obtenir une équivalence.

FAITS DIVERS

Les conséquences de l'affluence et du beau temps

Quatorze personnes ont trouvé la mort en montagne en deux jours

Le bilan des accidents de montagne, moins lourd qu'en l'an dernier à la même époque, a néanmoins fait quatorze morts le week-end des 9 et 10 août. Dans les Alpes, côté italien, deux alpinistes sont morts après une chute de 50 mètres, tandis que deux Allemands ont été grièvement blessés, et que deux autres alpinistes sont portés disparus depuis samedi. Sur le versant suisse, quatre alpinistes ont trouvé la mort et deux personnes ont été

blessées. Dans les Pyrénées, deux accidents ont fait quatre blessés dimanche. M. Pierre Laffont, trente-quatre ans et sa fille, quatorze ans, M. Benoît Paquet et Mlle Claude Barrère, âgées toutes les deux de trente-trois ans. Dans les Alpes françaises, ce sont au moins huit personnes qui ont trouvé la mort en deux jours, tandis qu'une autre a été grièvement blessée.

De notre correspondant

Grenoble. — Les accidents de montagne se sont brusquement multipliés ces derniers jours, en raison notamment du beau temps qui règne sur les Alpes et de l'affluence record enregistrée en ce moment sur les principaux massifs montagneux français.

Les hélicoptères de la gendarmerie et de la sécurité civile de Megève et d'Annecy ont ramené, samedi 9 août, les corps de deux Suisses et de deux Polonais, qui avaient trouvé la mort, les premiers à la Sentinelle rouge, dans l'averse du mont Blanc, probablement emportés par une avalanche. Quant aux deux alpinistes polonais, on savait qu'ils se

trouvaient en difficulté depuis le 7 août dans la face ouest des Drus (3 733 mètres).

Une reconnaissance aérienne avait confirmé, le vendredi, qu'ils réclamaient du secours, mais l'hélicoptère ne put intervenir en raison du mauvais temps. Les deux grimpeurs ont, semble-t-il, tenté de redescendre par leurs propres moyens l'itinéraire difficile qu'ils avaient enclavé jusqu'à 3 500 mètres d'altitude. Leurs corps ont été retrouvés, samedi, au fond d'une ravinée par les gendarmes-guides de Chamonix. Dimanche 10, quatre autres

UN ATTENTAT CONTRE UNE IMPRIMERIE D'EXTRÊME GAUCHE FAIT DIX-SEPT BLESSÉS

Une violente explosion, survenue lundi 11 août à 3 h 30, dans une imprimerie du centre de Marseille, a fait dix-sept blessés, dont deux ont été hospitalisés. Il ne fait plus aucun doute pour les enquêteurs que l'explosion soit d'origine criminelle. L'imprimerie des éditions L'Encre noire, fermée au moment de l'attentat, a été complètement soufflée par la violence de la déflagration. Les blessés habitaient l'immeuble du 13, rue d'Oran, à l'exception d'un cyclomotoriste qui passait dans la rue et fut plaqué par l'effet de souffle contre une voiture.

L'imprimerie des éditions L'Encre noire est une S.A.R.L. coopérative créée par des militants de gauche, notamment par d'anciens militants d'un hebdomadaire marseillais de contre-information, la Crise. On indique de sources politiques que cette imprimerie est d'inspiration anarchiste. L'Encre noire est toutefois, semble-t-il, ouverte à d'autres courants idéologiques, comme le reste de l'extrême gauche et l'écologie.

Le service régional de la police judiciaire de Marseille a été chargé de l'enquête.

personnes se sont tuées en montagne. Un randonneur de Chambéry, M. André Chebary, trente-deux ans, a fait une chute du haut d'une falaise rocheuse située au-dessus de Saint-Jean-de-Belleville (Savoie). Un alpiniste, également Chambérien, M. Bernard Manigaud, vingt-huit ans, s'est tué dans la face nord du pic du Chêne, son frère a été grièvement blessé. Enfin, deux grimpeurs belges, MM. Michel Herman, dix-neuf ans, et Jacques Danthine, dix-huit ans, ont dévalé alors qu'ils effectuaient l'ascension de l'aiguille Dibona (3 130 mètres), située dans le massif des Berins, et ont trouvé la mort.

Depuis le 1^{er} juillet 1980, le nombre de morts dans les Alpes du Nord s'élève à trente-neuf, dont vingt-deux pour le seul massif du Mont-Blanc. L'été dernier, à la même époque, le bilan des accidents de montagne était encore plus lourd : soixante et un alpinistes et randonneurs ont été tués, dont quarante-deux sur les arêtes ou le long des sentiers qui entourent Chamonix.

Au peloton de gendarmerie de haute montagne de Chamonix (P.G.H.M.), on rappelle que la montagne fut presque impraticable et extrêmement dangereuse jusqu'au 30 juillet 1980, en raison des conditions quasi hivernales qui y régnaient. Peu d'alpinistes se sont engagés pendant

SPORTS

AUTOMOBILISME

Jacques Laffite vainqueur du Grand Prix de R.F.A.

La course automobile est souvent ainsi faite. Il arrive que le constructeur et le pilote, qui disposent théoriquement de la voiture la plus compétitive, le jour dit remissent bredouilles d'un Grand Prix et, au contraire, que la réussite aille à d'autres bien qu'ils n'ont pas les meilleures conditions ne soient pas réunies pour qu'ils s'imposent. C'est en tout cas ce qui est advenu dimanche 10 août au pilote français Jacques Laffite et à son constructeur Guy Ligier.

Cinquante temps des essais à 93/100 de seconde de l'australien Alan Jones (Williams), auteur du tour le plus rapide, Jacques Laffite a bénéficié des annulations de tous ordres qui se sont abattus sur ceux qui l'ont précédé une grande partie de la course. Successivement, Jean-Pierre Jabouille (Renault), René Arnoux (Renault), ont été contraints à l'abandon au vingt-septième tour des quarante-cinq que comptait l'épreuve puis, au quarante et unième tour, en vue de l'arrivée, Alan Jones a dû observer un court arrêt de 19 secondes à son stand pour procéder à un changement de pneumatique. Juste avant son arrêt, Jones avait 14 secondes d'avance sur Laffite. C'est dire que, sans le dégratage et la crevasse d'un pneu, l'australien avait toutes les chances de remporter son quatrième Grand Prix de l'année, et d'augmenter encore son avance au classement du championnat du monde des conducteurs.

Pour une fois, les ailes d'un Grand Prix ont servi les intérêts de l'écurie Ligier, peu heureuse depuis le début de l'année. A cet égard c'est sans doute bonne justice que l'arrêt de Jones ait permis à Laffite de remonter avec la victoire. Il suffit de se souvenir qu'à trois reprises, lors des Grands Prix de Monaco, de France et de Grande-Bretagne, la situation avait été inversée et qu'à chaque fois les annués des Ligier avaient profité aux pilotes de Williams, Carlos Reutemann et Alan Jones.

Sans trop d'illusions

A Monaco, Didier Pironi (Giacca), resté en tête, avait été arrêté par une boîte de vitesses capricieuse et Reutemann avait gagné. En France, Jacques Laffite, le plus rapide, et de loin, aux essais, avait, deux jours avant la course, changé de voiture. L'absence d'essais à la coque de sa «bonne» voiture — et Jones s'était imposé — en Grande-Bretagne, enfin, les deux conducteurs s'étaient joués de la concurrence dans la première partie du Grand Prix avant d'abandonner à cause de jantes défectueuses, et Jones avait gagné. La chance et la malchance se succèdent ainsi à chaque course et il est probable que chez Williams, bien que Reutemann et Jones se soient classés respectivement deuxième et troisième, on ne gardera pas un trop bon souvenir du Grand Prix de R.F.A.

Carlos Reutemann, qui a fini la course dans les roues de Laffite, avait, à son tour, dû changer de voiture juste avant le départ de Pironi, souverain aux essais, lors des Grands Prix précédents, avaient été surclassés par les Williams et les Renault. C'était, indirectement, la conséquence des annués de jantes rencontrés au Grand Prix de Grande-Bretagne. Faute de disposer de jantes assez solides pour supporter les contraintes des Grands Prix, les Williams ont dû renoncer à procéder aux essais privés, désormais classiques, qui ont lieu dans les semaines précédant chaque épreuve. C'est au cours de ces essais privés que les Williams ont tenu des particularités de chaque circuit.

Pour le Grand Prix de R.F.A., les Williams et les Renault n'avaient pas le handicap de partir, comme les Ligier, à l'aventure l'avant-veille de la course, dans les premiers essais officiels. Au lieu de prendre part à ces essais, l'urgence était de tout faire chez Ligier pour que le fournisseur de jantes reprenne ses obligations, cette fois avec un cahier des charges précis, et sorte en temps voulu des roues assez robustes pour éviter que de tels incidents puissent se reproduire.

Tout à fait, trois pilotes et trois voitures ont dominé le Grand Prix de R.F.A. Tout d'abord Jean-Pierre Jabouille (Renault) jusqu'au vingt-septième tour, son abandon comme celui de son équipier, René Arnoux, étant provoqué, à quelques secondes d'intervalle, par un ennemi bien connu chez Renault : les ressorts de suspension. Jones, qui naviguait dans le sillage de Jabouille depuis le départ, prit le relais jusqu'à son changement de pneumatique au quarante-et-unième tour ; et enfin, l'essentiel, c'est-à-dire devant le dernier tour en tête, revint à Jacques Laffite dont l'équipier, Didier Pironi, avait abandonné peu avant la mi-course.

Jacques Laffite n'avait pas remporté de Grand Prix depuis janvier 1979, depuis son double

MOTOCYCLISME

PATRICK PONS EST DANS UN ÉTAT « EXTRÊMEMENT GRAVE »

Au troisième tour de l'épreuve des 500 cm3 du Grand Prix d'Angleterre, disputé dimanche 10 août, à Silverstone, le pilote français n° 1 Patrick Pons, vainqueur du Grand Prix de Daytona, a vidé la selle de sa Yamaha, à la sortie de la chicane disposée au virage Becketts. Michel Rou-

gerie, qui le suivait dans sa roue, n'a pu l'éviter et a percuté sa moto au sol, se blessant lui-même sérieusement. Transporté par hélicoptère à l'hôpital de Northampton, il a été jugé « dans un état extrêmement grave ». On interdirait toute intervention chirurgicale immédiate.

VOILE

« FRANCE-III » DEUXIÈME DERRIÈRE « AUSTRALIA »

Aux éliminatoires de la Coupe de l'Amérique, à Newport (Rhode-Island), « France-III », le 13 mètres du baron Bieh, garde-meur de bonne chance d'accéder à la finale contre les Américains. Après huit régates (quatre victoires, quatre défaits), le voilier français occupait samedi soir 5 août la deuxième place derrière « Australia », le 13 mètres de l'équipe américaine. Les Français, à bord de « France-III », ont été battus par les Américains, à bord de « Australia », dans la dernière régate, samedi soir 5 août.

FOOTBALL

LA PREMIÈRE JOURNÉE DU CHAMPIONNAT DE DEUXIÈME DIVISION

Premières surprises pour la première journée du championnat de deuxième division à St-Etienne : l'équipe de Marseille s'est fait battre par La Pallice-Montpellier (2-1), tandis qu'à Libourne Avignon s'est incliné devant les joueurs locaux (2-0). Ainsi, Montpellier, dans le groupe A, et Toulon, dans le groupe B, sont les premiers leaders d'un championnat qui s'annonce très disputé.

CYCLISME

Hinaut et Gitane un mois après

Bernard Hinaut a effectué une rentrée discrète dans le Tour d'Allemagne, qui a eu lieu du 5 au 10 août et qui s'est terminé à Munich par la victoire de l'Allemand Braun. On attendait mieux du routier breton, qui apparaît aujourd'hui comme le chef de file indiscutable d'une équipe affaiblie.

Pan, 9 juillet 1980 : Hinaut quitte le Tour de France sur la pointe des pieds, un Tour de France dont il était le favori et le leader. Abandon aussi bizarre que spectaculaire. Le porteur du maillot jaune s'essuie en effet la veille de la grande étape pyrénéenne tard dans la soirée, alors que peu de temps auparavant il envisageait l'avenir : immédiatement avec un relatif optimisme. Souffrant depuis plusieurs jours d'un genou — et non pas d'une simple tendinite comme on pouvait le croire — Hinaut explique qu'il a voulu partir discrètement sans offrir l'image du champion blessé et vaincu.

Les raisons de son abandon demeurent cependant obscures et par là même inquiétantes. On a l'impression que sa décision de renoncer à l'épreuve lui a été suggérée ou dictée pour des mo-

tifs mal définis. Cette défaite accidentelle ne le condamne pas pour autant. D'autres champions (nous pensons à Louison Bobet) ont capitulé dans le Tour de France sans que la suite de leur carrière ait été compromise. Or, moins d'une semaine plus tard, au cours de la dix-huitième étape, Mouton, Frappet, Jean-René Bernaudeau, le coéquipier du groupe Renault-Gitane, septième du classement général, se retirent lui aussi, victime d'un genou défaillant.

La coïncidence est troublante. Elle autorise les questions qui restent sans réponse. Finalement, la meilleure équipe française, réduite à cinq unités, termine le Tour dans l'anonymat, son meilleur coureur, Patrick Bonnet, se classant trente-quatrième, se classant avec plus d'une heure de retard sur Zoetemelk.

On ne saurait juger un homme et son entourage sur un échec, surtout que cet homme a gagné, en l'espèce de quelques semaines, Liège-Bastogne-Liège, le Tour de Romandie et le Tour d'Italie. Mais un mois s'est écoulé depuis l'affaire de Pan et les récents résultats laissent planer un doute sur le retour en forme de Bernard Hinaut, dont la prestation au Tour d'Allemagne n'a pas été convaincante. Plus grave : l'équipe Renault-Gitane, présentée comme un modèle d'organisation et d'harmonie, s'est fissurée au lendemain du Tour de France.

Les transferts de plusieurs coureurs — ceux de Bernaudeau, Chalmel et Berlan, notamment — et le départ de Marcel Boishardy, qui faisait fonction de manager, semblent indiquer qu'un profond malaise s'est installé au sein de cette formation qu'on citait en exemple pour son unité. Est-ce la faillite du système instauré par Cyrille Guimard, un système qui repose sur une méthode rigoureuse (le directeur sportif l'a expliqué dans son livre *Un vélo dans la tête*), mais peut-être aussi sur une discipline par trop despotique ?

Privé dès l'an prochain de quelques-uns de ses éléments de base, Guimard va devoir reconstruire son effectif. Il a déjà engagé Madiot, neuvième de l'épreuve routière des Jeux olympiques, qui effectuera ses débuts professionnels à l'occasion du Tour du Limousin, ainsi que le jeune Américain Greg LeMond. Quant à Hinaut, il dispose de vingt jours pour recouvrer une condition satisfaisante en fonction du championnat du monde (31 août), qui est désormais son objectif principal. Sera-t-il exact au rendez-vous ?

JACQUES AUGENDRE

LES RÉSULTATS

Automobilisme

GRAND PRIX D'ALLEMAGNE DE FORMULE 1
1. Laffite (Ligier), 1 h 22 min. 50 sec. 73/100 (moyenne 120,625 km/hour); 2. Reutemann (Williams), 1 h 23 min. 2 sec. 2; 3. Jones (Williams), 1 h 23 min. 33 sec. 26; 4. Piquet (Brabham), 1 h 23 min. 44 sec. 21; 5. Giacomini (Alfa Romeo), 1 h 24 min. 18 sec. 22; 6. Villeneuve (Ferrari), 1 h 24 min. 28 sec. 45; 7. Andretti (Lotus), 1 h 24 min. 32 sec. 14; 8. Prost (Renault), 1 h 24 min. 33 sec. 14; 9. Jäcker (Cyril), 1 h 24 min. 33 sec. 14; 10. Jäcker (Cyril), 1 h 24 min. 33 sec. 14.

TOUR D'ALLEMAGNE
1. Gregor Braun (Allema); 2. Tonyr Prim (Suisse); 3. Bernard Hinaut (Fr.).

Motocyclisme

GRAND PRIX D'ANGLETERRE DE 500 CM3
1. Manolis (R.U.), sur Suzuki (moyenne 163,49 km/hour); 2. Kenny Roberts (R.U.), sur Yamaha.

Natation

CHAMPIONNATS DE FRANCE 50 mètres nage libre
Boutteville (dix-huit ans), 23 sec. 98 (record de France).

Tennis

FINALE DES CHAMPIONNATS DES ÉTATS-UNIS SUR VERRE BATTU
Simple messieurs. — José-Luis Clero (Arg.) b. Mel Purcell (E.U.), 7-5, 6-2.
Simple dames. — Chris Evert-Lloyd (E.U.) b. Andrea Jaeger (E.U.), 6-4, 6-3.
COUPE VALERIO
(au Tourquet)
L'équipe France Juniors s'est qualifiée pour la finale en battant les Britanniques par 4 à 1.

(Pédagogie)

KENNIS PRATIQUES
Christian COLLEN
Jouer au tennis, d'accord. Mais le plaisir du tennis, c'est celui de savoir où et bien jouer. Choisir un bon matériel. Connaître l'essentiel des règles du jeu et de la technique de base. Avoir une multitude d'adresses, indispensables et exactes.
En fait, TENNIS PRATIQUE, c'est une façon permanente de tenir. Tout ce qui concerne le jeu y est expliqué, par le texte comme par l'image, d'une manière simple et réaliste.
Collection SPORTS 200 M. 500

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 11 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

19 h 15 : Caméra au poing.
20 h 15 : Un homme et les cygnes.
19 h 45 : 20 Émissions régionales.
19 h 45 : Série : Frédéric.
20 h : Journal.
20 h 35 : Cinéma : le Miroir à deux faces.
21 h 35 : Cinéma : Les deux faces.
22 h 35 : Cinéma : Les deux faces.
23 h 35 : Cinéma : Les deux faces.

19 h 45 : Variétés : Trente-Six bouts de chansons.
20 h : Journal.
20 h 35 : Document : l'Opéra sauvage, par F. Rosati.
21 h : Au début ce fut la musique.
21 h 35 : Document : les Fils de la peur, ou les religions du Brésil.
22 h : Émission de F. Miquel, réal. C. Diegues et G. Gallot (Première partie).
22 h 30 : Sport : football à quatre.
22 h 55 : Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 : Journal.
19 h 30 : Émissions régionales.
19 h 40 : Pour les jeunes.
20 h : Carrozza : Héroïde-Jeanne.
20 h : Les Jeux.
20 h 30 : Cinéma public : le Roman d'un voleur de chevaux.
21 h : Cinéma : Les deux faces.
22 h : Cinéma : Les deux faces.
23 h : Cinéma : Les deux faces.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

19 h 50 : Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 : Émissions régionales.

Mardi 12 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

19 h 15 : Jeune pratique.
19 h 30 : Avis de recherche.
19 h : Journal.
19 h 30 : Série : Les héritiers.
19 h 45 : Cinéma : Les héritiers.
20 h : Cinéma : Les héritiers.
20 h 30 : Cinéma : Les héritiers.
20 h 45 : Cinéma : Les héritiers.
21 h : Cinéma : Les héritiers.
21 h 30 : Cinéma : Les héritiers.
22 h : Cinéma : Les héritiers.
23 h : Cinéma : Les héritiers.

19 h 45 : Variétés : Trente-Six bouts de chansons.
20 h : Journal.
20 h 35 : Document : l'Opéra sauvage, par F. Rosati.
21 h : Au début ce fut la musique.
21 h 35 : Document : les Fils de la peur, ou les religions du Brésil.
22 h : Émission de F. Miquel, réal. C. Diegues et G. Gallot (Première partie).
22 h 30 : Sport : football à quatre.
22 h 55 : Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 : Journal.
19 h 30 : Émissions régionales.
19 h 40 : Pour les jeunes.
20 h : Carrozza : Héroïde-Jeanne.
20 h : Les Jeux.
20 h 30 : Cinéma public : le Roman d'un voleur de chevaux.
21 h : Cinéma : Les deux faces.
22 h : Cinéma : Les deux faces.
23 h : Cinéma : Les deux faces.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

19 h 50 : Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 : Émissions régionales.

19 h 45 : Variétés : Trente-Six bouts de chansons.
20 h : Journal.
20 h 35 : Document : l'Opéra sauvage, par F. Rosati.
21 h : Au début ce fut la musique.
21 h 35 : Document : les Fils de la peur, ou les religions du Brésil.
22 h : Émission de F. Miquel, réal. C. Diegues et G. Gallot (Première partie).
22 h 30 : Sport : football à quatre.
22 h 55 : Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 : Journal.
19 h 30 : Émissions régionales.
19 h 40 : Pour les jeunes.
20 h : Carrozza : Héroïde-Jeanne.
20 h : Les Jeux.
20 h 30 : Cinéma public : le Roman d'un voleur de chevaux.
21 h : Cinéma : Les deux faces.
22 h : Cinéma : Les deux faces.
23 h : Cinéma : Les deux faces.

FRANCE - CULTURE

19 h 10 : Journal.
19 h 30 : Émissions régionales.
19 h 40 : Pour les jeunes.
20 h : Carrozza : Héroïde-Jeanne.
20 h : Les Jeux.
20 h 30 : Cinéma public : le Roman d'un voleur de chevaux.
21 h : Cinéma : Les deux faces.
22 h : Cinéma : Les deux faces.
23 h : Cinéma : Les deux faces.

500 M. 500

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE :

« Pacific Way »

ces quelques valeurs fragiles ?
 Attrapez au vol ce dernier mot. Il est éminemment contradictoire. La Pacific War, l'Océanie se voit privilégiée, la planète, mais éminemment fragile. Elle a trop subi de dévastations pour l'oublier. Labouré hier dans le vif de son âme par les entreprises coloniales, elle affronte aujourd'hui un autre péril : celui du « développement ». L'émergence d'une civilisation moderne, l'adoption du modernisme, la révolution des transports et des communications, tout cela a pulvérisé les anciennes barrières de l'insularité. Or l'Océanie est moins bien armée que quiconque pour adopter — sans discussion — un modèle occidental de croissance. Elle le sait bien, et elle se jette maintenant entre les bras d'une forte tentation : une consécration très aléatoire des périls. Gros paradoxe : la libération de l'Océanie pourrait aboutir à sa seconde « disparition ».

Dans Port-Moresby, le Festival bat son plein. A des kilomètres de là, chaque capitale provinciale a organisé ses propres fêtes. Rarotonga, à Tahiti, Madang... Rêve de culture, grande soude de l'Océanie, la Papouasie-Nouvelle Guinée manifeste ainsi sa pleine accession à la souveraineté. C'est ici sans doute que nous aurons le plus d'initiatives les politiques proprement dites, tout le Pacifique. Le soir, dans les bungalows du campus, l'un discute avec de jeunes professeurs très conscients des enjeux. Stevenh Pokawin, par exemple, écrivain et spécialiste des questions indigènes, nous dit : « C'est un rude défi, dit-il, il faut que nous devenions vraiment indépendants sans renoncer à être nous-mêmes. On en devrait tout réexaminer d'abord le concept de nation qu'on nous a imposé, celui de développement et l'impérialisme, le christianisme aussi, qui ici, est dominé par des valeurs européennes... Nous sommes, pour l'instant un produit du colonialisme. Ce n'est pas suffisant. Ce n'est peut-être pas la bonne

Et pourtant ! *Pacific Way*, ces deux petits mots resurgissent sans cesse et sont partout coïncités au milieu des fêtes de Port-Moresby. Une incantation, peut-être, le symptôme d'une quête ? On n'en finit pas de leur chercher, au-delà de la politique et de l'économie,

TOUT EST A VENDRE

Les « parrains » de la Terre

XII. L'ancienne ville thrace d'*Uskudama* prit le nom d'*Adrianapolis* ou *Adrianapolis*, la « ville d'Hadrien », au II^e siècle apr. J.-C.), en l'honneur de l'empereur Hadrien qui se fit recon-

Par antonomase, le mot *andri-nople* est devenu un nom commun désignant un tissu de coton généralement à rayures fines.

JEAN-PIERRE COLIGNON.

JEAN-PIERRE COLIGNON.

MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

I. Il arrive qu'il peigne la girafe. — II. Verre à lait. — III. Personne refoulée. — IV. Symbole chimique; Petit cube qui se trouve au-dessous d'un petit carré. — V. Sont consultés au cours de visites discrètes. — VI. Prouver l'existence momentanément au guénetre. — VII. Temps d'acier. On peut y trouver des magots. — VIII. Font de nombreuses parties avec une seule bille; Pas gênée aux entournures. — IX. On peut le prendre par l'anse; Font partie de la cloche. — X. Incapable de mordre; Possessif. — XI. Porteur à la gare.

1. On y prend une perche, mais pas sa lancer. — 2. Issue d'un important accroissement: Vente importante. — Venchu. — 3. Étaient de nombreuses tournées. — 4. Tapisse un organe; Avant. — J.C. — 5. Grimper qui ne va rien sur le plat; Préfixe; Ne repaire. — 6. Eau blanchissante à l'ombre. — 7. Elle sort tendrement caressées par ceux qui les entretiennent. — 8. Il toucha beaucoup d'or pour acheter des perles. — 9. L'écou et chaque. — 9. Des fonds et des coupons. — Se mit à table après un acquittement.

Horizontalement
I. Dentiers ; Panier. — II
Droite ; Orme. — III. Bouteille
INRL — IV. Ocre ; Nelson ; He
— V. Atre ; Otrante. — VI Rasé
Ana ; Bos. — VII Trôns ; Ombie
— VIII. Chapardeur ; Lot.
IX. Fré ; Trie ; Aigue. — X. Ain
Acôré ; Asses. — XI. II : Ino
Ob. — XII. Laques ; Bollards.
XIII. Ebus ; Scantes ; Ut.
XIV. Ure ; Perdue ; Eura.
XV. Parte ; Se ; Nerge.

1. Débours; Parieur. — 2. Oc.
Cri; Acre. — 3. Neurasthéniques
— 4. Têtera; Lus. — 5. Ide

Opta; Pé. — 6. Erine; Narcisse — 7. Rôle; Aérien; Ems. — 8. Sillon; Dérabade. — 9. Testacé ONU. — 10. PE; Or; UA; Oïten — 11. Inabordable. — 12. Non Norm; IS; Ases. — 13. Irritables Us. — 14. Emille; Loué; Dure. — 15. Râ; Net; Zeste.

GUY BROUZY

JOURNAL OFFICIEL—

Sont publiés au *Journal officiel*
du 10 août 1980 :

DES DECRETS

- Modifiant le code de la construction et de l'habitation (partie réglementaire) en vue de rendre accessibles et adaptables aux personnes handicapées à mobilité réduite les bâtiments d'habitation collectifs neufs, et les logements qu'ils contiennent;

DES ARRETES

- Portant attribution du diplôme d'ingénieur de constructions aéronautiques ;
- Portant attribution du diplôme de l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace en 1980.

Été-Amitié dans les Yvelines

La tâche est apparemment complexe, puisque quatre mois de préparation ont été nécessaires. Informés par tracts ou par la presse locale, les demandeurs comme les volontaires ont eu à se faire connaître à l'avance. Ces derniers sont environ deux cents à avoir répondu « présent ». Laurs âges et leurs origines sont assez variés, mais on peut présenter en guise de portrait-robot l'image d'une mère de famille de quarante à cinquante ans, dont les enfants sont en vacances. Tous sont bénévoles et ont suivi plusieurs réunions de formation. C'est ensuite que des programmes

journaux par reçurent le moindre centime de subvention, fait taché d'humilité. Mais elle trouve toute sa dimension lorsque des demandeurs deviennent à leur tour bénévoles. C'est le cas de cette femme de quatre-vingt-quatre ans qui assure régulièrement les repas d'un aveugle âgé de quatre-vingt-trois ans. Ce compagnon doit suivre fréquemment des examens à l'hôpital. Assurément Etd-Amfidi continue d'abord une manifestation exemplaire de solidarité.

STÉPHANE BUGAT.

★ Pour tous renseignements Etd-Amfidi Versailles, téléphone 956-21-63.

- « Montmartre inconnu », 15 h.
- « Métro Place-Blanche, Mme Pennec ».
- « Musée Carnavalet », 15 h. 23, rue de Sévigné (Mme Vermeesch).
- « Hôtel de Lauran », 15 h. 17, quasi d'Anjou, Mme Zujovic (Calme nationales des monuments historiques).
- « Les collèges de la Montagne ».
- « Rue Genèviève », 15 h., devant la Sorbonne, rue des Ecoles (Approche de l'art).
- « Cristallerie de Baccarat », 15 h.
- 30 bis, rue de Paradis (Connaissance d'art et d'ailleurs).
- « Les crimes célèbres du Marais ».

- « Le Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
- « La construction du Louvre et des Tuileries », 16 h., angle rue de l'Oratoire-rue de Rivoli (Anne Bouch-Gaim).
- « La Mosquée », 15 h., place du Fruits-de-l'Ermitte (Tourisme culinaire rel).
- « Le Ste Saint-Louis », 15 h., 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).
- « De Saint-Eustache à Beaubourg », 15 h., façade Saint-Eustache (Visages de Paris).

La réplique du Progrès sous la forme d'un éditorial de la direction, intitulé « signature et responsabilité », est le mélange des deux. L'éditorial du Progrès, intitulé « la responsabilité de la société Hachette qui a « délibérément choisi de rendre la signature de son directeur général responsable de la signature de la société Hachette », le Progrès estime que « les arguments juridiques auxquels Hachette a recouru pour tenter de faire échouer son procès sont au-delà de leur faiblesse, ne sont pas dignes de (sa) réputation. (...) Le Progrès pour ce qui lui est en cause, ne se sent pas obligé de le justifier judiciairement Hachette au respect de ses engagements ».

Le nouveau procès annoncé en filigrane permettrait-il de connaître la vérité sur les dessous d'attitude du groupe Hachette ? Rien n'est moins sûr. Certaines rumeurs laissent entendre qu'au

Une réforme monétaire

Le Monde ECONOMIE

PROJET DE MÉTRO DU CAIRE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

La France intensifie ses relations commerciales et financières avec l'Égypte

De notre correspondant

Le Caire. — On apprend seulement maintenant que deux importants protocoles financiers franco-égyptiens ont été signés à Paris, le 20 juin dernier, dans la plus grande discrétion, le gouvernement français ne voulant pas être perçu comme irrité par certaines capitales arabes du Front du refus en rapelant avec trop d'ostentation que la France est devenue en quelques années le second bailleur de fonds et le second fournisseur de l'Égypte, après les États-Unis.

Le premier protocole, signé il y a quelques semaines entre la France et l'Égypte, ramène à l'ordre du jour le projet de métro de la capitale, véritable serpent de mer des relations franco-égyptiennes depuis dix ans. Il porte sur un montant de 850 millions de francs de crédits liés à l'achat de biens et de services français destinés à la réalisation de la première tranche du métro. Ce prêt se décompose en, d'une

part, 250,5 millions de francs de fonds du Trésor public français, à un taux d'intérêt de 3,5 %, remboursables en vingt-cinq ans plus un délai de grâce de cinq ans ; d'autre part, 599,5 millions de francs de crédits par la Compagnie (étatique) française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE), remboursables en dix ans, avec un taux d'intérêt de 8,25 %.

La Société, filiale de la Régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.), ayant, au début de la précédente décennie, préparé, à la demande de l'Égypte, l'étude du projet de métro, le président Giscard d'Estaing, en visite officielle au Caire, en décembre 1975, avait décidé, afin d'inciter les Égyptiens à choisir un constructeur français, de déléguer un premier prêt de 150 millions de francs, pour mener à bien la première phase du métro. Cet ouvrage était alors considéré par le Caire comme « une grande priorité », et le complément de financement était attendu, voire promis à demi-mot, du côté saoudien.

de métropolitain proprement dit puisque la première phase de celui-ci porte sur la construction d'une voie souterraine de 4,8 kilomètres, comportant six stations et permettant de relier les deux lignes de chemin de fer à ciel ouvert, d'une longueur totale d'environ 30 kilomètres, fonctionnant déjà depuis de longues années au Caire entre, d'une part, la gare centrale Ramsès et la banlieue d'El-Marg ; d'autre part, entre la gare de Bab-el-Louq, au cœur de la capitale, et la banlieue sud d'Héliouan.

Les travaux de la jonction Ramsès-Bab-el-Louq devaient durer trois ou quatre ans et coûter plus de 1 milliard de francs, car, aux 850 millions de francs du prêt français, l'Égypte ajoutera l'équivalent de 300 millions de francs en génie civil. Un appel d'offres international va être lancé. Les crédits français ne seront évidemment utilisables que si le constructeur est choisi en France, mais on assure au Caire qu'il le sera.

Le second protocole du 20 juin dernier représente un montant de 600 millions de francs destinés à contribuer à la rénovation générale du réseau interne et international des télécommunications égyptiennes. Ce prêt sans part locale, contrairement au cas du métro, se compose d'un crédit du Trésor public français de 198 millions de francs avec un intérêt de 3 % remboursable en trente ans plus un délai de grâce de dix ans et demi, et d'un crédit garanti par la COFACE de 402 millions de francs.

Ces fonds seront employés en même temps qu'un prêt ouest-allemand d'un montant identique (600 millions de francs) et qu'un prêt autrichien de 300 millions de

francs, pour l'installation en deux ans d'appareils téléphoniques. Il faut situer cette opération dans l'accord-cadre prévoyant une dépense totale de quelque 8 milliards de francs (le Monde du 21 septembre 1979) que l'Égypte a signé en septembre 1979 avec le groupe français Thomson-C.S.F., Siemens-Allemagne et Siemens-Autriche, afin d'installer un demi-million de lignes dans le pays.

Six milliards et demi de francs restent encore à trouver pour le financement complet de ce contrat géant qui ne permettra pourtant pas de satisfaire intégralement la demande nationale, en raison du retard pris depuis un quart de siècle par l'Égypte dans le domaine des télécommunications.

Ces deux nouveaux prêts français d'un montant total de 1 milliard 450 millions de francs (en fait 1 milliard 223 millions de francs, car l'enveloppe réservée au métro comprend la reliquie non dépensée par le Caire des sommes avancées précédemment par Paris pour ce projet) ont été accordés dans des conditions plus avantageuses que celles consenties habituellement par Paris — ainsi le génie civil n'est pas financé par le Trésor public français, mais par la COFACE de 402 millions de francs. Les crédits français ne seront évidemment utilisables que si le constructeur est choisi en France, mais on assure au Caire qu'il le sera.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Les espoirs allemands de Matignon

Le chancelier Schmidt, dit-on à Matignon, enverrait deux choses à la France : son programme électoral et son déficit budgétaire relativement modéré. Depuis 1978, ce dernier chiffre aura été, en francs courants, maintenu autour de 35 milliards. La loi de finances pour 1981 prévoit un solde négatif du même ordre, que le premier ministre juge, dans les circonstances actuelles, plus que supportable, ce qui lui donne une marge de manœuvre pour le cas où, l'année prochaine, la conjoncture viendrait à se détériorer plus profondément que prévu. Encore que, sur ce point, on ne se fasse pas trop d'illusion. Le gouvernement français, semble-t-il, ne croit pas du tout que la reprise a commencé aux États-Unis, comme certains le prétendent outre-Atlantique sur la foi des derniers « indicateurs avancés ». On estime au contraire comme très probable la prolongation de la récession jusqu'à la fin de l'année prochaine.

Pour soutenir l'activité en France pendant cette période difficile, qui coïncide avec les élections présidentielles, on compte notamment sur... l'humeur dépensière des autorités allemandes. La social-démocratie, si, comme cela est aussi très probable, est réélue (les élections allemandes auront lieu en octobre prochain), continuera sur sa lancée actuelle. Les experts de Bonn évaluent au bas mot à 55 milliards de deutschemarks — soit l'équivalent de 127 milliards de francs — le déficit de leur secteur public, dont 26 milliards pour le seul budget fédéral (60 milliards de francs). Ces estimations datent d'avant l'établissement des récentes statistiques faisant état d'une augmentation sensible du chômage (encore faible) et de la baisse de la production.

Comme il l'a confirmé récemment, M. Raymond Barre a pris la décision d'introduire un nouveau dispositif d'aide à l'investissement, plus favorable que celui qui expira à la fin de cette année. Entre les formules qui lui sont proposées, il n'a pas encore fait son choix. Deux principes devraient, selon lui, guider les nouvelles mesures : la simplicité (ce qui semble exclure les suggestions du C.N.P.F. axées sur une réévaluation des bilans) et une durée d'application s'étendant sur cinq ans. Simultanément, la prochaine loi de finances comporterait, comme on le sait, une certaine « pause » fiscale pour les particuliers. Elle se traduirait par un élargissement « raisonnable » de toutes les tranches du barème de l'impôt sur les revenus, y compris les plus élevées, lesquelles pourraient être relevées de 7 à 8 % (contre 4 %, 2 % et 0 % cette année).

Le premier ministre a bien l'intention de poursuivre sa politique de taux d'intérêt. Elle consiste à faire en sorte que leur niveau soit un peu supérieur au « taux d'inflation tendanciel », le soutien qui en résulte pour le franc (par l'attrait exercé sur les capitaux étrangers) n'étant que la conséquence de ce choix fondamental. Si le franc se maintient constamment depuis le début de l'année au sommet du S.M.E. (système monétaire européen) et le deutschemark dans le peloton de queue, cela ne s'explique-t-il pas d'abord par le fait que la R.F.A. doit financer un déficit de balance des paiements courants (25 milliards de deutschemarks prévus, soit l'équivalent de 58 milliards de francs) largement supérieur au double du déficit français (25 milliards de francs) ? — P. F.

VERS UN ÉLARGISSEMENT DU RÔLE DU S.M.E. ?

Une réforme monétaire internationale par la régionalisation

par FRANÇOIS PERROUX

Dans un récent congrès (1), devant un auditoire où les pays arabes, la Chine et la Russie étaient largement représentés, nous avons écouté quelques-uns des meilleurs artisans de l'économie mondiale : Jean Tinbergen, Raoul Prébisch et Robert Triffin. Les thèmes de ce dernier méritent d'être étudiés, une fois de plus, à la veille de l'Assemblée générale des Nations unies.

UN déplore unanimement l'échec des travaux du Comité des vingt (1974) et non moins les excès entés par la conférence de la Jamaïque et inscrits dans le second amendement aux statuts du Fonds monétaire international (F.M.I.). Les changes flottants, en pleine crise structurelle et exposés aux coups de vent des orages politiques, aggravent les désordres inflationnistes et les inégalités de développement. Le F.M.I. serait utilement renforcé pour être mieux armé dans les difficultés actuelles pour la solution desquelles il n'a pas été conçu.

L'endettement généralisé ne cesse de s'alourdir, sur des rythmes changeants au cours des vingt dernières années ; le seul déficit cumulé de la balance des paiements des États-Unis, au cours de cette période, engendre une dette extérieure de 338 milliards de dollars.

La masse des créances sur le système bancaire américain illustre en devises étrangères, les xénodévices, passe de 106 milliards, en 1973, à 1 000 en 1979.

Les dépenses mondiales d'armement atteignent, par an, 500 milliards de dollars. Sur ce fond tragique, les pays riches continuent de jouir du « privilège exorbitant » que le pré-

dent Charles de Gaulle avait dénoncé en vain. Si puissants que demeurent les États-Unis, ils assument des responsabilités financières et politiques qui, peut-être, tendent à dépasser leurs moyens. Que la production mondiale vienne à tomber au-dessous d'un seuil critique, l'effondrement du crédit promet la catastrophe.

Au lieu de discuter à perte de souffle sur les mérites respectifs du soutien de la demande effective ou du contrôle de la masse monétaire, il serait urgent d'amorcer des réformes concrètes qui rendent supportables les déséquilibres nationaux et mondiaux qui allègent les charges excessives qui pèsent sur la devise dominante, en un mot, qui puissent restituer à une monnaie mondiale son rôle fondamental : contribuer à l'accroissement des biens et services réels mis à la disposition des peuples.

Des relais pour le F.M.I.

Robert Triffin a eu raison de prendre fermement position contre la « relance », terme emprunté au vocabulaire des jeux et à ce titre très révélateur d'une attention à l'immédiat et aux pseudo-solutions de facilité. La mise en ordre de la monnaie consiste à freiner la dilataction excessive des moyens d'acheter, sans contrepartie de production. Les transferts de ressources réelles vers les peuples moins favorisés exigent le contrôle des xénodévices et de l'accroissement désordonné des réserves mondiales ; on n'oubliera pas qu'elles accusent un taux d'accroissement de 100 % au cours de la dernière décennie, dû au gonflement exceptionnel des liquidités et au sentiment général d'insécurité.

L'instauration d'une monnaie mondiale, sans label « national » et soumise à une régulation moins dépendante de la plus puissante économie du monde, n'est concevable que par de longues et difficiles négociations.

Les temps sont définitivement révolus où l'on proposait de sauver le monde en dévaluant le dollar de 35 à 70 l'once d'or fin. Ces « trucs » et d'autres analogues apparaissent dérisoires quand sonne l'heure de vérité.

À elles seules, les manipulations monétaires et financières n'ont pas pouvoir d'ajuster entre elles les balances des économies, quand celles-ci sont structurées par les capitaux fixes et les organisations hiérarchisées. Les appareils de production ne sont pas plastiques, sans frais d'ajustement et de délais, sous l'action des prix. La monnaie est faite pour l'économie réelle, non l'inverse. Or, si l'on s'élève à la « voile de la monnaie », c'est trop souvent que l'on trouve la finance au lieu de la contrepartie de biens et de services que l'on attendait.

Dés maintenant, il importe d'amorcer les institutions existantes. Robert Triffin pense que le meilleur moyen est de décharger le F.M.I. des tâches qui peuvent être confiées à des relais régionaux, tels que, par exemple, le système monétaire européen (S.M.E.).

Une concertation générale devrait permettre au F.M.I. de se décentraliser. Les contrôles monétaires dans une région multinationale sont compatibles avec la mondialisation de la monnaie ; on peut même dire qu'ils le sont, car ils assurent le bon fonctionnement. Sous cet éclairage, le S.M.E. qui a donné en peu de temps, depuis mars 1979, quelques résultats encourageants serait appelé à devenir bien plus qu'un organe de régulation des changes. Consolidé par une politique avisée, évoluant en direction d'une véritable union monétaire entre ses membres, il pourrait aussi constituer un centre d'attraction à l'égard d'autres

pays désireux d'associer leurs efforts à ceux des Européens. Pour les moins favorisés, où qu'ils soient, les avantages sont clairs. Une monnaie moins capricieuse stimule les échanges financiers vers les pays qui manquent de capital.

Loins de sous-estimer le S.M.E., on nous recommande de l'approfondir, de le confirmer dans l'intérêt propre des Européens et en vue de l'ordre monétaire à l'échelle du monde.

Et le dollar, demandera-t-on ?

À l'automne dernier, la fondation Per Jacobson publiait une brochure au titre provocant : *L'angoisse des banques centrales*. Arthur F. Burns y critique le laxisme de la Réserve fédérale ; selon lui, elle pouvait freiner l'expansion monétaire, comme elle l'a fait en 1966, en 1969 et en 1974 ; il fallait, combattant l'obsession de la demande globale, s'intéresser à l'offre, à la production de biens réels, au renforcement « des incitations au travail et à l'innovation » (2). Pour ceux d'entre nous qui depuis longtemps remettent en honneur les propositions à travailler et à innover, un peu trop négligées dans la liste des *prophéties* d'un célèbre *Théorie générale*, il n'y a, certes, là aucun sujet d'étonnement. Bien que toute prévision en ce domaine soit impossible, on peut penser, à la suite de Robert Triffin, que les gestionnaires du dollar — les circonstances aidant — ne verront pas nécessairement la monnaie du S.M.E. l'ECU comme un rival à combattre mais plutôt comme un allié à ménager.

Quant aux devises du côté de l'Est, il faut pour les intégrer à ce système, qu'un climat de détente durable encourage l'ingéniosité des techniciens du crédit.

Disons-le d'abord clairement : si tendues que soient les relations politiques, l'instauration

d'une monnaie pour le monde ne peut ignorer l'Est, cette autre partie de l'Europe.

Le rouble transférable à l'intérieur de l'espace du C.A.E.M. (Conseil d'assistance économique mutuelle, ou *Kossov* commandé) ne sert pas au mieux les intérêts à long aller de la Russie ni, évidemment, ceux de ses alliés proches ; ils ne se sont pas fait faute de le dire et d'agir en conséquence dans toute la mesure de leurs moyens.

Est-il impossible techniquement de créer un rouble institutionnellement convertible en *actifs financiers* ou même, sous conditions strictes, en *marchandises*. D'assez nombreux experts pensent le contraire, et ce n'est pas sans de bonnes raisons. Les plans les plus autoritaires peuvent admettre, dans les prévisions de leurs échanges extérieurs, une fraction définie

d'avance à partir de contrats fermes ; le règlement de ces opérations se ferait en roubles limitativement convertibles, détenus par des non-résidents, après un préavis accepté de part et d'autre. Cette occasion de développer et de diversifier les exportations en provenance de l'Est serait sans doute saisie, grâce à la médiation d'un S.M.E., confirmé et élargi, moins malaisément que par celle du lointain F.M.I. qui éveille la méfiance du camp socialiste.

Quant au financement à long terme, c'est, aussi bien, une dose de régionalisme qui ouvre les meilleures perspectives. Les expériences du groupe Andin ou d'autres communautés analogues sont loin d'être favorables en tout point, mais elles ont à leur actif d'élargir les marchés et de favoriser les investissements complémentaires.

Un espace euro-arabo-africain

Les capitaux privés dont la prépondérance s'affirme de plus en plus n'ont jamais refusé que des groupes financiers multinationaux et mixtes, privés et publics, procurent des infrastructures à leurs puissantes expansions. Du côté de l'Afrique, par exemple, les capitaux européens ont beaucoup à faire. Quelle puissance serait celle de leurs groupes, alliés aux pétrodollars, pour la mise en valeur effective d'un espace euro-arabo-africain ? Parallèlement à la formation des relais pour le F.M.I., il est réaliste de concevoir, dans un esprit

nouveau et pour le service des populations elles-mêmes, la décentralisation des opérations de la Banque mondiale, associées au capital privé.

Il est vraiment salutaire et exemplaire que Robert Triffin, Belge de naissance, Américain par choix, soit resté tout au long de sa carrière, défenseur d'une monnaie internationale qui ne mente pas, c'est-à-dire qui serve l'économie du monde.

LE MONDE
diplomatique

d'août

EST PARU

Au sommaire :

Un président nationaliste pour l'Amérique en crise ?

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favret, directeur de la publication, Jacques Savagnot.
Imprimerie du « Monde » 5, rue Laffitte PARIS-IX
1978
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 5747.

UNE ÉTUDE DE LA CÉGOS

L'ANALYSE DES FRAIS GÉNÉRAUX, CONDITION ESSENTIELLE D'UNE BONNE GESTION

Première constatation des enquêteurs, qui pourrait justifier à elle seule leur étude : moins du tiers des six cent cinquante entreprises ayant accepté d'y participer ont été capables de répondre aux questions posées. On savait par ailleurs que pour beaucoup d'entreprises les frais généraux étaient une sorte de nébuleuse à l'intérieur de laquelle on distinguait mal des dépenses qui correspondent pourtant à des fonctions très différentes les unes des autres. Le soupçon se trouve largement confirmé.

C'est un peu la raison pour laquelle ce rapport, intitulé « Les coûts et les effectifs des frais généraux dans les entreprises françaises », se veut un « guide pratique » grâce auquel les décideurs pourraient, en fonction de leur situation propre, mieux connaître dans un premier temps l'état précis de leur établissement pour ensuite orienter

leur gestion en s'alignant sur les modèles proposés par l'étude. Par frais généraux, il faut comprendre l'ensemble des frais indirects — par opposition aux frais directs de production et de commercialisation — qu'il s'agit de « prestations de services à l'exploitation ou de dépenses de développement et de progrès ». Aucune approche classique ne permettant de les analyser dans toute leur complexité, la masse des frais a été décomposée en un certain nombre de rubriques jugées significatives. Cette méthode — arbitraire par les choix et les simplifications qu'elle implique — conduit à un classement en quatre grandes catégories et seize fonctions, qui vise à favoriser une approche plus rationnelle des frais généraux. C'est en effet en partie sur ce poste que se jouera, selon les auteurs, « la vraie bataille des années 80 en matière de compétitivité ».

Des constatations surprenantes

Globalement, pour les deux cents entreprises ayant rempli le questionnaire, la part des frais généraux représente 17 % de leur chiffre d'affaires, employe 24 % de leur personnel et équivaut à 53 % de leur valeur ajoutée, indique l'enquête. Par ailleurs, les frais administratifs sont les plus lourds avec 32 % du total, tandis que les frais commerciaux arrivent en queue avec seulement 17 %. Entre ces deux extrêmes, les 30 % de production représentent 50 % de l'ensemble des frais indirects, et les frais généraux divers 21 %, dont les deux tiers

résultent de la structure d'endettement des entreprises, puisqu'ils sont affectés aux frais financiers. Par-delà ces données d'ordre général, de nombreuses disparités subsistent selon la taille de l'entreprise ou le secteur d'activité concerné. Et les principaux résultats peuvent susciter l'étonnement. Contrairement à ce qu'attendaient les enquêteurs, le montant des dépenses de personnel ne s'élève qu'à 43,6 % de l'ensemble de celles des frais généraux, ce qui serait à leurs yeux une proportion relativement faible. Cer-

Les frais généraux sont l'une des données essentielles et pourtant mal connues de la gestion d'une entreprise. Peu explorée par les économistes, souvent mal appréhendée par les décideurs, cette question vient de faire l'objet d'une enquête menée par le département contrôle de la CÉGOS, sous la conduite de M. Claude Salzman, sur une période d'un an et auprès de deux cents entreprises de toutes tailles et de tous secteurs. La conclusion la plus claire qui se dégage de cette étude est peut-être que la première et urgente tâche qui s'impose aux gestionnaires de nombreuses entreprises, c'est d'analyser de façon systématique leurs frais généraux.

taines postes, au contraire, tels ceux des travaux, fournitures et services extérieurs, sont avec 14,8 % plus lourds que prévu. Les « frais divers de gestion » enfin, que certains confondent trop souvent avec l'ensemble des frais indirects, ne représentent en fait que 9 % du total des dépenses.

La méthode utilisée — classement en seize fonctions — a aussi fait apparaître quelques caractéristiques surprenantes.

Avec 9,6 % des frais indirects et 4,6 % des effectifs employés, c'est la fonction d'entretien qui est en même temps la plus coûteuse et celle qui utilise le plus d'industriels. Les industries de processus, telles la chimie ou la métallurgie, sont les plus gourmandes puisque « plus il faut d'immobilisations pour produire un franc de chiffre d'affaires, plus le coût d'entretien est élevé ».

Les montants engagés sont bien moindres dans la publicité et la promotion, considérée pourtant comme des frais généraux type. Plus du quart des entreprises refusent d'investir à cet effet, tandis que celles qui font l'effort le plus important sont relativement modestes.

D'autres constatations, remarquables selon les auteurs, paraissent plus banales. Ainsi, la direction générale se classe parmi les postes les moins onéreux et elle ne se situe qu'en quatorzième rang par le nombre des personnes employées. Ces deux éléments de classement étant directement la conséquence l'un de l'autre, l'inverse aurait davantage étonné.

De plus, son coût serait fonction croissante de la marge d'exploitation et de la rentabilité des capitaux, du moins jusqu'à un certain seuil et sans que la raison en soit véritablement déterminée. N'est-ce pas faire preuve de trop d'assurance que de céder à ce genre d'affirmation — où certains trouveront du réconfort ! — alors que les auteurs soulignent des l'instruction qu'il est impossible de savoir et sans même avoir eu seul hasard de l'échantillonnage ou s'il existe une raison plus fondamentale ?

Afin de dessiner une stratégie pour les entreprises, les enquêteurs ont tenté de déterminer un certain nombre de relations entre les différentes variables.

comprise entre 10 % et 15 %. Ce phénomène est expliqué par une « contraction plus ou moins forte de neuf fonctions de frais généraux sur seize ».

Mais, là encore, les enquêteurs semblent avoir cédé à l'attrait des statistiques, rapprochant les uns des autres des résultats sans pour autant en dégager de signification claire ou une ligne de conduite cohérente.

On retrouve les mêmes caractéristiques si l'on rapporte ce ratio à la rentabilité des capitaux. Simple constatation chiffrée également que les enquêteurs ont du mal à justifier. Et ce n'est que ce sont les très grandes entreprises qui tirent fortement vers les valeurs basses, tandis que la majorité se situe au-delà du taux moyen de 17 %.

Le secteur d'activité apparaît, lui, comme un facteur de variation décisif. Deux cas s'y distinguent clairement : celui des entreprises de distribution avec un minimum de frais engagés et celui des fabricants avec, au contraire, des dépenses records. Le personnel affecté aux tâches correspondant aux dépenses de

frais généraux est en moyenne de 23,93 % de l'effectif total des entreprises. Ces dépenses, rapportées à ce que les enquêteurs appellent « les effectifs de frais généraux », permettent de dégager le « coût moyen » d'un tel salarié, qui s'établit alors à 216 940 F.

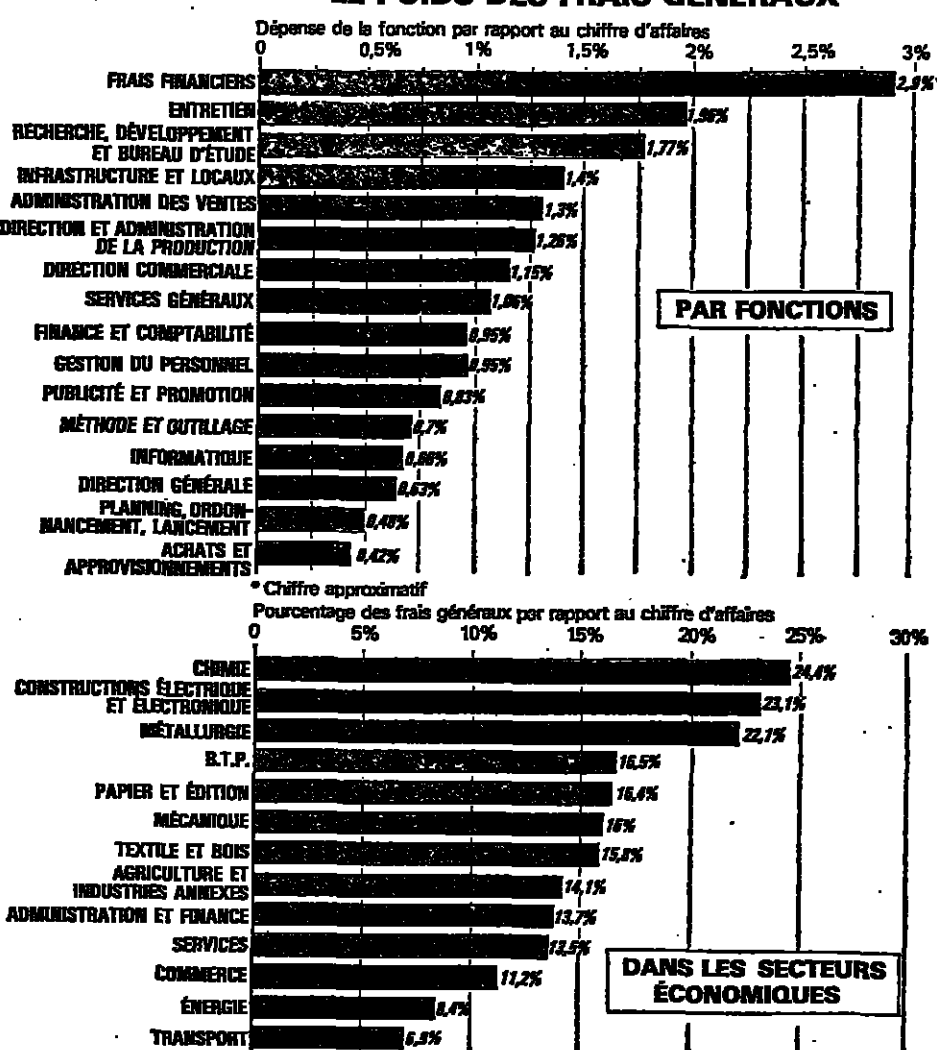
A nouveau, cependant, ce ratio ne semble pas avoir de sens déterminant.

La conclusion, évidente a priori, de cet ensemble d'appréhensions serait que « plus le poids relatif des frais généraux par rapport à la valeur ajoutée est faible, plus forte est la capacité bénéficiaire de l'entreprise et donc plus importante serait la marge d'exploitation ».

Pas si simple que cela finalement ce « guide pratique » destiné aux entrepreneurs. Et, bien que cet ouvrage ait l'avantage de réunir un nombre appréciable d'informations, il pêche sans doute par son excès de données chiffrées, pas toujours explicites. Même si les auteurs ne prétendent pas ériger en loi les résultats de cette enquête.

VALÉRIE LECASBLE.

LE POIDS DES FRAIS GÉNÉRAUX



POIDS DES FRAIS GÉNÉRAUX DES ENTREPRISES PAR RAPPORT À LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES

Grandes catégories de frais généraux	Dépenses par rapport au chiffre d'affaires	Poids respectif au total des frais généraux
Frais généraux administratifs	5,4 %	32 %
Frais généraux commerciaux	2,9 %	17 %
Frais généraux de production	5,2 %	30 %
Frais généraux divers	3,6 %	21 %
Total	17 % (1)	100 %

Pour atteindre le chiffre moyen de 17 % du chiffre d'affaires (pourcentage des frais généraux dans l'ensemble des entreprises), il faudrait encore ajouter au certain nombre de frais généraux classés comme « divers » (dont nous avons fait ressortir les frais financiers).

(1) La somme des pourcentages n'est pas égale au total, toutes les fonctions ne se retrouvant pas dans toutes les entreprises. De ce fait, la moyenne générale a tendance à être minorée.

SELON LE NIVEAU DE LA MARGE D'EXPLOITATION DE L'ENTREPRISE

Marge d'exploitation par rapport au chiffre d'affaires	Dépenses de frais généraux par rapport au chiffre d'affaires R.T.
Marge d'exploitation négative	17,4 %
Marge comprise entre 0 et 5 %	14,6 %
Marge comprise entre 5 et 10 %	21,3 %
Marge comprise entre 10 et 15 %	23,4 %
Marge supérieure à 15 %	11,6 %
Total	16,93 %

LES NOTES DE LECTURE d'Alfred Sauvy

● LA CHINE FAIT SES COMPTES.

Gilbert ÉTIENNE.

Ce spécialiste confirmé de l'Inde et de la Chine, chargé aussi de 1 600 millions d'hommes, le tiers de la planète, s'en tire fort bien, sans oublier rien, ni personne. Dans ce nouvel ouvrage, de pleine opportunité, il alterne la présentation de l'appareil socio-politique et celle des résultats, en insistant surtout sur la première et notamment sur la révision en cours, de la cave au grenier.

Le fond du débat, de tous temps et de tous lieux, d'ailleurs (les Soviétiques, plus l'électricité) est le conflit rouge ou noir, politique ou technique. La roue a tourné maintenant en faveur du second.

Tel est le désordre des comptes, trouvé par la nouvelle équipe, qu'il faudra attendre 1982 avant que puisse être élaboré le rituel plan quinquennal. Que la question alimentaire ait fini par l'emporter sur le dogme n'a rien de subversif, ni de surprenant. *Primum vivere*. Dès le début de l'ouvrage, est posée la question du milliard de bœufs à nourrir, quelque peu fruste. En soi, le problème paraît moins ardu que celui de l'Égypte ou du Cap Vert. En vingt ans, cependant, de 1957 à 1977, la production de céréales a augmenté de 2 % par an en moyenne, à peine plus que la population.

La culture des esprits laisse autant à désirer que celle des terres : auprès des dernières années universitaires, nos semaines de mai 1968 prennent figure de période d'études intensives.

Sur la population, les données sont insuffisantes et incertaines ; mieux eût valu reprendre l'excellente mise au point de M. L. Tabet, aux Nations unies.

Une certaine gêne est ressentie, au rappel des éloges et témoignages de

satisfaction prodigués avec complaisance, il y a quelques années, par des organismes réputés sérieux, comme FAO ou P.O.C.D.E. Une expertise sérieuse de la part de ces deux organismes eût rendu plus de services au pays de Mao. Rouge ou expert ?

Parmi les éloges décernés au régime actuel, par le professeur de l'Institut universitaire des hautes études internationales, il faut retenir celui de la grande franchise des autorités qui, en dépit de quelques zones ombrées, s'oppose à l'hémicycle soviétique.

Éditions Tiers-Monde, I.D.E.S., Paris 1980, 188 pages, Environ 50 F.

● LE DIALOGUE NORD-SUD ET LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS.

W. Howard WRIGGINS et Gunnar Adler KARLSSON.

C'est du dénuement extrême de certains pays qu'il est question, autant, sinon plus, que du problème général, bien que « l'ordre économique mondial » soit souvent évoqué. Dans un texte plus illustré, Catharina Öwén souligne la dépendance croissante entre les nations, et présente ce remède permanent qu'est l'extrême pauvreté de quelques pays ; ni l'accroissement du gâteau mondial, ni même celui des gâteaux nationaux ne sauraient suffire.

W. Howard Wriggins, politologue américain, présente les diverses « stratégies » adoptées par les pays en développement, depuis trente ans et celles qui se profilent aujourd'hui. Vient ensuite une série d'exemples précis, sans peur du sujet.

C'est l'aspect économique qu'étudie particulièrement Gunnar Adler Karlsson. De profonds changements s'imposent, non seulement dans les pays intéressés, mais dans les développés. A

ce propos, sont rappelées les conclusions du rapport Léontief, sans mention toutefois du pourcentage du PIB, que les pays riches devraient consacrer à l'aide publique. Les divers aspects sont ensuite examinés : Alimentation, logement, santé, enseignement, emploi. Sur la révolution verte, qui a fait gagner vingt ans à des pays au bord de la famine, nous retrouvons les errements habituels, basés sur une comptabilité sociale monétaire, alors qu'il s'agit surtout d'une question nationale de grains.

Sur le freinage de l'expansion démographique, vues classiques, mais peu approfondies, ignorant tant le contenu des revendications de la Conférence de Bucarest que les résultats, aussi édifiants qu'anticonformistes, bien décrits par M.M. J. C. Chesnais et A. Lefebvre. Dans l'ensemble, bonne présentation du problème, trop pondérée toutefois pour influencer les opinions et même les responsables.

★ Economica Paris 1980, 23,5 cm, 192 pages, Environ 40 F.

● UN CODE DE CONDUITE POUR LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE.

René François BIZEC et Yves DAUDET.

(sous la direction de)

Préface de Stéphane HESSEL.

Sous le couvert du Centres d'études et de recherches internationales et communales (CERICO), à l'université d'Als-Marseille-III, sont rassemblées les diverses études sur les débats en vue de l'établissement d'un « code de conduite », élément de la construction d'un nouvel ordre économique international. Participe les représentants de quatre groupes : Occidentaux (groupe B), socialistes non mem-

bres des « 77 » (groupe D), Chine et les « 77 ».

Dès le début, R.-F. Bizec met le doigt sur les difficultés sémantiques. A l'image des Américains, le mot *technologie* est employé à tort et à travers, souvent au lieu de technique. Quant au *know-how*, il est tantôt traduit par savoir faire, tantôt laissé tel quel. Ces confusions constituent une mauvaise base pour traiter de questions aussi délicates. Une fois de plus, la dominance de la langue anglaise nuit à la clarté des échanges de vue et la langue française n'a rien à gagner à la servilité. La présentation générale, par M. Bizec, du code en voie d'achèvement, est suivie d'un historique, par M. A. Mareille, austère à souhait, mais bien éclairant, dans ce dédale d'organismes et de conférences.

En annexe, le texte du projet de code international de conduite dans l'état où il était après la première session de la conférence.

Travail remarquable de collaboration entre industriels, universitaires, juristes, diplomates, qui eût gagné, dans plusieurs chapitres, à s'appuyer davantage sur des exemples concrets.

★ Éditions Economica 1980, Paris, 22 cm, 217 pages.

● LA BAISSÉ DU TAUX DE PROFIT.

Joseph M. GILLMANN.

Présentation et postface de Maurice ANDREU.

Les nouvelles aventures du capitalisme, depuis six ans, rendent-elles plus opportune cette traduction, et tardive, de l'ouvrage maître du marxisme américain, qui fit tant de bruit, il y a plus de vingt ans ? Sans doute. La vérification statistique du processus marxien devient en tout état de cause

plus difficile, depuis maintenant deux tiers de siècle que le capitalisme est soumis à une cascade d'accidents.

Si mal vu était Marx dans les universités américaines lorsque l'auteur a rédigé son ouvrage qu'il a dû le faire éditer d'abord à Londres. Beaucoup d'entre eux ont depuis, dans le courant marxiste-keynésien.

Inspiré, sans doute, par E. Varga, Gillmann frappe et détruit, dès l'abord, en altérant le concept, aussi séduisant que peu précis, de *plus-value*, faisant, du même coup, un léger pas vers Keynes. Les progrès de la comptabilité nationale (idé, du reste, au cours de sa soixante-deuxième année) n'étaient pas suffisants, vers 1955, pour lui permettre de construire un modèle. Si critiqué qu'il soit, le modèle oblige tout au moins à préciser les définitions, ce qui serait bien nécessaire ici. Peut-être permettrait-il de dissiper enfin la contradiction entre la baisse du *taux de profit* et la *paupérisation ouvrière*, souvent dénoncée par J. Robinson. Gillmann ne s'en tire qu'en distinguant, à l'opposé de tant de marxistes, *paupérisation* et *appauvrissement*. Tous deux semblent, d'ailleurs, ignorer le phénomène « pervers » de promotion sociale.

Par la vitre brisée par Gillmann, un air nouveau a pénétré dans l'atmosphère marxiste. Plus livres ont été, grâce à lui, Baran, Sweezy, aux États-Unis ; Mandel, Dobb, Meek, Aglietta, Pesenti, Roosa, etc., en d'autres pays.

A Keynes, saboteur du capitalisme libéral, correspondent ainsi Gillmann, libérateur du dogme marxien. Ne pouvons pas si loin, et bornons-nous à recommander la lecture, si propre à la réflexion, de cet ouvrage-éclat.

Bibliographie des sources citées par l'auteur. Bonne traduction de Maurice Phima.

★ EPI (Éditions et documentation internationales), Paris 1980, 20 cm, 222 pages, Environ 45 F.

Le Monde

régions

Ile-de-France

DANS LE XV^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

L'arrêté déclarant d'utilité publique la création de l'Institut du monde arabe est signé

M. Lucien Lanier, préfet de Paris, a signé le 10 août l'arrêté déclarant d'utilité publique la mise à la disposition du ministère des affaires étrangères du terrain sis à l'angle du boulevard de Grenelle et de la rue de la Fédération (15^e arrondissement de Paris) pour y construire l'Institut du monde arabe. Ainsi, l'administration continue à faire avancer ce projet du gouvernement malgré toutes les critiques qui ont été faites (Le Monde du 24 juin 1980).

Cette déclaration d'utilité publique était obligatoire puisque ce terrain avait été exproprié en octobre 1964 dans le but d'y construire deux collèges et d'y faire régulariser la situation. C'est ce qui vient d'être fait.

Mais, depuis, cet espace avait été mis à titre « provisoire et réversible » à la disposition de la Ville de Paris, qui l'a transformé en aire de jeux ou de sports. D'où le refus des habitants du quartier de voir construire à cet emplacement l'Institut du monde arabe.

Ils ont reçu le soutien de M. Alain Destrem, président de la section U.D.F. du quinzième arrondissement, et de M. Jacques Chirac, maire (R.P.R.) de Paris qui a proposé que le futur Institut soit édifié sur le terrain Citroën du quai de Javel. Difficulté : ce terrain est actuellement bâti et n'appartient pas à l'Etat.

Aussi, la préfecture a préféré continuer la procédure en cours malgré les nombreuses oppositions qui se sont encore manifestées lors de l'enquête d'utilité publique.

Sauf à ce que le ministère des affaires étrangères revienne sur sa position (que M. Jean François-Poncet a réaffirmé fermement en répondant à une question de Mme Nicole de Hauteclouque, députée R.P.R., le 16 avril dernier), la prochaine étape sera le dépôt de la demande du permis de construire qui devrait intervenir à la mi-septembre. La mairie de Paris aura alors à nouveau l'occasion de manifester son opposition à ce projet.

Corse

Le congrès des autonomistes

(Suite de la première page.)

On attendait sans impatience ni agressivité, préparé à entendre des paroles de bon sens plutôt que de combat.

Une assemblée générale des militants avait au début du mois de juillet, donné le ton. Le congrès serait celui de la clarification, celui de la réflexion après un an de lutte pour l'autonomie, dont un numéro spécial d'Arriti, l'hebdomadaire de l'U.P.C., détaillait longuement les péripéties. Pas de surprise, surtout après les déclarations que nous faisions, il y a deux jours, le leader du mouvement, M. Edmond Simeoni (Le Monde du 9 août).

Car l'autonomisme corse c'est toujours Edmond Simeoni qui sait le mieux l'exprimer avec cette éloquence spontanée, chaleureuse, très répétitive, non construite, mais si terriblement efficace. L'introduction et la conclusion seront dites en corse, et c'est en corse que seront soulignées et repris les passages les plus importants. Ceux qui seront le plus applaudis.

D'entrée de jeu, le leader autonomiste annonce le fond de son propos. « Méconnaître la puissance de l'Etat colonialiste français relève de la trahison, de l'irresponsabilité ». Avec l'appui à

Paris des partis de droite (« ils montrent plus de vigueur ») et des partis de gauche (« ils font preuve de plus d'hypocrisie »), et en Corse des clans locaux « assis sur la corruption et la privatisation », cet Etat a mis au point « un arsenal de coercition et de compromission implacable » qui vise à briser toute tentative d'expression de l'identité corse. « Mais ne compréhendez pas », ajoute Edmond Simeoni, que sans bouleversement institutionnel, sans révolution, sans chambardement, on pourrait faire aboutir les revendications insulaires sur la langue, la propriété du sol, la formation de la jeunesse ».

Le leader autonomiste reviendra longuement (son discours durera trois quarts d'heure) et de façon détaillée, sur l'action des polices pénales — sur l'existence de l'Etat — « elle contourne le droit par essence » — sur le contrôle des moyens d'information. Celle-ci, le brouillage de la station de Radio Corse internationale par exemple.

Sur le choix imposé de la construction d'une centrale thermique au Vado, sur la volonté délibérée enfin d'accroître l'« amalgame » entre le mouvement autonomiste légal, c'est-à-dire l'U.P.C. et le mouvement indépendantiste clandestin, c'est-à-dire Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), partisan de l'action violente.

M. Edmond Simeoni avait manifesté son intention de se démarquer du F.L.N.C. Il le fait vigoureusement, quitte, dit-il, à être accusé de « réformisme » et de « mollesse », mais, ajoute-t-il, « l'indépendance n'est pas crédible parce qu'elle suppose une lutte armée victorieuse. Celle-ci n'est pas possible en Corse, et le peuple corse la refuse. Il faut écouter le peuple. » (Le leader au-

tonomiste sera très applaudi lorsqu'il vante le « courage, le désintéressement, l'abnégation » des militants du F.L.N.C. de même lorsqu'il déclarera son soutien « sans aucune faille » à tous les prisonniers politiques corses (il y en a actuellement huit de l'U.P.C. et une cinquantaine du F.L.N.C.). Il ne sera pas contesté lorsqu'il ajoutera qu'il ne veut pas pour cela « cautionner les actions » des indépendantistes et s'engager avec eux « dans une voie suicidaire », dans une aventure fondée sur « une analyse monarchique du monde et une idéalisation du peuple ».

L'objectif de l'U.P.C. reste, en revanche, une action légale. C'est l'autonomie interne telle que la définit dans l'intervention qui a précédé celle d'Edmond Simeoni, M. Lucien Alfonsi, porte-parole du mouvement. C'est-à-dire une assemblée régionale élue au suffrage universel et au scrutin proportionnel, apte à légiférer dans tous les domaines autres que ceux qui touchent à la défense nationale, aux affaires étrangères et à la monnaie.

Par quels moyens l'atteindre ? « Il faut accroître considérablement notre travail de sensibilisation, de réflexion », notamment approfondir notre culture, déclare M. Edmond Simeoni. Il faut

continuer à essayer d'internationaliser la question corse et faire appel ainsi à la conscience internationale. Le responsable autonomiste lancera ensuite un appel à l'ouverture et à la tolérance. « Nous ne pouvons pas perpétuer nos divisions. Sachons être corses sans arrières-pensées, respectons nos différents choix. Travaillons avec tous ceux qui souhaitent des changements conséquents. Nous ne voulons dissocier personne de la lutte ».

Autant d'expressions rarement entendues dans la bouche du responsable des actions d'Aleria ou de Bastia. M. Edmond Simeoni conclura en reprenant une de ses anciennes propositions : l'organisation d'un référendum institutionnel. Celui-ci n'aurait pas pour objet de préparer la voie à l'autodétermination, précise-t-il, mais « serait l'occasion » d'un véritable affrontement démocratique de toutes les opinions, d'où qu'elles émanent, dans la clarté, et après avoir eu le temps de réviser les listes électorales. Le mot de la fin était lâché en passant, plus important qu'il n'y paraît quand on connaît les ravages que la fraude électorale continue à causer dans l'île. Onl décidément, ce congrès aura bien été marqué au coin du réalisme. JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

TOURISME

Des campeurs dans le désordre

IV. — NOIRMOUTIER : les fermes du bon accueil

Nous terminons aujourd'hui notre série de reportages sur le camping, forme de tourisme de plus en plus appréciée par les Français. Après le Var (« Le Monde » du 7 août), le camping du bois de Boulogne, à Paris (3 août) et la presqu'île de Crozon dans le Finistère (10-11 août), nous analysons la situation à Noirmoutier et en Vendée.

La Roche-sur-Yon. — « Vous en voyez, nous, des tentes dans les champs ? La jeune directrice de l'office de tourisme de Noirmoutier (Vendée) est formelle : la situation sur l'île s'est considérablement améliorée cet été en ce qui concerne le camping sauvage. Le camping chez l'habitant, il est vrai que, à pareille époque l'an dernier, Noirmoutier avait une tout autre allure. Les tentes aux couleurs passées étaient omniprésentes aux alentours de l'île, et principalement à Barbotte, commune d'accès et de sortie, sur laquelle vient mordre le pont suspendu reliant Noirmoutier à l'île. Pour Mme Sylvaine Djondich, la responsable du tourisme, le mauvais temps de juillet y est pour quelque chose. En effet, les campings privés et municipaux ont enregistré à cette période des baisses de fréquentation allant de 5 à 30 %.

On comprend dans ces conditions que de nombreux campeurs ont habilement choisi le camping à la ferme ou en pleine nature se soient laissés attirer par les charmes peu discrets des camps redensés praticables.

Classée en périmètre sensible depuis 1977, la Vendée et à fortiori Noirmoutier n'échappent pas à la réglementation sévère de l'administration. Une législation qui est loin de faire l'unanimité dans l'île, surtout chez les paysans et les marins trouvant, dans le camping à la ferme, une source de revenus non négligeable. Mais depuis trois ans, les interventions répétées de la gendarmerie ont porté leurs fruits. Cette année notamment, la force publique a voulu « frapper un grand coup » dès le début de l'été. Cela afin de dissuader tout de suite les loueurs de terrains non aménagés. « Les gens ont eu peur », affirme l'adjudant Desru, commandant la brigade de gendarmerie de Noirmoutier. De fait, une centaine de procès-verbaux ont été dressés, principalement dans la commune de l'Herbaudière, celle qui habituellement causait le moins de difficultés. Ce qui prouve aussi qu'il faut se méfier des zones apparemment tranquilles.

Cette opération « coup de poing » a eu aussi le mérite de déclencher parmi la population un bon réflexe. Celui de s'en tenir aux normes fixées par la réglementation, à savoir la possibilité de louer trois emplacements seulement par parcelle autorisée. Face à cette situation, les cam-

peurs « irrédutibles » ne sont pas restés dans l'île. Ils ont préféré aller chercher ailleurs de nouveaux sites. Le tourisme à la ferme au grand air et sans contrainte. Les départements voisins, la Loire-Atlantique par exemple (notamment des localités comme Préfailles, Le Bernier et Tharon), ont connu l'invasion. Les terrains « classés » restaient à moitié vides, tandis que les champs, eux, étaient à moitié pleins.

Consentant de la nécessité d'une réglementation « ferme mais souple », le conseil général de la Vendée et son comité de tourisme envisagent de doubler le prochain le nombre des emplacements autorisés sur chaque parcelle. Une manière comme une autre de s'adapter au cadre rigoureux du périmètre sensible par une procédure que l'on serait tenté de qualifier d'« amiable » avec le propriétaire des terrains.

Des aides supplémentaires seront apportées aux loueurs qui feront la demande et qui seront disposés à entreprendre un certain nombre d'aménagements. La subvention alors consentie par le département pourrait atteindre 30 % du prix des travaux. Une telle politique, si elle est menée à son terme, permettrait d'accueillir les campeurs « marginaux » dans de bien meilleures conditions.

Évidemment également surprenant : il semble que la Vendée, contrairement à d'autres départements touristiques de l'Hexagone, possède maintenant trop de campings. « C'est une certitude », affirme M. de Kerantien, prési-

dent de la Fédération de plein air, qui, pour la première fois, n'a pas refusé de monde dans son camping de Saint-Julien-des-Landes. « Ces dernières années, nous avons fait des efforts considérables en créant des milliers d'emplacements supplémentaires un peu partout. Cela correspondait à une insuffisance, mais nous sommes peut-être allés trop loin ».

A Noirmoutier, un vacancier sur deux pratique le camping. La population de l'île (environ mille cinq cents habitants) au mois d'août est multipliée par quinze, parfois davantage. Si le mauvais temps et la conjoncture économique permettent de doubler le fléchissement de juillet, en revanche, le mois d'août est fidèle à sa réputation. Les campings affichent complet.

Mais le fait que l'on n'ait pas assisté cette année au traditionnel engorgement estival explique aussi certainement que les rapports entre les campeurs et les autorités se soient quelque peu améliorés. « Ils ont formé les yeux », laisse entendre un vieux marin qui accueille chez lui, depuis plusieurs années, des familles de la banlieue parisienne. En 1979, il avait été sanctionné. « Plus l'intimidation que la répression », a reconnu le gendarme de la côte, maire de l'une des stations balnéaires les plus importantes du littoral vendéen, estimant avec son franc-parler qu'il ne fallait pas « embêter le monde ».

HERVE LOUBOUTIN.
FIN.

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Rupture d'un pipe-line dans les Bouches-du-Rhône

Trois cent cinquante hommes et cinquante véhicules sont en action pour limiter la pollution

De notre correspondant régional

Châteaurenard. — A la suite de la rupture de l'une des trois canalisations du pipe-line sud-européen survenue le samedi 9 août vers 23 h. 40 à Palud-de-Noves, près de Châteaurenard (Bouches-du-Rhône), deux mille tonnes de pétrole brut environ se sont répandues dans la Durance qu'elles ont polluée sur plus d'un kilomètre. Cette mini-marée noire assaille de très vives inquiétudes chez les agriculteurs de la région. C'est le second accident de ce genre, en moins de deux ans sur les installations de la Société du pipe-line sud-européen (S.P.L.S.E.). Une autre canalisation s'était rompue en novembre 1978 à Saint-Martin-de-Crau (Bouches-du-Rhône), plusieurs hectares de culture avaient été détruits.

C'est peu avant minuit dans la nuit de samedi à dimanche que la canalisation souterraine de quarante pouces de diamètre (environ un mètre) reliant Fos à Oberhofen-sur-Moder (Bas-Rhin) s'est brusquement rompue dans un verger en bordure de la rivière Anguillon. Un geyser de plusieurs dizaines de mètres de hauteur s'est aussitôt produit et le pétrole brut s'est échappé à gros débit avant que les vannes soient fermées et l'alimentation de l'oléoduc stoppée. Il a fallu près de deux heures aux équipes de la S.P.L.S.E. pour localiser la fuite.

Au cours de la nuit de dimanche d'importants moyens ont été mobilisés pour circonscire la pollution qui avait gagné la Durance par l'Anguillon, et qui risquait de se

répandre dans le réseau d'irrigation agricole très dense dans ce secteur. Un détachement des unités d'incendie de la sécurité civile de Brignoles et de Paris (cette dernière se trouvant en renfort estival sur camp des Garrigues, près de Nîmes), ainsi que des éléments du 7^e génie d'Avignon et de nombreux centres de secours de sapeurs-pompiers des Bouches-du-Rhône, du Var et de la Drôme (au total trois cent cinquante hommes et cinquante véhicules) ont participé aux opérations. Celles-ci sont coordonnées depuis Châteaurenard par le sous-préfet Georges Lefèvre, chargé de mission pour la sécurité civile dans les Bouches-du-Rhône.

La pollution étant impossible à stopper sur l'Anguillon, c'est à 1 kilomètre environ en dessous du confluent de cette rivière avec la Durance que des barrages flottants ont été installés et que le pétrole (un mélange d'arabian light et d'oman, de 0,845 de densité) a pu être récupéré à l'aide, notamment, de pompes « écrémeuses » du même type que celles utilisées en Bretagne lors de la catastrophe de l'Amoco-Cadiz.

Le principal risque résidait dans la contamination des canaux servant à l'irrigation des cultures maraîchères. Le pire a été évité grâce à l'interdiction immédiate des prises d'eau sur la Durance et l'Anguillon — polluée sur 7 kilomètres — alimentant notamment le canal principal de Châteaurenard et celui des Alpilles. Dans la journée de dimanche, ces deux canaux devaient être rétablis et des liaisons étaient mises à l'œuvre pour assurer l'approvisionnement de deux autres, soit par tuyaux, soit par tranchées. Selon M. Lefèvre « les conséquences écologiques de la pollution ont été limitées », mais des poissons morts (en faible quantité il est vrai) ont déjà été repérés sur la Durance.

La cause de la rupture de l'oléoduc n'était toujours pas connue lundi en fin de matinée. De Fos-sur-Mer à Oberhofen-sur-Moder, sur un parcours de 714 kilomètres, la canalisation, construite en 1972, dessert directement ou par pipe-line annexes douze raffineries, en France, en Suisse et en Allemagne. Les deux autres lignes de la S.P.L.S.E. sont celles de Feyzin, près de Lyon, d'un diamètre de 24 pouces et d'une longueur de 260 kilomètres, construite également en 1972, et de Karlsruhe (R.F.A.) d'un diamètre de 36 pouces et d'une longueur de 789 kilomètres, installée en 1962. Les canalisations de la S.P.L.S.E. sont surveillées en permanence par des « marcheurs », deux fois par mois, et par des avions qui les survolent régulièrement trois fois par mois. Elles font l'objet de fréquents essais de pression, qui s'ajoutent aux mesures de protection quotidiennes et de surveillance de revêtement.

La réparation de la fuite de Palud-de-Noves devrait être effectuée, selon la direction de la S.P.L.S.E., dans un délai maximum d'une quinzaine de jours. L'acheminement du pétrole vers l'Allemagne ne sera que partiellement perturbé grâce à l'interconnexion des trois lignes.

GUY PORTE.

l'ensemble industriel confortable en service aux portes de Paris

Nous avons construit MOZINOR, une zone industrielle en étages, avec une autoroute intérieure en prise directe avec la A3.

MOZINOR est une solution rationnelle et confortable pour vous, vos collaborateurs, clients et fournisseurs. Des aires de stationnement P.L.V.-L. à tous les étages / 42.000 m² de surface utile pour usines ou entreprises / l'eau, l'électricité, l'air comprimé, les fluides primaires pour le chauffage / des systèmes de sécurité de haut de gamme / 2,5 hectares d'espace vert / la propriété ou le bail classique avec des formules de location ponctuelle (de 400 à 2.700 m²) / une hauteur de plafond permettant de doubler votre surface...

MONTREUIL St. Antoine MOZINOR

l'efficacité pour votre expansion

Toutes informations : Morsieur ANCEAU à SADEMO 15, avenue de la Résistance 93100 MONTREUIL Tél. 858.15.60

SOCIAL

Le dépôt de bilan de l'entreprise Dufour illustre les difficultés d'une firme contrainte d'innover dans des conditions périlleuses

G. Dufour, machines-outils : une vaste usine en briques rouges boulevard Chazy à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Derrière la façade proprette, un peu rétro, 25 000 mètres carrés d'ateliers si-

lencieux. L'entreprise a déposé son bilan le 15 juillet. La veille, les sept cents salariés — dont plus de la moitié sont des immigrés — s'étaient mis en grève parce qu'ils n'avaient pas touché la paie du

30 juin. Ils ont reçu leur lettre de licenciement vers le 1^{er} août.

Depuis lors, des équipes de syndicalistes de la C.G.T. et de la C.F.D.T. se relaient jour et nuit pour occuper les locaux.

fol sans doute des affirmations de M. Dufour. « Inconscience d'un chef d'entreprise au plessissement des pouvoirs publics peu soucieux de s'engager à fond dans un secteur industriel peu rentable ?

Un dossier explosif

Après le dépôt de bilan et la mise en règlement judiciaire des établissements Berger dans l'Isère, les licenciements en cours à l'usine HES de Lileux, les difficultés importantes que semble rencontrer la société Spieritz, poursuit M. Fran-

Même analyse pour M. Bruno Cassan, membre du bureau de la fédération de la métallurgie C.G.T., qui estime qu'on ne peut pas « brader impunément un passé technologique de haute valeur, et a fortiori l'avenir d'une expérience peut-être unique en Europe ».

La C.G.T., fidèlement, entend faire de ce « dossier explosif » un nouveau cheval de bataille pour la rentrée. Au-delà de l'attitude observée

ÉTRANGER

En R.F.A.

LE COUT DE LA VIE N'A AUGMENTÉ QUE DE 0,2 % EN JUILLET

Bonn (A.F.P.). — Le coût de la vie en R.F.A. n'a augmenté que de 0,2 % en juillet. En un an, la hausse s'est élevée à 5,5 %. Ces chiffres définitifs confirment le ralentissement de la montée des prix à la consommation en Allemagne fédérale.

DANEMARK

Le Danemark a contracté en Arabie Saoudite un emprunt de 100 millions de francs suisses et de 80 millions de florins en juillet. Premier du genre émis depuis d'un pays de l'O.C.E.E., cet emprunt est amortissable en six ans, avec un intérêt de 6 7/8 % pour les francs suisses et de 10 7/8 % pour les florins.

Aux États-Unis

LA RÉFORME DES CIRCUITS FINANCIERS VA ENTRER EN VIGUEUR

La loi fondamentale sur la réforme des circuits financiers aux États-Unis, promulguée le 31 mars 1980, va entrer en vigueur. Cette loi « Depository Institutions Deregulation and Monetary Control Act » vise à stimuler la concurrence entre les différentes institutions financières en les mettant sur un pied d'égalité tout en donnant au système de Réserve Fédérale (F.R.B.) la possibilité de mieux contrôler la masse monétaire en étendant la formule des réserves obligatoires à tous les établissements.

Ces réserves représentent 3 % des 25 premiers millions de dollars de dépôts représentés par des comptes chèques rémunérés et 12 % des dépôts en devises de 25 millions de dollars. Un taux de 5 % sera appliqué aux dépôts à terme de moins de quatre ans ouverts par des sociétés. Ces règlements d'application entreront en vigueur le 1^{er} novembre.

Le marché interbancaire des devises

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
\$ E.-U.	4,1250 4,1250	+ 40 + 70	+ 70 + 110	+ 90 + 150
\$ can.	1,550 1,550	+ 5 + 5	+ 5 + 5	+ 5 + 5
Yen (100)	1,82 1,8250	+ 30 + 5	+ 30 + 5	+ 30 + 5

MONNAIES											
8 3/8	8 5/8	7 3/4	8 1/8								
9 3/4	10	10 1/2	10 7/8								
9 5/8	10	9 1/8	9 1/2								
12 1/2	13	12 5/8	13 1/8								
5 1/4	5 5/8	5 1/8	5 1/2								
24 3/4	26 1/4	26	27 3/4								
16 1/2	17	15 1/2	16								
11 3/8	11 7/8	11 1/4	11 3/4								

LES MARCHÉS FINANCIERS

Morosité sur le marché euro-obligataire

Londres. (Apef). — L'atmosphère reste massacrée et anxieuse, aussi bien à New-York que sur le marché de Londres. Les spéculateurs commencent à parier sur une baisse de 50 points pour affirmer que les autorités monétaires américaines ont décidé de ne pas plus durcir leur politique. Les craintes d'une dévaluation des emprunts du Trésor américain, combinées avec l'accumulation de devises étrangères, les départs de capitaux et le lancement d'un climat de la nervosité l'emporte sur la tranquillité qui devrait caractériser la fin de l'année. Les rendements à 100-110 % du Trésor américain, celui que l'on dénomme le « D.O. », ont atteint 110 % et les rendements du marché, à terme vendredi 3 9/8 % pour donner un rendement de 14,77 % contre 14,65 % le vendredi précédent. Les rendements du marché ne sont pas seulement la base de l'émprunt sur le marché secondaire, mais aussi la base de la fixation générale des cours la semaine dernière.

Coup sur coup, la trésorerie américaine a pu se procurer 4 milliards de dollars par le truchement de notes à trois ans au rendement de 8,88 %, puis 2,7 milliards de dollars avec un placement à dix ans dont le rendement est de 10,5 %, enfin 1,5 milliard de dollars par le canal d'un emprunt à court terme qui a été placé à 9,75 % sur la base d'un rendement de 10,71 %. Sur le marché des obligations, le rendement est de 10,75 % et le placement est immédiat, le Trésor se sert immédiatement et vivement répétés, leur durée est de 10 ans, leur rendement jusqu'à 10 %. En revanche, les obligations à dix ans se sont mieux vendues que les obligations à trois ans, rapport à leur prix d'émission. Le placement à plus long terme a, lui aussi, mieux réagi.

L'incertitude qui règne à New-York n'encourage guère le marché euro-obligataire où, dans le secteur des émissions en dollars à taux fixe, rien ne se passe, tant au stade primaire qu'au secondaire. Le volume important d'emprunts récemment émis est now entièrement placé continue de peser sur le marché. Les cours poursuivent leur replis à un rythme lent mais ininterrompu.

Le succès de l'emprunt de 150 millions de francs français à sept ans de l'Aéroport de Paris ne s'est pas démenti. Le débiteur sur les taux à court terme du marché domestique français vers la fin de la semaine a facilité un placement (...) où la demande a été plus de deux fois plus importante que le montant de l'émission elle-même.

BOURSE DE PARIS			
VALEURS	% du com.	% du soupon	VALEUR

LONDRES

commencée la semaine dans le calme. Aux valeurs industrielles, on relève la hausse de I.C.I., Unilever et Beecham. Bonne tenue des valeurs pétrolières. Repli sensible des mines d'or, en liaison avec le recul du métal jaune.

Dr (ouverture) (dollars) 622 50 contre 631 25		
VALEURS	20/10/72	COURS
	7/12	11/72
Banque.....	139	144
British Petroleum.....	346	353
Caracul.....	85	86
*De Beers.....	9 91	9 58
Imperial Chemical.....	384	388
Kie Tarte Zinc Car.....	472	476
Shell.....	458	414
Vale.....	125	127
*Wax Lard 3 1/2 %.....	31 9/14	32 1/16
West. Bristonsteel.....	50 1/2	53 1/16
*Western Holdings.....	77	75 3/4

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

temps : chiffre d'affaires, 3 518 millions de francs (+13,6 %) ; bénéfices net, 13,66 millions de francs (-36,5 %). Ce dernier chiffre n'est toutefois pas comparable au précédent, les profits de 1978 ayant été obérés par l'amortissement partiel de pertes antérieures. D'autre part, la réintégration de la provision spéciale de réévaluation n'a été que de 5,28 millions contre 10,52 millions précédemment.

ANGLO AMERICAN (Londres). — Le groupe Anglo-American a porté sa participation dans la société de 33,75 à 40,86 % par rachat de 788.000 actions. Worms et Fiecherhohn, de Leoben, Autriche, ont racheté 175.000 actions.

SOCIÉTÉ ROUTIÈRE COLAS. — L'entreprise change de dénomination sociale pour s'appeler Société Colas. Elle y regroupera les actifs de l'ancienne Routière et ceux des Grands Travaux de l'Est, affaire récemment absorbée (1 Colas pour 15 G.T.E.).

	7 août	8 août
Volume français	180 F	180 F

Valeurs françaises ..	101,7	108,8
Valeurs étrangères ..	112,1	113,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	102,8	100,0
----------------	-------	-------

8 AOUT

LES INDICES HEBDOMADAIRES

DE LA BOURSE DE PARIS
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Basse 100 : 29 décembre 1972

Indice général	123,3	126,9
Assurances	234,2	235,2
Banq. et sociétés finan...	95,5	94,7
Sociétés de crédit	123,3	126,9
Sociétés investiss.	123,3	130,3
Agriculture	136,9	143,8
Aliment., brasseries, distill.	136,9	141,5
Alcool., vins et liq. dist.	136,9	141,5
Bâtim., contr. publ.	180,2	171,2
Cachembo (ind. et comm.)	57	60,8
Carrières salines, charbon.	126	126,5
Chaux	126	126,5
Châss., osines, thermal.	177,7	177,6
Imprimeries, pap. cartons.	104,8	108,8
Magas., comm. d'exportat.	97,4	99,4
Matériel, contr. des p. métr.	45,4	45,1
Mines métalliques	142,2	142,2
Pétroles et carburants	182,2	171,2

Services publics et transp.	112	112,7
Textiles	103	102,4
Divers	148,7	153,6
Valeurs étrangères	159,3	159,8

Valeurs à rev. fixe ou ind.	181,3	182,1
Rentes perpétuelles	34,4	34
Rentes amort., fonds gar.	487,7	468,1
Sect. indust. publ. à r. fixe	90	90,8
Sect. ind. publ. à rev. ind.	407,8	413,8
Secteur libre	98,7	98,6

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1949		
Valeurs à rev. fixe ou tot.	335,2	336,6
Val. franç. à rev. variable	888	918,8
Valeurs étrangères	1 177,4	1 181,1

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 à 29 décembre 1961		
Indice général	106,5	109,5
Profits de base	85,1	89,5
Construction	151,6	155,8
Biens d'équipement	108,5	111,9
Biens de consom. durables	79	82
Biens de consom. non durables	85,1	86,6
Biens de consom. aliment.	113,9	115,7
Services	159,9	162,4
Société financière	112	113,7
Société de services	111,9	113,8
Société d'exploitation et d'inf.	211	218,8

Valeurs industrielles	97,7	101,1
----------------------------	------	-------

BORSES REGIONALES
 Base 100 : 29 décembre 1972

(*) Cours rectifié.

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
1 dollar (ou yens)...	8/8	11/8
	226 55	226 38

Taux du marché monétaire	
50 jours	11/8
100 jours	11/8

COMPTANT

- COMPLIANT	
Owner	Partner
Cours	Partner

VALEURS		précéd.		cours	
---------	--	---------	--	-------	--

[illegible]

BOURSE DE PARIS - 8 AOUT - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture
--------------	---------	-----------------	---------------	---------------	----------------------	--------------	---------	-----------------	---------------	---------------	----------------------	--------------	---------	-----------------

2425	4.6 % 1973	2468	2492	2485	2485	1970	EN-Algeria	2444	2235	2225	2232	179	Swiss, Mute	1725	92
2426	7.45 % 1973	2469	2493	2486	2486	1971	EN-Algeria	2445	2236	2226	2233	179	Swiss, Mute	1726	92
2427	7.45 % 1973	2470	2494	2487	2487	1972	EN-Algeria	2446	2237	2227	2234	179	Swiss, Mute	1727	92
2428	7.45 % 1973	2471	2495	2488	2488	1973	EN-Algeria	2447	2238	2228	2235	179	Swiss, Mute	1728	92
2429	7.45 % 1973	2472	2496	2489	2489	1974	EN-Algeria	2448	2239	2229	2236	179	Swiss, Mute	1729	92
2430	7.45 % 1973	2473	2497	2490	2490	1975	EN-Algeria	2449	2240	2230	2237	179	Swiss, Mute	1730	92
2431	7.45 % 1973	2474	2498	2491	2491	1976	EN-Algeria	2450	2241	2231	2238	179	Swiss, Mute	1731	92
2432	7.45 % 1973	2475	2499	2492	2492	1977	EN-Algeria	2451	2242	2232	2239	179	Swiss, Mute	1732	92
2433	7.45 % 1973	2476	2500	2493	2493	1978	EN-Algeria	2452	2243	2233	2240	179	Swiss, Mute	1733	92
2434	7.45 % 1973	2477	2501	2494	2494	1979	EN-Algeria	2453	2244	2234	2241	179	Swiss, Mute	1734	92
2435	7.45 % 1973	2478	2502	2495	2495	1980	EN-Algeria	2454	2245	2235	2242	179	Swiss, Mute	1735	92
2436	7.45 % 1973	2479	2503	2496	2496	1981	EN-Algeria	2455	2246	2236	2243	179	Swiss, Mute	1736	92
2437	7.45 % 1973	2480	2504	2497	2497	1982	EN-Algeria	2456	2247	2237	2244	179	Swiss, Mute	1737	92
2438	7.45 % 1973	2481	2505	2498	2498	1983	EN-Algeria	2457	2248	2238	2245	179	Swiss, Mute	1738	92
2439	7.45 % 1973	2482	2506	2499	2499	1984	EN-Algeria	2458	2249	2239	2246	179	Swiss, Mute	1739	92
2440	7.45 % 1973	2483	2507	2500	2500	1985	EN-Algeria	2459	2250	2240	2247	179	Swiss, Mute	1740	92
2441	7.45 % 1973	2484	2508	2501	2501	1986	EN-Algeria	2460	2251	2241	2248	179	Swiss, Mute	1741	92
2442	7.45 % 1973	2485	2509	2502	2502	1987	EN-Algeria	2461	2252	2242	2249	179	Swiss, Mute	1742	92
2443	7.45 % 1973	2486	2510	2503	2503	1988	EN-Algeria	2462	2253	2243	2250	179	Swiss, Mute	1743	92
2444	7.45 % 1973	2487	2511	2504	2504	1989	EN-Algeria	2463	2254	2244	2251	179	Swiss, Mute	1744	92
2445	7.45 % 1973	2488	2512	2505	2505	1990	EN-Algeria	2464	2255	2245	2252	179	Swiss, Mute	1745	92
2446	7.45 % 1973	2489	2513	2506	2506	1991	EN-Algeria	2465	2256	2246	2253	179	Swiss, Mute	1746	92
2447	7.45 % 1973	2490	2514	2507	2507	1992	EN-Algeria	2466	2257	2247	2254	179	Swiss, Mute	1747	92
2448	7.45 % 1973	2491	2515	2508	2508	1993	EN-Algeria	2467	2258	2248	2255	179	Swiss, Mute	1748	92
2449	7.45 % 1973	2492	2516	2509	2509	1994	EN-Algeria	2468	2259	2249	2256	179	Swiss, Mute	1749	92
2450	7.45 % 1973	2493	2517	2510	2510	1995	EN-Algeria	2469	2260	2250	2257	179	Swiss, Mute	1750	92
2451	7.45 % 1973	2494	2518	2511	2511	1996	EN-Algeria	2470							
2452	7.45 % 1973	2495	2519	2512	2512	1997	EN-Algeria	2471							
2453	7.45 % 1973	2496	2520	2513	2513	1998	EN-Algeria	2472							
2454	7.45 % 1973	2497	2521	2514	2514	1999	EN-Algeria	2473							
2455	7.45 % 1973	2498	2522	2515	2515	2000	EN-Algeria	2474							
2456	7.45 % 1973	2499	2523	2516	2516	2001	EN-Algeria	2475							
2457	7.45 % 1973	2500	2524	2517	2517	2002	EN-Algeria	2476							
2458	7.45 % 1973	2501	2525	2518	2518	2003	EN-Algeria	2477							
2459	7.45 % 1973	2502	2526	2519	2519	2004	EN-Algeria	2478							
2460	7.45 % 1973	2503	2527	2520	2520	2005	EN-Algeria	2479							
2461	7.45 % 1973	2504	2528	2521	2521	2006	EN-Algeria	2480							
2462	7.45 % 1973	2505	2529	2522	2522	2007	EN-Algeria	2481							
2463	7.45 % 1973	2506	2530	2523	2523	2008	EN-Algeria	2482							
2464	7.45 % 1973	2507	2531	2524	2524	2009	EN-Algeria	2483							
2465	7.45 % 1973	2508	2532	2525	2525	2010	EN-Algeria	2484							
2466	7.45 % 1973	2509	2533	2526	2526	2011	EN-Algeria	2485							
2467	7.45 % 1973	2510	2534	2527	2527	2012	EN-Algeria	2486							
2468	7.45 % 1973	2511	2535	2528	2528	2013	EN-Algeria	2487							
2469	7.45 % 1973	2512	2536	2529	2529	2014	EN-Algeria	2488							
2470	7.45 % 1973	2513	2537	2530	2530	2015	EN-Algeria	2489							
2471	7.45 % 1973	2514	2538	2531	2531	2016	EN-Algeria	2490							
2472	7.45 % 1973	2515	2539	2532	2532	2017	EN-Algeria	2491							
2473	7.45 % 1973	2516	2540	2533	2533	2018	EN-Algeria	2492							
2474	7.45 % 1973	2517	2541	2534	2534	2019	EN-Algeria	2493							
2475	7.45 % 1973	2518	2542	2535	2535	2020	EN-Algeria	2494							
2476	7.45 % 1973	2519	2543	2536	2536	2021	EN-Algeria	2495							
2477	7.45 % 1973	2520	2544	2537	2537	2022	EN-Algeria	2496							
2478	7.45 % 1973	2521	2545	2538	2538	2023	EN-Algeria	2497							
2479	7.45 % 1973	2522	2546	2539	2539	2024	EN-Algeria	2498							
2480	7.45 % 1973	2523	2547	2540	2540	2025	EN-Algeria	2499							
2481	7.45 % 1973	2524	2548	2541	2541	2026	EN-Algeria	2500							
2482	7.45 % 1973	2525	2549	2542	2542	2027	EN-Algeria	2501							
2483	7.45 % 1973	2526	2550	2543	2543	2028	EN-Algeria	2502							
2484	7.45 % 1973	2527	2551	2544	2544	2029	EN-Algeria	2503							
2485	7.45 % 1973	2528	2552	2545	2545	2030	EN-Algeria	2504							
2486	7.45 % 1973	2529	2553	2546	2546	2031	EN-Algeria	2505							
2487	7.45 % 1973	2530	2554	2547	2547	2032	EN-Algeria	2506							
2488	7.45 % 1973	2531	2555	2548	2548	2033	EN-Algeria	2507							
2489	7.45 % 1973	2532	2556	2549	2549	2034	EN-Algeria	2508							
2490	7.45 % 1973	2533	2557	2550	2550	2035	EN-Algeria	2509							
2491	7.45 % 1973	2534	2558	2551	2551	2036	EN-Algeria	2510							
2492	7.45 % 1973	2535	2559	2552	2552	2037	EN-Algeria	2511							
2493	7.45 % 1973	2536	2560	2553	2553	2038	EN-Algeria	2512							
2494	7.45 % 1973	2537	2561	2554	2554	2039	EN-Algeria	2513							
2495	7.45 % 1973	2538	2562	2555	2555	2040	EN-Algeria	2514							
2496	7.45 % 1973	2539	2563	2556	2556	2041	EN-Algeria	2515							
2497	7.45 % 1973	2540	2564	2557	2557	2042	EN-Algeria	2516							
2498	7.45 % 1973	2541	2565	2558	2558	2043	EN-Algeria	2517							
2499	7.45 % 1973	2542	2566	2559	2559	2044	EN-Algeria	2518							
2500	7.45 % 1973	2543	2567	2560	2560	2045	EN-Algeria	2519							
2501	7.45 % 1973	2544	2568	2561	2561	2046	EN-Algeria	2520							
2502	7.45 % 1973	2545	2569	2562	2562	2047	EN-Algeria	2521							
2503	7.45 % 1973	2546	2570	2563	2563	2048	EN-Algeria	2522							
2504	7.45 % 1973	2547	2571	2564	2564	2049	EN-Algeria	2523							
2505	7.45 % 1973	2548	2572	2565	2565	2050	EN-Algeria	2524							
2506	7.45 % 1973	2549	2573	2566	2566	2051	EN-Algeria	2525							
2507	7.45 % 1973	2550	2574	2567	2567	2052	EN-Algeria	2526							
2508	7.45 % 1973	2551	2575	2568	2568	2053	EN-Algeria	2527							
2509	7.45 % 1973	2552	2576	2569	2569	2054	EN-Algeria	2528							
2510	7.45 % 1973	2553	2577	2570	2570	2055	EN-Algeria	2529							
2511	7.45 % 1973	2554	2578	2571	2571	2056	EN-Algeria	2530							
2512	7.45 % 1973	2555	2579	2572	2572	2057	EN-Algeria	2531							
2513	7.45 % 1973	2556	2580	2573	2573	2058	EN-Algeria	2532							
2514	7.45 % 1973	2557	2581	2574	2574	2059	EN-Algeria	2533							
2515	7.45 % 1973	2558	2582	2575	2575	2060	EN-Algeria	2534							
2516	7.45 % 1973	2559	2583	2576	2576	2061	EN-Algeria	2535							
2517	7.45 % 1973	2560	2584	2577	2577	2062	EN-Algeria	2536							
2518	7.45 % 1973	2561	2585	2578	2578	2063	EN-Algeria	2537							
2519	7.45 % 1973	2562	2586	2579	2579	2064	EN-Algeria	2538							
2520	7.45 % 1973	2563	2587	2580	2580	2065	EN-Algeria	2539							
2521	7.45 % 1973	2564	2588	2581	2581	2066	EN-Algeria	2540							

TERME La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Ord.	Premier course	Derrière course	Count, premier course	Composition	VALEURS	Préval. clôture	Premier course	Derrière course	Count, premier course	Composition	VALEURS	Préval. clôture	Premier course	Derrière course	Count, premier course
173	173	173	189 50	858	Th. Electr.	958	385	362	311	33	Reuter	79 50	81 50	81 50	58
28	40	43 50	42 78	123	(M.L.)	131	131	131	226	226	Reu. Motors	226	226	226	58
38	38	34 20	34 20	228	Thomson-Br.	228	224	222 50	230 70	230 70	Ed. Motors	214 10	215 50	217 28	58
50	50	48 50	48 50	268	(M.L.)	268	271	281	285 40	285 40	Ed. Motors	49 10	50 50	51 38	58
50	218 10	218 10	315	163	U.C.B.	163	165	165	161 70	5	Ed. Motors	5	10	15	58
119	4	118 48	119 48	188	U.C.B.	188	187 50	187 50	185	270	H. H. H. H.	267	268	268 38	58
150	150	150	1 50	171	U.C.B.	171	171	171	171	270	H. H. H. H.	267	268	268 38	58
184	184	184	183 10	171	U.C.B.	171	171	171	171	270	H. H. H. H.	267	268	268 38	58
126	5	80 5	81 56	423	Valen. (M.L.)	423	423	423	423	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
250	250	250	246 10	423	Valen. (M.L.)	423	423	423	423	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
319	319	320	315 80	72	Valen. (M.L.)	72	72	72	72	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
38	38	38	34 20	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
122	122	122	122 28	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
268	268	268	268 38	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
21	21	21	21 28	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
63	63	63	63 38	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
37	37	37	37 80	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
187	187	187	187 80	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
27	27	27	27 78	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
358	358	358	358 38	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
238	238	238	238 38	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
326	326	326	326 38	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
51	51	51	51 38	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
307	307	307	307 38	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
468	468	468	468 38	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
54	54	54	54 38	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
128	128	128	128 38	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
264	264	264	264 38	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
326	326	326	326 38	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58
432	432	432	432 38	268	Valen. (M.L.)	268	268	268	268	358	Valen. (M.L.)	372	372	372	58

COTE DES CHANGES | **COURS DES BILLETS AUX GUICHETS** | **MARCHÉ LIBRE DE L'OR**

	MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS s/r	Achat	Vente	MONNAIES ET REVISAS	COURS prix.	COURS s/r
96	372	372	80					
97	373	373	80					
98	374	374	80					
99	375	375	80					
100	376	376	80					
101	377	377	80					
102	378	378	80					
103	379	379	80					
104	380	380	80					
105	381	381	80					
106	382	382	80					
107	383	383	80					
108	384	384	80					
109	385	385	80					
110	386	386	80					
111	387	387	80					
112	388	388	80					
113	389	389	80					
114	390	390	80					
115	391	391	80					
116	392	392	80					
117	393	393	80					
118	394	394	80					
119	395	395	80					
120	396	396	80					
121	397	397	80					
122	398	398	80					
123	399	399	80					
124	400	400	80					
125	401	401	80					
126	402	402	80					
127	403	403	80					
128	404	404	80					
129	405	405	80					
130	406	406	80					
131	407	407	80					
132	408	408	80					
133	409	409	80					
134	410	410	80					
135	411	411	80					
136	412	412	80					
137	413	413	80					
138	414	414	80					
139	415	415	80					
140	416	416	80					
141	417	417	80					
142	418	418	80					
143	419	419	80					
144	420	420	80					
145	421	421	80					
146	422	422	80					
147	423	423	80					
148	424	424	80					
149	425	425	80					
150	426	426	80					
151	427	427	80					
152	428	428	80					
153	429	429	80					
154	430	430	80					
155	431	431	80					
156	432	432	80					
157	433	433	80					
158	434	434	80					
159	435	435	80					
160	436	436	80					
161	437	437	80					
162	438	438	80					
163	439	439	80					
164	440	440	80					
165	441	441	80					
166	442	442	80					
167	443	443	80					
168	444	444	80					
169	445	445	80					
170	446	446	80					
171	447	447	80					
172	448	448	80					
173	449	449	80					
174	450	450	80					
175	451	451	80					
176	452	452	80					
177	453	453	80					
178	454	454	80					
179	455	455	80					
180	456	456	80					
181	457	457	80					
182	458	458	80					
183	459	459	80					
184	460	460	80					
185	461	461	80					
186	462	462	80					
187	463	463	80					
188	464	464	80					
189	465	465	80					
190	466	466	80					
191	467	467	80					
192	468	468	80					
193	469	469	80					
194	470	470	80					
195	471	471	80					
196	472	472	80					
197	473	473	80					
198	474	474	80					
199	475	475	80					
200	476	476	80					
201	477	477	80					
202	478	478	80					
203	479	479	80					
204	480	480	80					
205	481	481	80					
206	482	482	80					
207	483	483	80					
208	484	484	80					
209	485	485	80					
210	486	486	80					
211	487	487	80					
212	488	488	80					
213	489	489	80					
214	490	490	80					
215	491	491	80					
216	492	492	80					
217	493	493	80					
218	494	494	80					
219	495	495	80					
220	496	496	80					
221	497	497	80					
222	498	498	80					
223	499	499	80					
224	500	500	80					
225	501	501	80					
226	502	502	80					
227	503	503	80					
228	504	504	80					
229	505	505	80					
230	506	506	80					
231	507	507	80					
232	508	508	80					
233	509	509	80					
234	510	510	80					
235	511	511	80					
236	512	512	80					
237	513	513	80					
238	514	514	80					
239	515	515	80					
240	516	516	80					
241	517	517	80					
242	518	518	80					
243	519	519	80					
244	520	520	80					
245	521	521	80					
246	522	522	80					
247	523	523	80					
248	524	524	80					
249	525	525	80					
250	526	526	80					
251	527	527	80					
252	528	528	80					
253	529	529	80					
254	530	530	80					
255	531	531	80					
256	532	532	80					
257	533	533	80					
258	534	534	80					
259	535	535	80					
260	536	536	80					
261	537	537	80					
262	538	538	80					
263	539	539	80					
264	540	540	80					
265	541	541	80					
266	542	542	80					
267	543	543	80					
268	544	544	80					
269	545	545	80					
270	546	546	80					
271	547	547	80					
272	548	548	80					
273	549	549	80					
274	550	550	80					
275	551	551	80					
276	552	552	80					
277	553	553	80					
278	554	554	80					
279	555	555	80					
280	556	556	80					
281	557	557	80					
282	558	558	80					
283	559	559	80					
284	560	560	80					
285	561	561	80					
286	562	562	80					
287	563	563	80					
288	564	564	80					
289	565	565	80					
290	566	566	80					
291	567	567	80					
292	568	568	80					
293	569	569	80					
294	570	570	80					
295	571	571	80					
296	572	572	80					
297	573	573	80					
298	574	574	80					
299	575	575	80					
300	576	576	80					
301	577	577	80					
302	578	578	80					
303	579	579	80					
304	580	580	80					
305	581	581	80					
306	582	582	80					
307	583	583	80					
308	584	584	80					
309	585	585	80					
310	586	586	80					
311	587	587	80					
312	588	588	80					
313	589	589	80					
314	590	590	80					
315	591	591	80					
316	592	592	80					
317	593	593	80					
318	594	594	80					
319	595	595	80					

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES
2. VOYAGE : « Désert », par Yves Florence : « La révérence en boîte », par Dominique Felassy.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
— ETATS-UNIS : M. Maskie a été « épris par la presse » le changement de la doctrine stratégique.
— CHILI : un référendum constitutionnel aura lieu le 11 septembre.

AFRIQUE

4. PROCHE-ORIENT
— IRAN : le président Bani Sadr dénonce violemment les « charlatans qui mentent sur l'Islam ».

EUROPE

— GRANDE-BRETAGNE : avant les vacances parlementaires, Mme Thatcher a subi plusieurs échecs.

ITALIE

— l'attente de Bologna : l'enquête sur l'extrême droite s'étend à l'étranger.

ASIE

— CHINE : « Mao Tse-toung a commis des erreurs graves » à la fin de sa vie », affirme M. Han Guofeng.

DIPLOMATIE

SOCIÉTÉ

6. Le groupe de travail de l'ONU sur l'esclavage ouvre une session à Genève : le scandale du commerce d'enfants en Thaïlande.

JUSTICE

RELIGION

— Les chrétiens d'Irak continuent d'émigrer.

ÉDUCATION

— La nouvelle carte des formations universitaires.

FAITS DIVERS

SPORTS

— ALGERIE : Jacques Laffitte vainqueur du Grand Prix de R.F.A.

12. PRESSE

— Le projet de rachat du « Journal du dimanche ».

CULTURE

8. MUSIQUE : les Chorales de Vaison-la-Romaine.

— FESTIVALS : la danse à Avignon.

— VARIÉTÉS.

— CINÉMA.

JOURS D'ÉTÉ

11-12. « Un voyage en Océanie », par Jean-Claude Gillebaud ; Météorologie ; Informations « Services » ; Jeux.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

13. La France intensifie ses relations commerciales et financières avec l'Égypte.

— Une réforme monétaire internationale pour la régionalisation.

14. Une étude de la CEGOS : « L'analyse des trois générations, conditions essentielles d'une bonne gestion ».

— Les notes de lecture d'Alfred Soury.

RÉGIONS

15. TOURISME : « Des campeurs dans la désordre (IV) : Noireauville : les fermes du bon accueil ».

ÉCONOMIE

17. AFFAIRES.

18. SOCIAL : le dépôt de bilan de l'entreprise Dufour.

RADIO-TELEVISION (10)

— Annonces classées (16-17) ; Carnet (9) ; Journal officiel (11) ; Programmes spectacles (9) ; Mots croisés (11) ; Bourses (19).

Le numéro du « Monde »

daté 10-11 août 1980 a été tiré à 499 142 exemplaires.

après-vente

Miele

8673360

en région parisienne Société MDS

A B C D E F G

JERUSALEM «CAPITALE ÉTERNELLE»

Les explications d'Israël sont « dénuées de tout élément positif », estime Le Caire

Le vote de la Knesset, le 30 juillet, faisant de Jérusalem la capitale d'Israël, a été accueilli par la communauté internationale avec une réaction officielle dénuée de tout élément positif. Le Caire, qui se trouve à la tête d'une coalition arabe, a déclaré que mercredi ou jeudi prochains, après les fêtes marquant la fin du Ramadan, le gouvernement israélien devra se positionner sur la question de la suspension sine die des pourparlers sur l'autonomie palestinienne décidée par le Raïs le 3 août, le général Mubarak, vice-président de la République égyptienne, a déclaré le 9 août que les explications fournies par M. Begin sur la position d'Israël concernant Jérusalem « étaient dénuées de tout élément positif ».

Notre correspondant intermédiaire au Caire nous explique que le général Ali, vice-président du conseil égyptien chargé de la défense et des affaires étrangères, connu pour ses positions conciliantes à l'égard d'Israël, a affirmé de son côté le dimanche 10 août à Alexandrie que « les négociations (sur l'autonomie) étaient compromises par la loi sur Jérusalem ». Les colonies israéliennes sont « menaçantes pour la sécurité des Palestiniens, surtout lorsqu'elles sont habitées par des familles juives », a-t-il ajouté. Le général Ali, dans le but d'obtenir un soutien international plus actif face à Israël, M. Boutros-Ghali, ministre d'État égyptien aux affaires étrangères, nous signale notre correspondant, doit se rendre le mardi 12 août en Roumanie, seul pays d'Europe socialiste à avoir conservé des relations diplomatiques avec l'État juif. Il entreprendra plus tard dans le même but une tournée africaine. A partir du 2 septembre le général Mubarak tentera d'obtenir un « franc appui » en Europe. Il visitera Paris, où il sera reçu à l'Élysée, avant d'aller à Londres.

L'activité n'est pas moindre dans les capitales arabes opposées aux accords de Camp David. A Amman, où M. Thorn, ministre luxembourgeois des affaires étrangères et président en exer-

UNE RESSORTISSANTE BRITANNIQUE ARRÊTÉE POUR « ACTIVITÉS POLITIQUES ET D'ESPIONNAGE »

Téhéran (Reuters). — Une ressortissante britannique, Mlle Waddell, ancienne secrétaire de l'armée anglaise d'Irak, a été arrêtée pour « activités politiques et d'espionnage » sur l'ordre des autorités judiciaires révolutionnaires. Elle a été arrêtée, dimanche 10 août, l'ambassade de Grande-Bretagne à Téhéran.

Agée de cinquante-six ans, Mlle Waddell avait été grièvement blessée par balles à Téhéran en mai, quelques jours avant l'assassinat du fils de l'émir républicain Hassan Rezaei. Elle avait été libérée l'année dernière après que des tuteurs laconiques eurent emmené de l'assassinat à sa résidence d'Ispahan. Son épouse avait été légèrement blessée.

L'ambassade de Grande-Bretagne, dans un communiqué, a accompagné Mlle Waddell lorsqu'elle s'est présentée de son plein gré au procureur révolutionnaire d'Ispahan, mercredi, à l'indication qu'elle risquait une éventuelle incrimination pour des « activités politiques » non précises.

Il lui avait été interdit de quitter l'Irak après la tentative d'assassinat dont elle avait été victime. Un porte-parole du parquet d'Ispahan, où elle reste détenue, a déclaré qu'elle était interrogée au sujet d'une « accusation d'espionnage ».

MORT DE L'ÉCOLOGISTE MICHEL BROSSÉLIN, SPÉCIALISTE DE LA FAUNE SAUVAGE

Nous apprenons la mort accidentelle, survenue à Chamaux (Vendée) le jeudi 7 août, de M. Michel Brosselein, l'un des animateurs du Mouvement français de protection de la nature. Il était âgé de quarante-quatre ans. Retrouvé mort dans une pature le samedi matin, il a été tué par un taureau.

Né en 1936 à Vichy (Allier), diplômé de l'école d'agriculture de Rennes, M. Brosselein commença sa carrière comme conseiller agricole, notamment en Aegrom. Passionné du monde animal, il fut l'un des meilleurs spécialistes français des zones humides et de la chasse. Entré comme ingénieur dans la firme de la F.F.S.P.N. (Fédération française de protection de la nature), il rejoignit en 1970 la Société nationale de protection de la nature, où il prit le poste de directeur scientifique.

Infatigable militant, M. Brosselein a été l'un des fondateurs de la Société pour l'étude et la protection de la nature du Massif d'Armor, président de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (F.F.S.P.N.), secrétaire général de la Ligue française de protection des oiseaux, président de l'Association de défense de l'environnement en Vendée (ADEV) et, sur la Côte d'Azur, président de l'Association régionale de protection des oiseaux et de la nature (ARPON). En outre, il représentait la F.F.S.P.N. au Conseil national de la chasse et de la faune sauvage.

M. Michel Brosselein avait pris une part très active à la défense du parc national de la Vanoise en 1971 et fut l'un des rares scientifiques français à s'engager à titre personnel auprès de M. René Dumont, candidat écologiste aux élections présidentielles de 1974.

Par sa compétence, sa détermination et ses qualités humaines, par sa connaissance du terrain et des dossiers, M. Brosselein était l'un de ceux qui ont le plus contribué à la percolation des idées écologistes en France au cours de ces dernières années.

« AU CARRÉ D'AGNEAU » CHEZ ALBERT
122, av. de la République - PARIS
Tél. 330-21-66 (P. Ind.)
330-05-19
TERRASSE COUVERTE - PARKING
Des déjeuners en brochette
Bon bonjour pêche
Son célèbre café d'agneau
La carte, l'une des meilleures de Paris

LA SITUATION EN AFGHANISTAN

Le Pakistan va proposer la réunion d'une conférence internationale « limitée » avec la participation du régime de Kaboul

Une « série d'opérations efficaces des forces de sécurité et de militants du parti contre des mercenaires de l'impérialisme et de la réaction » a été lancée récemment dans deux régions du pays, a annoncé l'agence afghane Bakhtar, reprise samedi 9 août par Tass.

A Hékat, troisième ville du pays, trente-cinq « bandits » qui « sévissaient à l'encontre de la population » ont été mis hors d'état de nuire. Dans la province de Samangan, proche de la frontière soviétique, des groupes de « nerzvis » ont été « démantelés » dans trois villes, à Alabak, Hissar, Sultan et Rulm, vingt-cinq d'entre eux ont été arrêtés.

Radio-Kaboul a annoncé, samedi, qu'une centaine de personnes arrêtées récemment dans cette province seraient détenues devant un tribunal spécial. « Les individus arrêtés se préparaient à détruire des voies de communications », certains avaient déjà commis des attentats contre des représentants du gouvernement et des membres du Parcham, l'une des deux factions du parti au pouvoir avec le Khalq. Des règlements de comptes entre ces deux groupes ayant eu lieu ces derniers temps, on ne peut exclure qu'une partie des personnes interpellées soient des partisans du Khalq.

D'autre part, selon des sources diplomatiques à New-Delhi, de violents affrontements auraient lieu depuis trois semaines à Hékat où des insurgés tiendraient une partie de la vieille ville ; des troupes soviétiques seraient stationnées aux abords de la ville. Des combats se sont aussi déroulés dans la province de Balkh, à la frontière soviétique.

Selon Radio-Kaboul, les forces gouvernementales ont cessé récemment « un grand nombre d'insurgés » au cours d'une série d'opérations aériennes et terrestres. Ces opérations, à l'initiative de la République islamique, des chavostistes chinois, de la Grande-Bretagne, d'Israël

et de l'Égypte, ont « détruit des écoles et de nombreux stocks de blé et d'appareils d'embarquement du secteur de Shor-Tepa, sur le fleuve Amou Daria qui sépare l'Afghanistan de l'U.R.S.S. ; mais les autorités ont agi rapidement et déjoué le plan. Les secours sont maintenant entre les mains des forces gouvernementales (...). Seuls quelques petits groupes de voleurs et de bandits subsistent, et ils seront rapidement liquidés très rapidement », assure la radio.

Au Pakistan, le gouvernement d'Islamabad a demandé à l'U.R.S.S. de réduire de moitié son personnel diplomatique. Cette décision, notifiée au Kremlin il y a plusieurs semaines, devrait être appliquée dans un délai de deux mois et est présentée comme « sans rapport avec la crise afghane ». Il y a un mois, le gouvernement pakistanais avait fait fermer le bureau de presse soviétique Karachi.

Dimanche enfin, le Pakistan a proposé la réunion d'une conférence internationale « limitée mais incluant des représentants de Kaboul » pour tenter de trouver une solution politique au problème afghan, a déclaré à l'A.P.P. le ministre des affaires étrangères d'Islamabad, M. Agha Shahi. Cette nouvelle initiative pourrait être annoncée officiellement lors de la prochaine assemblée générale des Nations unies. Elle réunirait « les deux super-puissances, les trois autres membres permanents du Conseil de sécurité, les pays voisins de l'Afghanistan, certains pays non-alignés, ainsi que les représentants des autorités de Kaboul ». M. Shahi estime que cette proposition n'est pas en contradiction avec les résolutions de la dernière conférence islamique, car elle n'impliquerait pas la reconnaissance du régime de M. Karmal. Il appartient désormais à Kaboul de « donner une réponse à notre initiative », a ajouté M. Shahi, qui espère que l'U.R.S.S. acceptera « une solution politique conforme à ses intérêts ».

Tass accuse un journaliste américain d'avoir « participé à l'assassinat sadique » de civils pour tourner un reportage « percutant »

Se référant à un article publié par le journal afghan *Hekdatta* intitulé *Sowr*, l'« observateur politique » de l'agence Tass, M. Vladimir Serov, a pris à partie, samedi 9 août, le journaliste américain de la chaîne de télévision C.B.S., Dan Rather, auteur d'un récent reportage sur les maquis afghans.

M. Rather, qui doit succéder au présentateur vedette Walter Cronkite, est accusé d'avoir « participé directement à des sévices monstrueux à l'encontre de citoyens paisibles afghans ». Citant deux témoignages, Tass affirme « qu'à la fin de mars dernier une équipe de journalistes américains avait rejoint un commandement (de maquisards) venant du Pakistan (illégalement, habillés en costumes nationaux afghans). Or c'était juste à ce moment là que des nervis de cette bande avaient attaqué le village de Falehabad et avaient kidnappé trois ouvriers qui travaillaient au chantier d'un canal d'irrigation ».

« Ces contre-révolutionnaires », poursuit M. Serov, cherchaient à intimider les habitants du village, afin qu'ils ne soutiennent pas les nouvelles autorités révolutionnaires. »

« Ces ouvriers absolument innocents ont été amenés sur le place du village, après quoi ce fut l'un des journalistes américains qui entra en jeu. Il donna l'ordre aux bandits d'aborder les torturés, puis de les lapider, enfin de les décapiter. Toute cette scène atroce était filmée par les Américains qui voulaient faire un « film percutant ».

« Il devient évident que le commentateur de C.B.S., Dan Rather, a participé directement à l'assassinat sadique de trois ouvriers afghans », ajoute M. Serov, qui réclame un « châtiment des plus sévères » contre ce « crime » qu'il compare au massacre de Song-My, dont s'était rendu coupable, pendant la guerre du Vietnam, le lieutenant Calley.

AU VANUATU Le gouvernement expulse vingt-quatre Français et deux Australiens

Vingt-six résidents étrangers — vingt-quatre Français et deux Australiens — ont reçu l'ordre de quitter Vanuatu au plus tard le mardi 12 août, a-t-on appris dimanche de source officielle à Port-Vila. Ces personnes, accusées d'être des instigateurs de la rébellion dans l'île d'Espiritu-Santo, ont été averties individuellement par lettre de la mesure qui les frappe. Le premier ministre de Vanuatu, M. Lini, avait envoyé la semaine dernière à l'ambassadeur de France, M. Rodriguez, et au haut représentant australien, M. Ovington, la liste des personnes concernées.

M. Lini est rentré dimanche de Papouasie-Nouvelle-Guinée, où il avait signé avec le gouvernement de Port-Moresby un accord intermédiaire de défense ; ce texte spécifie que les forces papouaises auront le pouvoir d'effectuer des arrestations à Santo. Le premier contingent est déjà arrivé à Port-Vila ; il se monte à cent quatre-vingt-cinq. Une fois ces effectifs au complet, ils seront envoyés à Santo pour prendre part aux opérations contre les sécessionnistes. Le porte-parole du gouvernement de Vanuatu a fait savoir que le contin-

gent franco-britannique qui se trouve dans l'île recevrait alors l'instruction de se retirer.

Le général Ted Diro, commandant des forces armées de Papouasie-Nouvelle-Guinée, a déclaré qu'il prévoyait de sévères incidents à Santo au cours de la reprise en main de l'île par le gouvernement central, car les rebelles sont armés de fusils, de mitrailleuses et de dynamite.

La tension s'est aggravée à Santo. Dans la nuit de vendredi à samedi, un détachement de la police gouvernementale, qui — pour la première fois — patrouillait dans les rues de Luganville, s'est accompagné par les troupes franco-britanniques et a été attaqué par un groupe de jeunes gens ; un magasin a été pillé sans que les forces de sécurité interviennent. Le représentant officiel de Port-Vila à Santo, M. Job Dalica, n'a pu encore pu regagner son poste. Cependant, le commandant — français — de la force franco-britannique a dit, samedi à l'A.P.P., que la situation était calme à Luganville et que l'autorité du gouvernement est restaurée graduellement. — (A.F.P., Reuters).

Remy
l'autre manière de se meubler !

C'est tout ce que vous serez surpris en arrivant chez Remy... Guidé, conseillé dans un univers de mille et univers, vous imaginez-vous même votre décoration parmi une diversité que seul un artiste aillant création et inspiration peut vous présenter : sculptures, chaises, tables, bergères, salons à manger tous styles, lits de repos, lits jumeaux, salons, tout est réalisé d'après des documents anciens et de toutes dimensions. Remy réalise toute votre décoration : tentures, voilages, rideaux de lit, et peut aussi vous présenter les grandes marques de salons et transformables.

OUVERT EN AOÛT
82, 84 et 73, rue Saint-Antoine
Paris XII^e - Tél. 343.05.98

هكذا من الأصل

HAWAII